

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE SCOLAIRE 1908-1909

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le vendredi 30 avril, à deux heures

PAR

Georges WAMBERGUE

L'Assurance sur la Vie entre conjoints

dans le régime de la Communauté

Président : M. PIÉDELIEVRE

Assesseurs : { MM. Ambroise COLIN, professeur
CARPENTIER, chargé de cours

MERVILLE

IMPRIMERIE DU JOURNAL DE MERVILLE

E. DOUVBIN

LOUIS LOIEZ, Successeur

1909

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE SCOLAIRE 1908-1909

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN DROIT

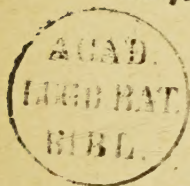
Présentée et soutenue le vendredi 30 avril, à deux heures

PAR

Georges WAMBERGUE

L'Assurance sur la Vie entre conjoints

dans le régime de la Communauté



Président : M. PIÉDELIEVRE

Assesseurs : { MM. Ambroise COLIN, professeur
CARPENTIER, chargé de cours

MERVILLE

IMPRIMERIE DU JOURNAL DE MERVILLE

E. DOUVVIN

LOUIS LOIEZ, Successeur

1909

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

MEIS ET AMICIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555815_0001

L'Assurance sur la Vie entre conjoints

dans les régimes de Communauté

PREMIERE PARTIE

HISTORIQUE. DU CONTRAT D'ASSURANCE SUR LA VIE

L'Assurance-Vie qui, au cours du XIX^e siècle et particulièrement dans ces dernières années, a pris un très grand développement, a une origine relativement récente.

Impossible de lui donner, comme à la plupart de nos actes juridiques : testament, vente, louage, une origine romaine ou grecque, tout au plus pourrait-on voir une analogie lointaine avec notre contrat, dans la coutume que les corporations du Bas-Empire ou « Sodalitates » (1) avaient de verser à l'héritier de celui de leurs membres qui venait à décéder une somme prise sur la caisse commune. Cette somme, ainsi que son nom l'indique « funeraticum », servait aux frais de la sépulture et des cérémonies religieuses qui l'accompagnaient.

Une autre origine presque aussi détournée pourrait être trouvée dans les pratiques des guildes danoises et saxonnes du moyen-âge qui, pour une cotisation consis-

(1) Les renseignements historiques sont puisés dans Lefort, Traité d'assurance sur la vie, tome I.

tant soit en denrées, soit en argent, assuraient à leurs membres divers avantages et allaient jusqu'à verser aux parents du Geghilda tué, même par imprudence, une compensation appelée « Bote ».

Ce sont les assurances maritimes qui donnèrent lieu aux premières opérations véritables sur la vie des hommes. Voici comment : On avait d'abord assuré les navires et les marchandises contre les risques de naufrage sans doute, mais surtout contre ceux de prise par les pirates. L'on pensa bien vite qu'en cas de prise par les pirates, si l'armateur perdait navire et marchandises, l'équipage perdait sa liberté, et l'on en vint à assurer une somme destinée au rachat des captifs.

La spéculation aidant, l'institution détourna rapidement de son but. L'on prit l'habitude de stipuler qu'en cas de retour heureux au port, l'on aurait droit au double ou au triple de la somme déposée au départ, et qu'au cas contraire, la compagnie conserverait la somme tout entière. Singulières assurances sur la vie qui étaient tout l'opposé de ce que nous entendons par ce mot ! De la vie des navigateurs, la spéculation s'étendit à la vie des personnes des autres classes et le mal devint si grand que l'on dut sévir, et c'est ce qui explique que le « Guidon de la Mer » paru en 1589, espèce de code maritime, contient ce passage : « Autre sorte d'assurance est faite par les autres nations sur la vie des hommes, en cas qu'ils décédassent estant sur leur voyage, de payer telles sommes à leurs héritiers ou créanciers, mesme les créanciers pourront faire assurer leurs dettes, si leur débiteur passait de pays en autre ; de mesme feraient ceux qui auraient rentes ou pensions en cas qu'ils décédassent de continuer pour telles années à leurs héritiers telle pension ou

« rente qui leur estoit due qui sont toutes pactions
« réprouvées par les bonnes-mœurs et coutumes dont
« il arrivait une infinité d'abus et de tromperies pour
« lesquelles ils ont été contraints d'abolir et défendre
« ledit usage qui sera aussi prohibé et défendu en ce
« pays. »

Cette défense ne fut pas isolée. Précédée par celle portée dans l'ordonnance des Pays-Bas de 1570, le « Guidon de la Mer » fut suivi dans sa prohibition par l'ordonnance d'Amsterdam de 1590, le code de Middelbourg de 1600, l'ordonnance de Rotterdam de 1604, le code suédois de 1666 et par l'ordonnance française de 1681 dont l'article 10 du titre VI au livre III disait : « Défendons de faire aucune assurance sur la « vie des personnes ». « La raison en est, dit Pothier « (1), qu'il est contre la bienséance et l'honnêteté pu-
« blique de mettre à prix la vie des hommes. D'ail-
« leurs la nature du contrat d'assurance étant que
« l'assureur se charge de payer l'estimation de la chose
« assurée, la vie d'un homme libre n'étant susceptible
« d'aucune estimation : « liberum corpus aestimatio-
« nem non recepit », elle ne peut par conséquent être
« susceptible du contrat d'assurance. »

Et pour bien montrer que la maxime latine donne réellement la raison de cette prohibition de l'assurance sur la vie, il ajoute : « Ces raisons n'ont point d'ap-
« plication aux esclaves ; les nègres étant des choses
« qui sont dans le commerce et qui sont susceptibles
« d'estimation ; je ne vois pas pourquoi la vie des nè-
« gres ne serait pas susceptible du contrat d'assu-
« rance. »

Seule de tous les pays, l'Angleterre avait fait bon

(1) Pothier, XXVI, pages 24 et 25.

accueil aux spéculations sur la vie humaine et c'est là que l'assurance-vie, telle que nous la concevons actuellement, put se développer au milieu de toutes sortes de gageures plus ou moins hasardeuses et même plus ou moins morales. C'est ainsi, pour ne parler que des actes les plus importants, qu'une charte de 1706 concédée par la reine Anne à Thomas Allen, évêque d'Oxford et à d'autres personnes, autorisa l'« Amicable Society » dans laquelle les associés mettaient en commun une partie de leurs revenus pour que l'héritier de chaque souscripteur pût, à sa mort, recevoir une somme fixée d'après les décès arrivés dans l'année ; qu'en 1720, autorisation est donnée aux Compagnies « Royal Exchange » et « London Assurance » d'étendre leurs opérations aux assurances sur la vie ; qu'en 1762 fut créée la société mutuelle l'« Equitable ».

Sous la poussée des idées anglaises, une réaction se produisit en France et par un arrêt du Conseil du 3 novembre 1787, la « Compagnie royale d'assurances contre l'incendie » établie en 1786 reçut le droit de passer des assurances sur la vie. Mais survint la Révolution ! Déterminée par un discours exalté de Cambon, la Convention rendit un décret en date du 24 août 1793 supprimant « les associations connues sous le nom de « caisses d'escompte, de compagnies d'assurances sur la vie et généralement toutes celles dont le fonds capital repose sur les actions au porteur. »

Les rédacteurs de nos codes ne furent pas mieux intentionnés à l'égard de notre contrat que leur devancier et inspirateur Pothier. L'art. 1964 qui définit les contrats aléatoires, énumère le contrat d'assurance et renvoie pour sa réglementation aux lois maritimes.

Quant au Code de commerce qui, dans son art. 334,

énumère les choses susceptibles d'assurance, il ne mentionne pas la vie humaine.

Si l'on veut d'ailleurs connaître la pensée des auteurs du code, que l'on ouvre les Travaux préparatoires du Code civil : à propos de l'exposé des motifs du titre de la vente, l'on y verra cette déclaration que faisait Portalis : « L'homme est hors de prix ; sa vie ne saurait être un objet de commerce, sa mort ne peut pas devenir l'objet d'une stipulation mercantile. Ces espèces de pactes sur la vie ou la mort d'un homme sont odieux et ils peuvent n'être pas sans danger. La cupidité qui spéculé sur les jours d'un citoyen est souvent bien voisine du crime qui peut les abréger. »

Après la lecture de telles déclarations, l'on ne s'étonne pas que certains juristes se soient prononcés pour l'illégalité des assurances-vie et que par exemple : Merlin déclare dans son répertoire l'assurance-vie « contraire aux bonnes mœurs » et qu'en 1823, Favard de Langlade l'appelle une « opération honteuse ». C'est encore la même considération que celle qui hantait Portalis, qu'avait en vue le procureur général Dupin, quand, en 1864, à propos d'une célèbre affaire d'empoisonnement, l'affaire Couty de la Pommerays, il appelait le latin à son secours pour déclarer que l'assurance sur la vie était une de ces conventions « *plena periculosissimi eventus* ».

Et cependant à cette époque, la légalité de l'assurance sur la vie en France ne pouvait plus faire de doute.

Déjà en 1818, le gouvernement avait demandé l'avis du Conseil d'Etat sur la question et celui-ci avait répondu que « l'engagement de payer une somme déterminée au décès d'un individu, moyennant une

« prestation annuelle à faire par cet individu peut être autorisée. »

Depuis lors, l'assurance-vie était entrée dans le régime légal par une voie détournée il est vrai. Une loi du 4 juin 1850 sur le timbre, — le fisc n'oublie jamais rien, — frappe les « effets de commerce, les actions dans les sociétés et... les polices d'assurances. » L'art. 37 de cette loi parle des « compagnies et assureurs sur la vie ».

Le deuxième monument législatif en notre matière est la loi du 24 juillet 1867. Tandis qu'elle émancipait les sociétés par actions de l'autorisation gouvernementale, cette loi dans son art. 66 décidait que cependant « les tontines et sociétés d'assurances sur la vie mutuelles ou à primes restent soumises à l'autorisation et à la surveillance. » Puis vint la loi du 23 juin 1875, relative à divers droits d'enregistrement et qui contient un art. 6 ainsi conçu et sur lequel nous aurons à revenir :

« Sont considérés pour la perception des droits de mutation par décès, comme faisant partie de la succession d'un assuré sous réserve des droits de communauté, s'il en existe une, les sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par l'assureur à raison du décès de l'assuré. Les bénéficiaires à titre gratuit de ces sommes, rentes ou émoluments, sont soumis aux droits de mutation suivant la nature de leurs titres et relations avec le défunt conformément au droit commun. »

Cette disposition a été légèrement modifiée, comme nous le dirons en temps utile, par la loi budgétaire du 25 février 1901 ; nous devons encore signaler une loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle

des sociétés d'assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans lesquelles intervient la durée de la vie humaine. Enfin, il existe sur les bureaux de la Chambre, un projet de loi déposé par M. Trouillot et destiné à réglementer les assurances. Son titre III traite spécialement des assurances-vie. Ce projet est le résultat des travaux d'une commission spéciale instituée en 1902 et dont le rapporteur fut M. Lyon-Caen, doyen de la Faculté de droit de Paris, membre de l'Institut. Au fur et à mesure que nous poursuivrons l'examen des questions soulevées par notre contrat, nous donnerons les solutions proposées par le projet et nous indiquerons les motifs qui ont fait admettre ces décisions.

D'ailleurs, le développement des assurances-vie n'avait pas attendu le bon plaisir du législateur. Pour démontrer le mouvement, certain philosophe ancien se contentait de marcher. Pour démontrer leurs bienfaits, et surtout leur moralité que l'on contestait principalement, les assurances sur la vie ont existé. Car enfin s'il fallait, comme le demandaient implicitement Portalis et Dupin, condamner un contrat toutes les fois que la situation juridique qu'il fait naître donne à un individu un intérêt au décès de son prochain, que de conventions il faudrait rayer du code. Plus de rentes viagères, plus de donations entre époux au profit du survivant :

« Non seulement, dit M. Guy de la Marnierre (1), il
« faudrait proscrire un nombre infini de conventions,
« mais il faudrait abolir le droit de succession. Est-ce
« que les héritiers ne tirent pas un profit de la per-
« sonne dont ils sont les successibles ? et ne pourrait-on

(1) Thèse Paris 1905, p. 30.

« pas craindre qu'ils cherchassent à multiplier, à ag-
« graver ces chances de décès, qu'ils appellent féroce-
« ment « des espérances ? »

Si nous voulons nous reporter aux statistiques publiées en la matière, nous verrons l'énorme progrès fait par les Compagnies d'assurances. En écartant les compagnies étrangères dont la clientèle doit atteindre un certain nombre de contrats et de capitaux, moins cependant depuis la loi du 17 mars 1905, nous voyons que, dans les quinze dernières années, la marche des compagnies françaises a toujours progressé et alors que pendant l'année 1894, elles avaient assuré des capitaux s'élevant à 297.370.443 francs, elles sont arrivées pendant la seule année 1908, à atteindre près de 500 millions, exactement 497.469.071 francs et que l'on peut évaluer à près de 5 milliards le montant des assurances en cours (1). D'où vient cette faveur de l'assurance-vie ? : C'est de la quantité de services qu'elle rend. L'assurance sur la vie est une institution de haute prévoyance qui permet au travailleur sans fortune de se constituer un capital pour le jour où il ne pourra plus travailler ; au père de doter ses enfants, pour le cas où un malheur le ravirait trop tôt à leur affection ; au mari, de laisser lors de sa mort à l'épouse qui a partagé son existence, un capital lui permettant de continuer à tenir dans la société le rang qu'elle occupait pendant sa vie.

Sans doute diront certains, l'assurance sur la vie rend des services, mais elle coûte cher. Si au lieu de contracter une assurance sur la vie, l'on capitalisait chaque année une somme équivalant à la prime que

(1) Statistique publiée dans l'*Argus*.

l'on devra verser et si l'on mettait à côté de cette somme les intérêts à 4 %, l'on arriverait bien plus vite à amasser le capital pour lequel on désire s'assurer.

Nous n'en disconvenons pas ; mais quelle tranquillité ne donne pas l'assurance sur la vie ! La mort ne prévient pas et quel désespoir pour un père ou pour un époux de partir sans avoir eu le temps de mettre ses enfants et sa femme à l'abri du besoin.

C'est de ce risque que l'on se préserve par l'assurance-vie. Et cette sécurité ne mérite-t-elle pas que l'on la paie un peu cher. D'ailleurs, l'assurance sur la vie n'est pas souscrite pour le cas où l'on vivra de longues années, et l'assurance mixte ne doit être envisagée que comme un moyen de limiter les pertes de celui qui s'est assuré sur la vie, et qui, si l'on peut employer cette expression, s'est trompé dans ses prévisions, en survivant de nombreuses années.

DIVERSES SORTES D'ASSURANCES SUR LA VIE

On a donné beaucoup de définitions de l'assurance-vie. En voici une que nous empruntons au « *Traité élémentaire de droit civil* » de M. Planiol (1) : « L'assurance sur la vie est un contrat par lequel l'assureur, moyennant une prime annuelle ou unique, promet à l'assuré ou à ses ayants droit une somme d'argent sous certaines éventualités dépendant de la vie ou de la mort de l'assuré ou d'un tiers. » Faisons observer immédiatement que la somme que devra verser l'assureur peut aussi bien consister en un capital à payer de suite qu'en une rente viagère. Comme M. Planiol le fait remarquer lui-même, la définition est complexe parce que le contrat se prête à des combinaisons diverses.

Nous ne nous attarderons pas à présenter les nombreux systèmes d'assurances que les compagnies ont imaginés pour satisfaire les besoins de leurs clients, mais nous devons cependant essayer d'en donner une idée sommaire. Tous ces systèmes peuvent se réunir en trois groupes distincts : l'assurance en cas de vie, l'assurance en cas de décès ou vie entière et enfin l'assurance mixte qui, comme nous le montrerons, se résoudra toujours soit en une assurance en cas de vie soit en une assurance en cas de décès.

Dans l'assurance en cas de vie, l'assuré stipule avec la compagnie qu'il lui versera pendant un temps donné une prime, à condition que la compagnie prenne l'engagement de lui payer, s'il est encore vivant à l'époque

(1) Planiol. *Traité élémentaire de droit civil* II, p. 699.

désignée dans la police, soit un capital fixé d'avance, soit une rente viagère. S'il meurt avant cette époque, la compagnie acquerra les primes sur lesquelles les héritiers n'auront aucun droit.

L'assurance en cas de décès a, elle, pour caractère de n'être payable qu'au décès de l'assuré. Dans cette sorte d'assurance, l'échéance du capital est indéterminée. Elle est très répandue et d'ailleurs elle se prête aux combinaisons les plus variées.

La plus fréquente est l'assurance-vie entière. C'est celle qui est souscrite pour toute la vie de l'assuré, et le bénéfice n'est payable qu'à son décès, à quelque époque qu'il se produise. Généralement, la prime est due pendant toute la vie ; dans quelques cas cependant, elle est limitée à un certain nombre d'années (primes temporaires). C'est cette assurance qu'emploiera la personne qui voudra assurer au moment de son décès le paiement d'une somme déterminée à sa veuve ou à ses enfants.

Une autre combinaison de l'assurance en cas de décès est l'assurance de survie. Elle est soumise à la condition résolutoire de la survie de la personne désignée comme bénéficiaire. Si celle-ci vient à mourir avant l'assuré, l'assurance est résolue et les primes sont acquises à la compagnie.

Le grand avantage qu'offre cette assurance, c'est que les primes sont moins élevées qu'en cas d'assurance-vie entière. Les primes sont en effet, calculées non seulement d'après l'âge de l'assuré, mais aussi d'après celui du bénéficiaire et elles vont en décroissant au fur et à mesure que ce dernier est plus âgé, les risques couverts par la compagnie diminuant proportionnellement. Ce genre d'assurance, qui n'est guère employé entre

époux, convient surtout à un fils ayant à sa charge des parents âgés et qui ne voudrait pas que son décès eût pour résultat de les laisser dans l'embarras et sans aucune ressource.

L'assurance temporaire est une combinaison surtout employée par une personne qui désire se donner du crédit. Voici en quoi elle consiste : L'assuré stipule que s'il décède pendant un temps de vingt, trente ans, la compagnie paiera une somme fixée par lui. En revanche, il s'engage à verser à la compagnie une prime annuelle pendant le temps durant lequel il s'assure ou jusqu'à son décès. S'il meurt pendant le temps fixé, la compagnie paie la somme ; dans la cas contraire, elle encaisse les primes. Voici comment elle peut servir de moyen de crédit : l'emprunteur souscrit cette assurance pour la durée du prêt et de cette manière, s'il vient à décéder, le prêteur est certain d'être remboursé immédiatement.

L'assurance en cas de décès peut être encore souscrite sur deux têtes. C'est une forme d'assurance qui a lieu souvent entre époux. L'assurance est alors contractée par le mari et la femme et est stipulée payable au décès du premier mourant. Au fond, ce genre d'assurance se décompose en deux assurances, l'une par le mari au profit de la femme, l'autre par la femme au profit du mari. Son grand avantage réside dans la modicité de la prime. Prenons par exemple un mari de 30 ans et une femme de 25 ans. S'ils voulaient contracter leur assurance, chacun séparément, l'un paierait une prime de 2 fr. 67 par 100 fr. de capital, et l'autre une prime de 2 fr. 35, soit pour eux deux 5 fr. 02. En stipulant ensemble, ils ne paient plus qu'une prime de 3 fr. 57. Nous devons dire en passant que la validité de

cette sorte d'assurance entre époux a été contestée à cause de l'art. 1097 du Code civil. Nous verrons en son temps ce qu'il faut penser de cette objection.

Comme nous l'avons déjà dit, l'assurance mixte tient de l'assurance en cas de vie et de l'assurance en cas de décès. Elle permet à l'assuré de toucher le capital stipulé s'il vit au terme fixé, tout en ayant l'avantage de donner au bénéficiaire le montant de l'assurance au cas de décès prématuré. Quoique dans ces assurances, la prime soit plus élevée que dans toutes les autres, elles jouissent en France d'une très grande faveur et cela à cause de leur double but ; car en même temps qu'elles sont un acte de prévoyance pour le cas de décès de l'assuré, elles sont un acte d'épargne pour le cas de survie. Un autre de leurs avantages est celui-ci : Si en cas de décès rapide de l'assuré, l'assurance en cas de décès peut être une opération avantageuse, il n'en est plus de même lorsque la mort a lieu à un âge avancé ; il arrive alors que l'assuré paie et même beaucoup au-delà de ce que les héritiers toucheront à son décès. Dans l'assurance mixte, au contraire, si l'assuré vit encore à l'arrivée du terme fixé, il touchera le capital stipulé qui sera toujours légèrement supérieur à la quotité des primes qu'il aura versées. Deux combinaisons peuvent se produire : l'assurance mixte ordinaire, très fréquemment employée entre époux, est celle dans laquelle on stipule que le capital sera payé à une époque déterminée à l'assuré lui-même, s'il vit encore, ou aux bénéficiaires désignés, aussitôt après son décès ; l'autre, l'assurance à terme fixe, qui offre cette particularité que le capital ne sera jamais payable qu'à l'époque déterminée et qu'en cas de décès prématuré de l'assuré, les primes ne seraient plus versées à la compagnie. Si dans

ce cas, les primes sont un peu moins fortes que dans le cas précédent, cette forme d'assurance a l'inconvénient que jusqu'à l'arrivée du terme fixé, les enfants et la veuve de l'assuré peuvent se trouver dans la misère. Cela ne correspond pas du tout au but que s'était proposé l'assuré ; aussi n'est-elle guère employée ! Toutefois, elle conviendrait par exemple à un père de famille qui veut constituer une dot à l'un de ses enfants.

Tels sont les divers genres d'assurances sur la vie. Les contrats d'assurance en cas de vie n'offrent guère de difficultés ; quant à ceux d'assurance mixte, l'on a pu voir dans les explications précédentes comment ils se résolvent toujours en assurance en cas de vie ou en assurance en cas de décès. Aussi dans la suite de nos études, nous ne nous occuperons et nous ne raisonnerons que sur le cas d'assurance en cas de décès, tout en nous réservant de signaler au passage les quelques particularités que présentent dans certains cas les autres genres d'assurance sur la vie.

Un contrat aussi répandu et qui étant basé sur la vie humaine touche de si près les principaux intérêts des hommes, n'a pas été sans soulever de grosses questions. Ces difficultés sont d'autant plus nombreuses que, comme nous l'avons dit, le législateur s'est abstenu de le réglementer.

Nous nous proposons dans notre étude d'examiner plus spécialement certaines de ces questions : celles soulevées par l'assurance-vie contractée par des personnes mariées sous un régime de communauté ; mais il nous semble bien difficile d'entrer dès maintenant dans cet examen. A tout moment, nous serions obligé de laisser là notre démonstration et de revenir en arrière pour poser et vérifier les principes de l'assurance-vie. Nous

croyons donc préférable de consacrer quelques pages à l'exposé de ces principes. Puis nous montrerons, jurisprudence en main, quelles sont les règles admises en assurance-vie. Il nous sera alors beaucoup plus facile d'aborder le vrai sujet de notre travail.

FORMATION DU CONTRAT

Nous dirons tout d'abord quelques mots sur la formation du contrat d'assurance. La personne qui désire s'assurer se met en rapport avec une compagnie d'assurances et lui fait une proposition. En même temps, elle est obligée de remplir un formulaire fourni par la compagnie et qui contient une série de questions qui ont pour but de renseigner cette compagnie sur l'état de santé de la personne sur la tête de laquelle doit reposer l'assurance et sur les propositions d'assurance que la même personne a déjà pu faire à d'autres compagnies. De plus, la personne qui veut s'assurer est soumise à un examen médical qui doit être passé par un docteur désigné par la compagnie. Celui-ci rédige une feuille de renseignements confidentiels sur l'état de santé du futur assuré. Si la compagnie accepte la proposition, on dresse une police qui sera signée par l'assuré et par un délégué de la compagnie et dont toutes les clauses imprimées ou manuscrites seront également valables ; une de ces clauses stipule que les déclarations qu'a faites l'assuré servent de base à la police et que les inexactitudes volontaires et les réticences qui y seraient relevées pourront entraîner la nullité du contrat.

Si l'assuré veut apporter quelque changement à sa police et que la compagnie y consente, le changement est opéré par un avenant ; cet avenant est considéré alors comme faisant partie intégrante de la police et la jurisprudence décide que le changement par lui apporté est censé avoir existé dès l'origine de la police. C'est,

par exemple, ce qu'a décidé la cour de Douai dans un arrêt du 16 juin 1906 (1).

D'autre part, le contrat d'assurance ne prend naissance que du jour du paiement de la prime entière si la prime est unique, ou de la première fraction de la prime si c'est une prime annuelle.

(1) R. N. et E. 1907, p. 428.

CAPACITÉ DU SOUSCRIPTEUR DE L'ASSURANCE

Voilà le contrat formé, encore faut-il qu'il soit souscrit par une personne capable ! Disons tout de suite que grâce aux dispositions prises par les compagnies, cet élément essentiel fera rarement défaut à notre contrat.

En l'absence de texte spécial, l'on doit appliquer les règles de droit commun. C'est ainsi que le mineur qui a contracté une assurance sans l'autorisation de son tuteur, ne pourra la faire rescinder qu'en prouvant la lésion, et que l'assurance sera parfaitement valable, s'il a eu cette autorisation, pourvu toutefois que cette assurance, si elle est faite au profit d'un tiers bénéficiaire, ne dissimule pas une donation.

De même et sous cette même réserve, le mineur émancipé peut parfaitement contracter une assurance sur la vie.

Quant à l'interdit, l'on pourrait concevoir qu'avec l'aide de son tuteur, il contracte une assurance sur la vie, même avec intention libérale, du moment que les bénéficiaires de cette libéralité soient ses enfants ; mais sans l'assistance de son tuteur, l'assurance qu'il contracterait serait nulle, l'art. 502 du Code civil décidant que tous actes passés par l'interdit sont nuls de droit.

Ce même article s'applique également au prodigue et déclare qu'un acte passé par lui sans l'assistance de son conseil est nul de droit, et cependant il est évident que si les primes que paie le prodigue sont prélevées sur les revenus dont il a la disposition, l'assurance con-

tractée dans ces conditions doit être validée ; mais la jurisprudence va plus loin. Dans un arrêt du 9 mars 1896 (1), la Cour de cassation a validé une assurance sur la vie contractée par un prodigue, sans l'assistance de son conseil, au profit d'un de ses créanciers, en exécution et comme garantie d'un emprunt par lui contracté quelques jours auparavant, et également sans l'assistance de son conseil. Cet arrêt se base sur ce que, de la nullité de l'emprunt, il ne s'ensuit pas nécessairement que l'assurance sur la vie qui pouvait exister indépendamment de l'acte d'emprunt, fût atteinte de la même nullité et qu'au surplus, cette assurance trouvait une cause légitime et suffisante dans l'obligation naturelle du prodigue envers le créancier qui lui avait effectivement prêté une somme équivalente au montant du capital assuré.

Plus dernièrement, le 20 juin 1904 (2), le Tribunal de la Seine validait pour les mêmes raisons une assurance-vie passée au profit d'un de ses créanciers par un prodigue pourvu d'un conseil judiciaire.

Pour ce qui est de la femme mariée, comme elle est incapable de faire un acte seule, elle ne pourrait, sans l'assistance de son mari ou de justice, contracter une assurance sur la vie, cependant, si elle payait les primes d'une assurance contractée sans autorisation au vu et au su de son mari, cette circonstance pourrait constituer une ratification de la part du mari.

Depuis la loi du 13 juillet 1907 sur le salaire de la femme mariée, il nous semble que l'on devrait admettre la validité d'une assurance sur la vie contractée par

(1) R. N. et E. 1897, p. 748.

(2) J. N. et A. 1906, p. 172.

cette femme et dont les primes seraient prélevées sur les gains et économies réalisés par elle. De même, l'on doit admettre que la femme séparée de biens peut contracter une assurance sur les revenus dont elle a la disposition. Quant à la femme séparée de corps, elle a depuis la loi de 1893 la libre disposition de ses biens.

Un autre incapable est le failli. Quel est son droit par rapport à l'assurance-vie ? Tout d'abord, il a le droit de contracter une nouvelle assurance-vie ou de continuer celle qu'il a en cours, et cela sans que le syndic n'ait rien à y voir, de même a-t-il seul le droit de pratiquer la réduction ou le rachat de sa police d'assurance (nous expliquerons bientôt ce que veulent dire ces termes) ; mais la jurisprudence va plus loin, et c'est d'une manière constante qu'elle décide qu'il peut disposer de cette assurance sur la vie, même pendant la période suspecte, au profit d'un de ses créanciers quelconques ou même de sa femme, et que ce fait ne constitue pas un acte tombant sous l'application des art. 446 et 447 du Code de commerce ; car, disent les arrêts, le montant de l'assurance n'a jamais fait partie de l'actif de la faillite.

Nous aurons d'ailleurs à revenir au cours de notre travail sur le cas de la femme mariée et sur celui du failli.

PRIME

Nous avons dit tout à l'heure que pour que le contrat prenne naissance, il faut que la prime soit payée. Qu'est-ce donc que cette prime ? Tout d'abord faisons remarquer que, si comme nous l'avons déjà dit, la prime peut être unique ou annuelle, elle est dans la presque unanimité des cas, annuelle et même, dès qu'elle est un peu importante, la divise-t-on en fractions payables chaque semestre ou chaque trimestre. Le principe de l'assurance en cas de décès est celui d'une vaste mutualité formée entre personnes soumises à un même risque : la mort, en vue de réparer le préjudice que causera cette mort aux membres de la mutualité ou plutôt à leurs héritiers.

C'est d'ailleurs sous la forme de mutualité que fonctionnèrent d'abord les assurances-vie, et encore actuellement, les sociétés d'assurances à prime fixe mutuelles ou sociétés anonymes ne font que gérer des mutualités ; chaque mutualité comprenant tous les assurés nés dans la même année et ayant son compte spécial. Par suite de calculs basés sur les tables de mortalité et qu'il est inutile de rapporter ici, les compagnies établissent d'abord la prime pure que devrait payer chaque année l'assuré, puis la prime moyenne qui est celle réellement versée et qui, si dans les premiers temps est supérieure à la prime pure, lui devient bientôt égale et finit par lui être inférieure.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, les compagnies ne font que gérer des mutualités ; à la fin de chaque année, elles dressent le compte de chaque mutualité et celui de chaque assuré. Elles portent au crédit du compte

de la mutualité les primes « pures », c'est-à-dire les primes de l'année correspondant à l'âge de l'assuré, et au débit les sommes versées aux ayants droit des assurés décédés.

Régulièrement, si les tables de mortalité s'appliquaient strictement, les comptes arriveraient à se balancer ; cependant, il ne faut pas oublier que grâce à la visite médicale qui élimine les gens de faible constitution, les assurés sont une élite au point de vue de la santé et que, sauf le cas d'épidémie, le chiffre des décès reste inférieur à celui indiqué par les tables de mortalité. De là un excédent de recettes qui constitue le bénéfice de la compagnie. Quant au compte de l'assuré, la première année on le crédite de la prime versée et on le débite de la prime pure portée au compte de la mutualité, donc, il y a là aussi excédent de recettes ; l'année suivante on crédite ce compte de la nouvelle prime, de l'excédent de recettes de l'année précédente, de l'intérêt de cet excédent et enfin de la répartition entre les assurés du même groupe des réserves afférentes aux contrats sinistrés.

La réserve est le solde créditeur du compte de chaque assuré.

PAIEMENT DES PRIMES

Chose qui peut paraître extraordinaire au premier abord, le paiement des primes est facultatif de la part de l'assuré. Quoi, voilà une compagnie qui se lie pour 10 ans, 20 ans et même plus et la partie qui contracte avec elle pourra se dégager chaque année ! C'est que l'assuré peut ne plus avoir besoin de son assurance, sa situation personnelle le mettant lui et les siens à l'abri de toute gêne pour l'avenir, ou qu'au contraire sa fortune ayant périclité, la prime soit devenue beaucoup trop forte pour ses ressources. On ne peut provoquer la ruine du preneur pour assurer la richesse d'un tiers. Et d'ailleurs, si quelqu'un objectait l'irrégularité de cette clause, on pourrait lui répondre avec l'art. 1134 que les conventions font la loi des parties. La prime n'étant plus payée, le contrat d'assurance primitif tombe et pour liquider la situation, la compagnie offre à l'assuré deux moyens, à condition qu'il ait payé au moins trois années de primes. L'assuré pourra ou réduire son contrat d'assurance ou le racheter.

S'il rachète son contrat, on lui rendra les primes qu'il a déjà versées, moins cependant une dernière somme calculée d'après des bases adoptées par le conseil d'administration de chaque compagnie et équivalant à la déduction des intérêts que la somme escomptée eût pu produire si la compagnie l'avait conservée dans sa caisse durant le temps restant à courir.

Si l'assuré opte pour la réduction de son contrat, les primes annuelles déjà payées sont réunies pour former une prime unique et c'est sur cette prime que l'on calcule le capital qui sera assuré, eu égard à l'âge du souscripteur.

NATURE JURIDIQUE DU CONTRAT D'ASSURANCE

Maintenant que nous connaissons comment se forme le contrat, que nous avons vu quelle était la capacité exigée pour le souscrire et ce qu'était la prime en assurance-vie, nous devrions examiner si l'assurance-vie en cas de décès est bien un contrat d'assurance. D'aucuns prétendent que cela n'est pas et disent ne pas voir le risque assuré. Nous ne nous attarderons pas à réfuter cette thèse qui n'est plus aujourd'hui soutenue par personne, comme si le risque de mourir avant d'avoir pu solder une dette à un créancier ou avant d'avoir pu assurer l'existence de sa femme et de ses enfants n'était pas suffisant pour justifier l'assurance-vie.

Ce que nous venons de dire indique suffisamment ce qui se passe en pratique. L'assuré vie entière, dans la presque unanimité des cas, désigne le ou les bénéficiaires à qui la compagnie devra verser à son décès le montant de l'assurance : créanciers, époux, enfants, héritiers ou ayants droit. On peut donc dire que l'assurance en cas de décès est presque toujours une assurance au profit d'un tiers, et dans le cas que nous voulons étudier, l'assurance-vie entre époux, il le sera toujours. Il nous faut donc examiner la nature juridique du contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers ; nous indiquerons ensuite quels sont les effets et conséquences de ce contrat.

Le principe en droit français est que les conventions doivent s'interpréter d'après l'intention de ceux qui

les ont conclues. Or, quelle a été, dans notre contrat, l'intention du souscripteur de l'assurance ? Certainement, il a voulu que le tiers qu'il avait désigné comme bénéficiaire : conjoint, enfant, créancier, recueille à sa mort le capital assuré. Cette volonté peut-elle être remplie dans notre droit : nous allons voir qu'elle peut avoir son plein effet, sauf toutefois application des règles de la réserve et de la quotité disponible. De nombreuses théories ont été construites pour arriver à ce résultat.

La plus ancienne en date est celle de l'offre, qui a été un moment admise par la jurisprudence et dont les représentants les plus autorisés dans la doctrine sont MM. Laurent et Demolombe.

« La stipulation pour autrui faite au profit d'un tiers, dit M. Demolombe, constitue une offre à son adresse ; or, pourquoi cette offre ne pourrait-elle pas être acceptée par lui comme toute offre quelconque, il n'y en aurait pas de motifs. C'est ainsi que l'offre d'une donation faite à une personne peut être acceptée par elle dans un acte séparé et postérieur ; l'analogie nous paraît adéquate. D'autre part, ajoute-t-il, la stipulation faite au profit du tiers peut être révoquée tant qu'il n'a pas accepté, car il n'a pas pu acquérir un droit irrévocable sans sa volonté et peut-être même à son insu, par l'effet d'un contrat auquel il est étranger » (1).

Mais cette théorie est loin d'arriver au but qu'elle se propose. Comme le dit très bien M. Chavegrin, dans la Revue « Le Droit », du 5 Novembre 1888 : « La créance de la somme est passée dans le patrimoine du tiers, dès la signature de la police, après avoir séjourné

(1) Demolombe. Traité des obligations I, p. 231.

« seulement un instant de raison dans celui de l'assuré. Mais encore y est-elle restée cet instant de raison, car la loi ne peut pas nier l'évidence et empêcher que le stipulant n'ait eu, si peu de temps que ce soit, le bénéfice de l'assurance à sa disposition. »

Cette théorie fait donc du tiers bénéficiaire un ayant cause direct de l'assuré pour le capital stipulé. En cas de faillite, l'application de cette théorie entraînerait un résultat absolument inadmissible : le capital promis par la compagnie d'assurance figurerait dans le patrimoine de l'assuré et le tiers bénéficiaire, à qui il devait profiter exclusivement n'étant qu'un créancier comme un autre, n'obtiendrait que son dividende. Cette solution serait tout à fait contraire à l'intention des parties et c'est à cause de cette conséquence que la théorie de l'offre a échoué.

M. Thaller, frappé de ces inconvénients, a exposé dans une note insérée au *Dalloz* sous un arrêt de la cour de Besançon du 2 mars 1887 (1) une variante de cette théorie : Ce n'est plus l'assuré qui offre au tiers bénéficiaire le capital assuré ; c'est la compagnie d'assurance qui, lors du décès de l'assuré, se révélera au tiers bénéficiaire et lui offrira le capital, c'est dans cette seule offre que pourra accepter ou refuser le tiers bénéficiaire que consistera toute l'obligation de la compagnie. Avec cette théorie, les inconvénients signalés tout à l'heure, s'évanouissent, car le capital assuré parvient dans le patrimoine du tiers, sans n'avoir jamais fait partie du patrimoine de l'assuré, fût-ce « un instant de raison ».

Ce système ne sauvegarde pas d'une manière assez sûre le droit du bénéficiaire. En effet, par suite de la

(1) D. 1888, 2, 1.

promesse de la compagnie, le contractant et ses héritiers auront à leur disposition une action pour la forcer à exécuter son engagement. Mais cette garantie ne nous semble pas suffisante car bien souvent les héritiers se désintéresseront d'un contrat qui ne leur apporte rien et si, par hasard, ils poursuivaient la compagnie, qu'obtiendraient-ils ? Tout au plus la restitution des primes payées et non le paiement du capital au bénéficiaire et on ne pourrait pas même leur accorder des dommages-intérêts, puisque personnellement ils n'ont pas subi de préjudice.

Ainsi donc, avec ce système, la garantie du bénéficiaire est une simple garantie morale : la crainte de la concurrence des autres compagnies pour celle qui ne tiendrait pas ses engagements.

D'ailleurs ce système semble être abandonné même par son auteur, car, dans son « *Traité élémentaire du droit commercial* », M. Thaller, qui nous donne un aperçu de divers systèmes proposés pour expliquer cette question, néglige d'exposer le sien et une note nous avertit que cette négligence est volontaire

Une autre explication qui a été donnée par M. Labbé dans diverses notes au Sirey (1) et qui semble être admise par M. Planiol, dans son *Traité élémentaire de droit civil*, est celle de la « *gestion d'affaires* ».

Dans cette théorie on envisage le tiers appelé comme le véritable assuré et le stipulant comme un gérant d'affaires. Alors l'adhésion que donne le tiers à l'acte fait par le gérant en son nom est une ratification qui rétroagit au jour du contrat.

On a fait plusieurs objections à cette doctrine. C'est d'abord que l'assurance sur la vie ne rentre pas du tout

(1) S. 77, 1, 393 et 88, 2, 49.

dans le cadre de la gestion d'affaires, telle qu'elle est prévue par les art. 1372 et suivants du Code civil. En effet, la gestion d'affaires telle qu'elle a toujours été comprise dans notre droit français est celle qui consiste à se charger pendant l'absence de quelqu'un, de l'administration d'un bien existant déjà dans le patrimoine de cette personne, mais jamais, on n'a vu une gestion d'affaires consister à faire rentrer un bien dans le patrimoine du géré.

On a reproché aussi à cette théorie de rendre dès le début le droit du tiers irrévocable puisque le bien est entré dans le patrimoine du tiers bénéficiaire et n'en peut plus sortir que par la non-ratification de ce tiers.

Enfin une autre critique que l'on fait à la gestion d'affaires est d'être contraire à la volonté des parties. En effet la gestion d'affaires produit un effet incompatible avec le but que poursuivent les parties dans l'assurance-vie ; quand le maître ratifie les actes de son gérant, la personne de celui-ci s'efface comme s'effacerait la personne d'un mandataire et s'il y a eu des prestations fournies par le gérant sur son patrimoine, tout doit lui être remboursé par le maître dont l'affaire a été gérée. Il n'en est pas de même en matière d'assurance, le contrat continue à produire ses effets en sa personne et s'il fournit quelque chose à la compagnie, c'est sans espoir de remboursement de la part du tiers bénéficiaire. L'assuré joue donc un rôle actif et personnel dans le contrat, ce n'est donc pas un gérant d'affaires. Il est vrai que les partisans de cette théorie nous répondent que nous nous méprenons. Que sans doute la personnalité de l'assuré ne s'effacera pas, et que le contrat restera à son profit ou à sa charge pour tout ce qui le regarde personnellement, mais qu'une

fois la distinction faite entre les relations de la compagnie avec le tiers d'un côté et de l'autre de cette même compagnie avec l'assuré, on a toute faculté pour traiter le stipulant comme un simple gérant d'affaires du tiers pour tout ce qui concerne l'assurance faite au profit de ce tiers qui n'est pas à elle seule tout le contrat. De plus, ajoutent-ils, notre gestion d'affaires n'est sans doute pas une gestion d'affaires en tous points semblable à celle des art. 1372, 1375 du Code civil, c'est ainsi que cette gestion d'affaires basée sur l'art. 1121 du Code civil consiste « à faire sans mandat ce que pourrait faire un mandataire », ce qui permet au gérant de faire entrer dans le patrimoine du géré un bien qui n'y aurait jamais figuré ; et que même cette gestion d'affaires peut très bien se concevoir avec la facilité pour le gérant de retirer par sa seule volonté du patrimoine où sa seule volonté l'a fait entrer, un bien tant que le maître de ce patrimoine n'a pas ratifié la gestion, dans l'espèce tant que le tiers bénéficiaire n'aura pas accepté le bénéfice de l'assurance. Nous voilà loin de la gestion d'affaires telle que le droit français l'a toujours entendue, elle lui ressemble si peu qu'autant dire qu'elle ne lui ressemble guère. Et d'ailleurs si cette théorie a eu quelque succès dans une certaine partie de la doctrine, un grand nombre d'auteurs ne l'ont jamais acceptée et elle n'a jamais inspiré aucune décision de la jurisprudence.

Dans une note du Dalloz (1), M. Boistel nous propose une théorie tout autre. La voici en substance : L'assurance est une stipulation pour autrui valable, parce que le souscripteur en même temps qu'il stipule pour le bénéficiaire stipule pour lui en prévision du

(1) D. 1889, 2, 129.

cas où le bénéficiaire ne profiterait pas de l'assurance. Pour expliquer les rapports entre l'assureur et le souscripteur d'une part et le bénéficiaire d'autre part, M. Boistel considère l'obligation de l'assureur comme facultative par rapport à la désignation du créancier. « Nous disons, dit-il, que l'assurance en cas de décès
« au profit d'un tiers désigné constitue une obligation
« alternative quant à la désignation du créancier. Dans
« les obligations alternatives dont traite le Code, la dési-
« gnation de l'objet définitif de l'obligation dépend
« d'une option à faire par l'une ou l'autre des parties
« contractantes. Dans l'assurance, c'est la désignation
« du créancier définitif qui dépend d'une option à exer-
« cer à la fois par le bénéficiaire qui pourra accepter le
« bénéfice du contrat (ordinairement après le décès de
« l'assuré) et par l'assuré qui conserve la faculté de
« révoquer l'offre faite au bénéficiaire.

« Nous pensons que l'obligation contractée par la
« compagnie d'assurances appartient à cette catégorie,
« nous la qualifierons donc d'obligation facultative
« quant à la désignation du créancier. »

Et plus loin il ajoute : « Il nous semble exact de
« dire que c'est l'assuré qui est comme créancier « in
« obligatione » et que le bénéficiaire seulement au
« même titre « in facultate solutionis ». Une fois le
« choix réalisé, même sur l'objet qui était primitive-
« ment « in facultate solutionis », cette chose est cen-
« sée seule due depuis la formation du contrat. »

Cette théorie a l'avantage d'expliquer assez facilement les résultats auxquels l'on doit s'efforcer d'arriver. Mais cependant, elle ne nous paraît pas devoir être admise. En effet, elle dénature à notre avis l'opération réalisée dans l'assurance sur la vie ; puisque l'on recon-

naît à l'assuré un droit immédiat au capital assuré, c'est, il nous semble, le bénéficiaire qui devrait être reconnu comme le créancier principal et là est certainement la volonté du stipulant. Et puis avec cette théorie, le bénéficiaire n'étant qu'« *in facultate solutionis* », il n'est point alors créancier antérieurement à son acceptation, c'est donc cette acceptation qui lui fera acquérir son droit au capital, par conséquent il faudra pour qu'il puisse accepter l'offre qui lui est faite par le stipulant que celui-ci soit encore vivant au moment de l'acceptation et c'est là une condition absolument inadmissible.

Enfin nous pouvons faire à cette théorie une objection analogue à celle que nous faisons à la théorie de la gestion d'affaires. Notre Code connaît bien des obligations alternatives de choses dues, mais les art. 1189 et suivants ne nous parlent pas d'obligations dues alternativement à des créanciers. Basée sur des principes qui ne se trouvent pas dans le Code civil, nous ne croyons pas pouvoir admettre non plus cette théorie.

Pour être complet, il nous faut mentionner la théorie de l'engagement unilatéral inspiré par les idées allemandes. Il est de principe dans tout le droit qu'une créance suppose toujours le concours originaire d'un créancier. Mais ici dans une stipulation accessoire d'un contrat qui contient déjà les deux parties ordinaires, ce concours est inutile. Le consentement de l'assuré supplée à celui du bénéficiaire et lui permet d'acquérir le droit sans son fait et à son insu, sous la réserve du pouvoir qu'a toujours l'assuré de révoquer l'attribution qu'il a ainsi faite. Quant à l'acceptation du tiers, même si elle se produit après le décès de l'assuré, elle ne détermine pas le moment auquel se forme son droit, elle ne fait que consolider une créance qui lui appartenait

déjà ; la seule modification qu'elle apporte à la situation antérieure, c'est qu'elle rend ferme une libéralité que l'assuré pouvait révoquer et que le bénéficiaire pouvait décliner. C'est donc bien une théorie basée sur la création d'un droit sanctionné par une action, par le seul engagement unilatéral d'une partie. M. Saleilles prétend que l'engagement du promettant envers le tiers est contractuel parce qu'il naît d'un contrat fait avec le stipulant ; nous nous permettrons de faire remarquer que s'il y a contrat entre le stipulant et le promettant, il n'y en a pas entre le promettant et le tiers et c'est justement la relation juridique qui existe entre ces deux personnes qu'il faut expliquer. Or, nous savons qu'en droit français la volonté unilatérale d'une partie ne peut pas la lier et surtout ne peut pas faire naître contre elle et chez une autre personne, sans que la volonté de cette autre personne intervienne, une action pour l'obliger à accomplir son engagement.

Il ne nous reste plus maintenant qu'à exposer la théorie de la jurisprudence qui, comme nous allons le montrer, voit actuellement dans l'assurance sur la vie au profit d'un tiers une stipulation pour autrui. Mais auparavant nous voudrions faire une remarque (1).

La doctrine reproche en général à la jurisprudence de ne pas donner d'explication juridiquement acceptable des effets de la stipulation pour autrui, de ne pas réussir à la faire rentrer dans un contrat déterminé et même de ne pas s'harmoniser avec les règles générales de la formation des obligations telles qu'on peut les déduire de notre Code civil. Et c'est pour satisfaire à

(1) La théorie que nous exposons actuellement nous a été suggérée par le cours de M. Paul Delepoulle, professeur de droit civil à la Faculté Libre de droit de Lille.

ce désir assez naturel à l'esprit français de rattacher artificiellement à des types de contrats connus les innovations de la pratique que la doctrine propose les théories que nous venons d'exposer. A vrai dire, nous ne voyons pas la nécessité d'un tel travail de Procuste. Puisque, comme nous l'indiquerons bientôt, tous les auteurs, quelque explication théorique qu'ils donnent de l'assurance-vie, se rencontrent avec la jurisprudence pour déterminer les effets de ce contrat, pourquoi ne pas reconnaître, ce que nous croyons être, que sans doute l'assurance-vie au profit d'un tiers n'est à proprement parler ni une offre, ni une gestion d'affaires, ni une obligation à créanciers alternatifs, ni un engagement unilatéral de volonté, mais qu'elle est purement et simplement une des formes de la stipulation pour autrui, c'est-à-dire un de ces rapports de droit que les Romains auraient appelé innommés, comme le Code et des lois postérieures en ont créé d'autres et qui produisent des effets appropriés à leur but spécial. Le lien juridique entre le promettant et le tiers bénéficiaire résulte en somme de la volonté de la loi (1).

(1) Si l'on veut chercher d'autres exemples de ces rapports de droit innommés créés par la loi en vue de buts spéciaux, qu'il nous soit permis de dire un mot de ce que l'on a appelé le contrat de mise à la disposition d'un hôpital au profit d'une Faculté libre de médecine. La loi de 1875 sur l'enseignement supérieur avait permis d'ouvrir les Facultés libres de médecine, à la condition qu'elles aient à leur disposition au moins 120 lits dans un hôpital. Lors de la formation de la Faculté libre de médecine de Lille, par une convention passée entre la Société des Facultés libres et la Commission des hôpitaux, il fut stipulé que la nouvelle Faculté aurait à sa disposition une aile de l'hôpital Sainte-Eugénie. Les hôpitaux de Lille, quelques années plus tard, voulurent contester le droit de la Faculté libre et ils intentèrent un procès en demandant la nullité de la convention passée avec la Commission des hôpitaux, sous prétexte que celle-ci avait fait un acte nul : 1° en se passant de l'avis du Conseil municipal qui était, disait-elle, nécessaire; et 2° cet acte constituant une servitude perpétuelle en faveur de la personne. On avait discuté beaucoup pour savoir

L'on nous objectera peut-être qu'en basant ainsi l'assurance-vie sur la stipulation pour autrui et l'art. 1121, nous risquons fort de la rendre illicite et de la faire tomber sous le coup de l'art. 1119, car pour que la stipulation pour autrui soit valable, il faut que le stipulant, dans l'espèce l'assuré, ait un intérêt à la validité de cette stipulation. Sans vouloir rechercher ce que l'on pourrait faire, si cet intérêt ne se trouve pas dans le droit au rachat de la police ou dans la participation au bénéfice, nous le trouvons dans le puissant intérêt moral que l'assuré pourrait avoir à ce que l'assurance produise son effet. C'est là, il nous semble, un fondement suffisant pour valider toutes les assurances sur la vie.

Comme nous l'avons déjà dit, la jurisprudence adopta d'abord la théorie de l'offre et cette théorie lui inspira de nombreuses décisions (arrêts de la cour de Paris du 5 avril 1867 (1), de la cour de Caen du 14 mars 1876 (2), de la cour d'Amiens du 19 décembre 1877 (3), de la

à quel contrat précis on devait ramener la convention passée par les hôpitaux ; emphytéose, bail à long terme, usufruit perpétuel, rente perpétuelle, etc., etc., et on prétendait objecter aux Facultés libres telle ou telle règle de ces contrats anciens qui en auraient empêché la perpétuité. Les Facultés libres de Lille répondirent qu'il n'y avait là qu'un contrat de mise à la disposition, créé, prétendaient-elles, par la loi de 1875 et qui pouvait durer autant que les Facultés elles-mêmes et l'hôpital, et finalement la Cour de cassation par un arrêt du 25 janvier 1907 (D. 1907, 1, 337) validant le jugement du tribunal de Lille du 19 juin 1902 et l'arrêt de la Cour de Douai du 25 février 1903 (D. 1904, 2, 174) adopta cette manière de voir et confirma les Facultés libres de Lille dans leurs droits.

Ainsi donc pour nous, dire que l'assurance-vie est une stipulation pour autrui, c'est reconnaître qu'il y a là un contrat spécial et se suffisant à lui-même tout comme le contrat de mise à la disposition. C'est là une explication suffisante et il nous semble bien inutile d'essayer de la rattacher d'une manière quelconque à un autre type de nos contrats.

(1) D. 1867, 2, 221.

(2) J. N. et A., 1876, p. 683.

(3) D. 1878, 2, 224.

Cour de Cassation du 7 février 1877 (1). Mais les inconvénients que nous avons signalés lors de notre exposé de la théorie de l'offre vinrent bientôt forcer la jurisprudence à modifier sa manière de voir. C'est ce qu'elle fit par plusieurs décisions, entre autres par un arrêt du 2 juillet 1884 (2), mais c'est par l'arrêt du 16 janvier 1888 (3) qu'elle a complètement fixé sa manière de voir. Il nous paraît intéressant, vu l'importance de cet arrêt, de nous étendre un peu sur l'affaire qui l'a motivé. En 1868, M. Béný-Delobeaú avait souscrit à la Compagnie d'assurances générales une police d'assurance sur la vie au profit de sa femme et de ses enfants. En 1881, au moyen d'un avenant, M. Béný-Delobeaú transporta à M. Despretz le bénéfice de son assurance en garantie d'avance que lui avait faite ledit M. Despretz. Il avait été convenu que si au décès de M. Béný-Delobeaú, M. Despretz était remboursé en totalité ou en partie, le capital assuré ou la partie liquide de ce capital reviendrait aux bénéficiaires primitifs. La police fut remise à M. Despretz. M. Béný-Delobeaú tomba en faillite et le syndic réclamait à M. Despretz la restitution de la police sous prétexte que le bénéfice de l'assurance n'avait point été régulièrement attribué au créancier. Par un jugement du Tribunal de commerce de Lille en date du 17 mars 1885 (4), la demande du syndic fut admise. Entre autres motifs, le jugement contenait ces attendus :

« Attendu que Despretz, pour établir son droit de propriété, se prévaut d'un contrat en date du 12 avril

(1) D. 1877, 1, 337.

(2) D. 1885, 1, 150.

(3) J. N. et A. 1888, p. 203.

(4) J. N. et A. 1888, p. 203.

« 1881, contrat auquel on ne saurait donner un autre
« caractère que celui d'un avenant à la police précitée.

« Attendu qu'il est démontré, par la contexture même de cet avenant, que la police revendiquée n'a été
« remise à Despretz qu'à titre de garantie des sommes
« qui lui étaient ou pourraient lui être dues.

« Attendu qu'en effet, dans ledit avenant, signé,
« il est vrai, par les trois parties, mais fait seulement
« en double exemplaire et qui n'est pas un acte authentique, il a été convenu que si lors de son décès,
« Béný-Delobéau s'était libéré en tout ou en partie
« envers Despretz, le capital assuré ou la partie liquide
« de ce capital reviendrait aux bénéficiaires du contrat
« primitif. Que ce contrat n'a donc pas cessé d'exister,
« et qu'il n'est pas, comme le prétend Despretz, intervenu un nouveau contrat constituant une novation
« par substitution d'un nouveau créancier, novation
« qui aurait eu pour effet d'attribuer à Despretz la
« propriété définitive de la police.

« Attendu que ce droit ne se trouve pas établi d'avantage par les dispositions de l'art. 1121 du Code civil
« puisque Béný-Delobéau en stipulant pour Despretz
« n'a pas stipulé pour lui-même. »

La Cour de Douai le 3 juin 1885 (1), confirma purement et simplement le jugement du Tribunal de commerce de Lille et en adopta les motifs. M. Despretz se pourvut en Cassation et le 16 janvier 1888 la Chambre civile cassa l'arrêt de la Cour de Douai pour les motifs suivants :

Vu les art. 1121, 1690 et 2075 du Code civil.

« Attendu en droit que le contrat d'assurance sur

(1) J. N. et A. 1888, p. 205.

« la vie, lorsque le bénéfice de l'assurance est stipulé
« au profit d'une personne déterminée, comporte
« essentiellement l'application de l'art. 1121 du Code
« civil, c'est-à-dire des règles qui régissent la stipula-
« tion pour autrui, que vainement on voudrait pré-
« tendre, comme l'a fait l'arrêt attaqué, que dans un
« pareil contrat l'assuré ne stipulant pas pour lui-
« même, les dispositions de l'art. 1121 ne sauraient
« être invoquées par le tiers bénéficiaire ;

« Attendu en effet que d'une part, le profit de l'as-
« surance peut dans de certaines éventualités revenir
« au stipulant et que d'ailleurs, le profit moral résul-
« tant des avantages faits aux personnes désignées suf-
« fit pour constituer un intérêt personnel dans le con-
« trat ; que d'autre part, le stipulant s'engage à ver-
« ser à la compagnie d'assurance des primes annuelles
« de telle sorte qu'à quelque point de vue que l'on se
« place, il est impossible de soutenir que le stipulant
« ne stipule pas pour lui-même et que par suite
« l'art. 1121 n'est pas applicable ;

« Attendu conformément à la dernière partie de cet
« article que lorsque le tiers spécialement désigné par
« la police d'assurance a déclaré vouloir profiter de la
« stipulation faite en sa faveur, il en résulte pour lui
« un droit personnel irrévocable en vertu duquel le
« promettant sera tenu de lui payer le montant de l'as-
« surance au moment du décès du stipulant, si d'ail-
« leurs, les primes ont été régulièrement payées soit
« par ce dernier, soit à son défaut par le tiers lui-
« même.

« Attendu qu'une police, dans laquelle le bénéfice
« de l'assurance est stipulé au profit d'un tiers nom-
« mément désigné, peut tant que ce tiers ne s'est pas,

« par une acceptation, approprié les effets de la stipulation, être modifiée par un avenant substituant un autre nom à celui qui avait été primitivement inscrit ; que cet avenant laisse au contrat son caractère spécial de contrat d'assurance sur la vie qui comporte, pour sa régularité, l'intervention du stipulant et du promettant, autrement dit de la compagnie d'assurance, et qui ne saurait être confondu avec un contrat de transport dont la validité et les effets seraient subordonnés aux significations prescrites par les art. 1690 et 2075 du Code civil. »

Ce qui fait l'importance de cet arrêt, c'est que la Cour de cassation confirmant sa jurisprudence de 1884 en ce qu'elle décide que par suite de l'application de la stipulation pour autrui, quand le bénéfice de l'assurance est attribué par la police même à une personne spécialement déterminée, cette attribution crée au profit du tiers ainsi désigné un droit personnel qui par l'acceptation bénéficiaire, remonte au jour même du contrat, la complète en autorisant par voie d'avenant la substitution d'un nouveau bénéficiaire qui a été désigné par la police, lorsque ce dernier n'a point encore accepté. Un tel fait, dit-elle, ne constitue ni une cession du droit, ni une dation en nantissement, puisque le tiers désigné dans la police n'a pas encore acquis, mais il n'est qu'une simple modification de la stipulation pour autrui, modification qui n'est point soumise aux formalités des art. 1690 et 2075 du Code civil.

Depuis lors la jurisprudence, loin de changer sa théorie, l'a encore complétée par deux arrêts du 4 mai 1904 (1) et du 19 novembre 1907 (2) qui déclarent

(1) S. 1904, 1, 385.

(2) D. 1908, 1, 129.

que si l'assuré a remplacé le premier bénéficiaire par un endossement ou par un transport-cession, le droit du deuxième bénéficiaire découle encore de la stipulation pour autrui et remonte à l'origine de la police.

Nous connaissons encore un arrêt de la Cour de Bordeaux du 27 novembre 1896 (1) qui déclare que si le nom du bénéficiaire a été laissé en blanc dans la police, le fait de remplir ce blanc au nom d'une personne équivaut à une attribution valant stipulation pour autrui, parce que dès l'origine, l'assuré avait l'intention de ne pas recevoir ce capital dans son patrimoine ; mais de le faire passer dans le patrimoine d'une autre personne.

D'autre part un arrêt de la Chambre des requêtes du 15 mai 1905 (2) décide que, quand la police a été faite payable au décès de l'assuré à son ordre, la désignation du bénéficiaire, par un endossement postérieur de 5 jours à la souscription de la police, ne valait pas stipulation pour autrui.

D'ailleurs, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, bien qu'ayant des idées différentes sur la nature juridique du contrat d'assurance sur la vie, doctrine et jurisprudence se rencontrent pour lui faire produire les mêmes effets.

Tout d'abord la stipulation pour autrui contenue dans l'assurance au profit d'une personne déterminée ne confère au bénéficiaire un droit irrévocable que lorsque celui-ci l'a accepté.

Cette acceptation peut être expresse ou tacite, mais pour que l'on reconnaisse une acceptation tacite il faudra qu'il s'agisse de faits non équivoques. Jusqu'au

(1) D. 1897, 2, 233.

(2) Rép. Defr. 1905, p. 712.

moment de l'acceptation, l'assuré peut révoquer la stipulation et s'en appliquer le bénéfice ou l'appliquer à sa succession ou même en transférer le bénéfice à une autre personne.

De même que l'acceptation peut être expresse ou tacite, de même la révocation n'est soumise, quant à sa validité, à aucune condition particulière de fond ou de forme. Ainsi vaudra comme révocation tacite l'attribution du bénéfice de l'assurance à une autre personne. Seule l'acceptation du tiers bénéficiaire vient mettre fin au droit de révocation de l'assuré, qui n'a plus alors le droit de racheter son contrat même si la clause de rachat est insérée dans la police, car l'exécution de cette clause n'est qu'un mode de révocation. Si l'assuré meurt avant que le tiers ait accepté le bénéfice de l'assurance, une acceptation faite après le décès est-elle encore valable ? Cette solution est admise par toute la jurisprudence. Et d'ailleurs cette acceptation « *post mortem* » est bien dans les vues de l'assuré, car tant qu'il est vivant, l'assuré n'a aucun intérêt à faire accepter le tiers, car cette acceptation lui lierait les mains. Il veut rester maître de son contrat pendant toute sa vie, pouvoir s'en servir comme moyen de crédit s'il en a besoin et surtout pouvoir révoquer l'offre faite au bénéficiaire si celui-ci se montre indigne de la sollicitude dont il est l'objet. Comme le disent très bien MM. Baudry-Lacantinerie et Barde dans leur *Traité des obligations* : « Déclarer impossible l'acceptation après le décès de l'assuré, c'est rendre caduque l'assurance dans les conditions où elle se produit ordinairement, supprimer un rouage nécessaire à son fonctionnement. »

Nous savons bien qu'on objecte à cette théorie l'ar-

ticle 932 du Code civil qui décide que la donation ne peut être acceptée que du vivant du donateur. Or, l'assurance-vie au profit d'un tiers contient une donation de la part de l'assuré au profit du bénéficiaire, elle ne peut donc être acceptée que du vivant de l'assuré. Mais il nous semble que cet article qui n'est que l'expression du mauvais vouloir des rédacteurs du Code civil à l'égard des donations doit être écarté ici. Personne ne soutient que les art. 931 et 933 qui réglementent la forme de la donation et de son acceptation doivent être appliqués dans notre matière, pourquoi vouloir appliquer l'art. 932 ! D'ailleurs, l'art. 1121 ne dit nullement que l'acceptation du bénéficiaire doive intervenir du vivant du stipulant. Le projet de loi déposé sur les bureaux de la Chambre au nom du Gouvernement confirme ce droit tout en le réglementant. C'est ainsi que l'art. 56 du projet contient cet alinéa :

« Le droit de révocation ne peut être exercé après
 « la mort du stipulant par ses héritiers que 3 mois au
 « moins après que le bénéfice de l'assurance est de-
 « venu exigible et un mois au moins après que le
 « bénéficiaire de l'assurance a été mis en demeure
 « d'avoir à déclarer s'il accepte. »

Que décider si c'est le bénéficiaire qui meurt avant d'avoir accepté ? Ses héritiers pourront-ils accepter à leur profit ? Quoique la chose soit plus discutable, la jurisprudence tend à déclarer qu'ils le peuvent, car l'attribution de la police n'est pas comme un legs subordonné à la survie de son bénéficiaire (1). D'ailleurs, si l'assuré veut éviter ce résultat, un moyen bien simple est à sa disposition, qu'il fasse un avenant et que

(1) Jugement Seine, 14 Décembre 1899, Rép. Defrénois, 1900, p. 484.

par cet acte, il désigne un nouveau bénéficiaire. Cette controverse cessera par le vote du projet de loi sur les assurances qui adopte une solution peut-être peu conforme avec la jurisprudence actuelle. Le dernier alinéa de l'art. 56 déclare en effet que : « L'attribution du « bénéfice d'une assurance sur la vie à une personne « déterminée est présumée faite sous la condition de « l'existence du bénéficiaire à l'époque de l'exigibilité « du capital ou de la rente assurés, à moins que le « contraire ne résulte des termes de la stipulation ou « des circonstances. »

Et pour justifier cette solution, M. Lyon-Caen dans son rapport s'exprime ainsi : « La stipulation faite au « profit d'un bénéficiaire déterminé a un caractère per- « sonnel pour celui-ci. Aussi doit-on présumer qu'elle « est faite sous la condition de l'existence de ce béné- « ficiaire, lors de l'exigibilité de la somme assurée. »

Par suite de l'application de l'art. 1121, le bénéficiaire acquiert un capital de son chef et non pas du chef de l'assuré. Une première conséquence en est que la somme stipulée n'a pas à répondre du passif de cet assuré. En effet cette somme entre dans les biens du tiers absolument nette des dettes que cet assuré a pu contracter. L'insolvabilité du souscripteur lors de son décès n'empêche point le tiers désigné de recueillir le capital stipulé dans la police.

Si en même temps que bénéficiaire de la police, il est héritier de l'assuré, il faudra pour conserver intact le bénéfice de la police, qu'il accepte sous bénéfice d'inventaire. De cette manière, il ne sera tenu compte des dettes du défunt que jusqu'à concurrence de l'actif de la succession et non sur le montant de l'assurance.

Mais ne sera-t-il pas obligé de tenir compte aux

créanciers des primes que l'assuré aura payées de son vivant, car enfin si le capital souscrit n'est jamais entré dans le patrimoine de l'assuré, il n'en est pas moins vrai que son actif a été diminué d'autant par le versement des primes, que ces primes aient été versées sur ses revenus comme dans le cas où elles ont été prises sur son capital. Pas davantage, étant sorties du patrimoine du « de cujus, » ces primes ne font plus partie du gage de ses créanciers. Il nous faut cependant signaler deux grosses exceptions à ce principe : D'abord l'application de l'art 1167 du Code civil, au cas où l'assurance aurait été faite en fraude des droits des créanciers, c'est-à-dire avec la connaissance par l'assuré qu'il se rendrait insolvable par ce paiement de primes destinées à constituer un capital à autrui ; ce sera assez rare. Remarquons en passant que l'assurance-vie étant considérée comme une donation déguisée, on n'exige pas ici la complicité du tiers bénéficiaire. La seconde exception, plus pratique est celle des art. 446 et 447 du Code de commerce : c'est celle qui se produit au cas de faillite du souscripteur. Si au moment de la conclusion de l'assurance il se trouve dans la période de cessation de paiements, le Code de commerce accorde aux intéressés une action en nullité beaucoup plus facile à manier que l'action paulienne. Mais, nous le répétons, ni l'action paulienne, ni l'action des art. 446 et 447 du Code de commerce n'auront pour résultat de faire tomber dans l'actif de l'assuré le capital stipulé, elles obligeront seulement le bénéficiaire à rapporter le montant des primes, puisque ce n'est que du montant de ces primes que le patrimoine de l'assuré s'est trouvé diminué. Ainsi, si le capital assuré est de 100.000 fr. et que les primes déjà versées au moment

de la réclamation des créanciers ne s'élèvent qu'à 20.000 fr., c'est seulement de ces 20.000 fr. que le bénéficiaire sera comptable envers les créanciers et encore la jurisprudence n'admet-elle le rapport de ces primes que si elles sont manifestement exagérées, eu égard aux revenus de l'assuré. Et cette solution qui peut paraître choquante au premier abord est nécessaire pour répondre aux intentions du souscripteur d'assurance ; en effet celui-ci profite des bonnes années où son commerce prospère pour mettre sa femme et ses enfants à l'abri du besoin pour le cas où de mauvaises années succédant aux bonnes le conduiraient à la ruine.

A l'égard des créanciers, le capital stipulé ne figure pas dans l'actif de l'assuré, il n'existe pas davantage dans la succession à l'égard de ses héritiers. Cette solution est très logique. Comme le dit M. Thaller, « la « somme énoncée dans la police s'est formée dans le « patrimoine d'un autre, par conséquent elle ne dé-
« pend point des valeurs appartenant ou ayant déjà
« appartenu au « de cujus. »

De cette conception, découlent d'importants effets en matière de rapport à succession ou de réserve héréditaire. C'est à tort que les héritiers d'une succession, fussent-ils réservataires, demanderaient à ce que le capital assuré soit soumis aux règles de la réduction. Ils ne pourraient pas plus exiger que l'un d'eux bénéficiaire d'un contrat d'assurance rapporte à la succession le montant de ce capital, même en l'absence d'une clause de préciput. Et cependant le bénéficiaire a bien été l'objet d'une libéralité de la part de l'assuré. Mais cette libéralité porte non sur le capital que touchera le bénéficiaire mais sur les primes versées. La question

est donc de savoir si l'ensemble de ces primes doit ou non être compris dans le calcul des opérations de rapport ou de réduction. A cet égard, la jurisprudence n'est pas encore tout à fait fixée. Cependant, il nous semble que les derniers arrêts rendus en la matière ont une tendance à distinguer les primes prises sur le revenu annuel et dont le montant aurait été dépensé tout de même d'une manière ou d'une autre « *lautius vixisset* » ou celles dont le paiement entame le capital. Ils exemptent de tout rapport ou réduction les premières et font réduire ou rapporter les secondes. Toutes les solutions que nous venons d'indiquer sont aussi celles que consacre le projet de loi dont nous avons déjà parlé (art. 59 et suivants).

Et maintenant, ayant ainsi déblayé le terrain, nous pouvons efficacement commencer l'étude des difficultés et des particularités soulevées par l'assurance-vie contractée entre conjoints. Comme les régimes de non-communauté ne soulèvent guère de difficultés spéciales et que d'autre part ces régimes sont peu en usage dans la région où nous habitons, nous avons préféré les écarter de notre sujet et nous en tenir aux seuls régimes de communauté.

Mais avant d'aborder ce travail, il nous reste une dernière remarque à faire. C'est que toutes les solutions que nous venons d'indiquer ne s'appliquent pas toujours en cas d'assurance au profit d'un tiers. Sans vouloir nous étendre longuement sur cette question, disons que les arrêts exigent pour appliquer toutes ces solutions que les tiers soient suffisamment désignés et il est de jurisprudence courante que les désignations suivantes : « Mes enfants nés ou à naître, mes enfants, « mes héritiers ou ayants droit, mes petits-enfants,

« mes parents, mes héritiers, mes ayants droit ou mes « ayants cause », ne sont pas suffisantes. Cependant, nous trouvons un arrêt de la Cour de cassation du 8 février 1888 (1) qui décide, que si la compagnie s'est engagée à payer le capital assuré aux enfants de l'assuré nominativement désignés et en cas de décès de chacun d'eux, à leurs enfants ou héritiers, cela constitue une stipulation au profit de personnes certaines, alors qu'il est décidé en fait, d'après les termes de la convention et l'intention des contractants, que les enfants et héritiers des personnes nominativement désignées au contrat n'ont été désignés que surérogatoirement par application du principe posé par l'art. 1122 du C. civil et qu'en cas de prédécès de l'un des enfants désignés au contrat, le droit qui lui appartient et qui remonte au jour de la stipulation peut être exercé par ses héritiers. Ajoutons que par un jugement tout récent en date du 13 novembre 1908, le tribunal d'Hazebrouck vient de déclarer que la désignation « mon mari ou à « son défaut mes héritiers naturels » n'était pas une « désignation suffisante parce qu'il était impossible « de savoir au jour du contrat si le capital stipulé se-
rait acquis au mari ou aux héritiers naturels ; que « ces derniers n'ont pas été désignés nominativement, « que le nombre même n'est pas indiqué ; qu'on ne « savait à quel degré de parenté ils devaient appartenir lors du décès de la stipulante. »

Il nous semble cependant que cette jurisprudence va un peu loin, et que dans la désignation « mon mari ou à son défaut mes héritiers naturels », il faut voir une double stipulation : La première en faveur

(1) J. N. et A. 1888, p. 138.

d'un tiers bien déterminé : le mari et qui produira son effet si le mari survit, ce qui est le cas ; la deuxième en faveur de tiers indéterminés et qui aurait produit son effet en cas de prédécès du mari. Mais sans vouloir la discuter plus longtemps, nous lui objecterons divers arrêts : Un de la Cour de Rouen, du 22 mars 1881 (1) validant cette désignation « ma femme, en cas « de prédécès de celle-ci, mes héritiers. » Un arrêt de la Cour de cassation (2) admettant la désignation « ma « femme ou ses enfants ». Et enfin, un arrêt de la Cour d'Aix du 2 mai 1906 (3) admettant une stipulation faite en faveur de la femme ou à son défaut, des héritiers de l'assuré.

Toutes ces controverses disparaîtront avec l'adoption de l'art. 55 du projet de loi qui décide que « sera « considérée comme faite au profit de bénéficiaires dé-
« terminés la stipulation par laquelle l'assuré attribue
« le bénéfice de l'assurance à ses enfants et descen-
« dants nés ou à naître, sans qu'il soit nécessaire
« d'inscrire leurs noms dans la police ou dans tout
« autre acte ultérieur contenant attribution du capital
« assuré.

« Les enfants et descendants de l'assuré ainsi dési-
« gnés auront droit au bénéfice de l'assurance en pro-
« portion de leurs parts héréditaires. Ils conserveront
« ce droit même en cas de renonciation. »

Ajoutons en deux mots qu'en cas de désignation insuffisante, le capital souscrit rentre dans le patrimoine de l'assuré ; que par conséquent, il fait partie du droit de gage général de ses créanciers et est soumis aux règles de la réduction et du rapport.

(1) J. N. et A. 1882, p. 96.

(2) J. N. et A. 1888, p. 203.

(3) J. N. et A. 1907, p. 103.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE I

DE LA DÉSIGNATION DE L'ÉPOUX BÉNÉFICIAIRE

De tout ce que nous avons dit dans notre première partie, il résulte clairement que l'époux bénéficiaire peut être désigné comme tel, soit dans la police même de notre contrat d'assurance, soit dans un acte postérieur.

Examinons successivement ces deux hypothèses :

SECTION I

Désignation dans la police même.

Nous savons déjà que l'assurance sur la vie au profit d'une personne suffisamment déterminée constitue une stipulation pour autrui, régie par l'art. 1121 du Code civil qui a pour effet de créer au profit de la personne ainsi désignée un droit direct au capital assuré, sans que ce capital passe, fût-ce un instant de raison, dans le patrimoine de la personne qui souscrit l'assurance, tandis qu'au contraire l'assurance contractée sans désignation immédiate de personne déterminée, fait rentrer le droit au capital assuré dans le patrimoine du souscripteur de l'assurance, ce qui fait que, quand une personne est désignée postérieurement pour recueillir le bénéfice de l'assurance, son droit prend naissance non à l'origine de la police, mais au moment

où on lui a transféré le droit à la police et que, dans ce cas, toutes les exceptions opposables à l'assuré sont par le fait même opposables au tiers bénéficiaire. Le conjoint qui est désigné par la police est nécessairement toujours une personne déterminée, car, ordinairement on le désigne par ses nom et prénoms. Mais, même dans le cas où l'on se servirait des expressions « ma femme, mon mari » la désignation est certainement très suffisante et il n'y a pas d'exemple ne validant pas une telle désignation.

Cependant il s'est présenté une espèce où ces mots : « ma femme » ne furent pas trouvés déterminant d'une façon satisfaisante la personne bénéficiaire du contrat.

Voici l'hypothèse : Un mari avait contracté pendant son premier mariage une assurance au profit de sa femme, sans la désigner autrement. La femme vint à mourir et au bout de quelque temps le mari se remaria. Son intention était de faire profiter sa seconde femme de la police qu'il avait souscrite et croyant que la désignation qu'il avait faite dans la police était suffisante, il ne la modifia pas. Mais, après son décès, le Tribunal civil de Lyon, par un jugement du 3 décembre 1880 (1), refusa de valider une telle désignation et écarta les effets de la stipulation pour autrui. Il est évident que la solution serait la même si le second mariage avait été contracté après un divorce.

L'époux désigné comme bénéficiaire du contrat peut ne pas être le seul bénéficiaire, il peut être désigné conjointement avec d'autres personnes, aussi désignées d'une manière certaine, que ces autres personnes soient des enfants, d'autres héritiers ou des tiers quelconques.

(1) Rép. Defrénois 1881, p. 41.

Dans ce cas, tous les bénéficiaires étant déterminés, ils ont acquis par leur acceptation, qu'elle ait eu lieu avant ou après la mort du souscripteur, un droit direct sur le capital assuré remontant à l'origine de la police d'assurance et le capital assuré devra se partager entre eux par parts égales. Si, par exemple, la police a été souscrite au profit de la femme et de cinq enfants, la veuve, comme chaque enfant, aura droit à un sixième du capital. Mais rien n'empêche à notre avis que le souscripteur désigne lui-même les parts et dans ce cas chaque bénéficiaire, l'époux survivant comme les autres, prendra la part qui lui est assignée.

Mais au lieu d'avoir affaire à un ensemble de bénéficiaires conjoints déterminés, il peut se produire qu'un seul, la femme par exemple, soit suffisamment déterminé et que les autres soient des bénéficiaires incertains, telle serait la désignation : « Ma femme et mes enfants nés ou à naître ».

M. Defrénois (1) prétend que dans ce cas l'on doit décomposer la désignation en deux stipulations, l'une au profit d'une personne déterminée « la femme » l'autre au profit de personnes indéterminées « les enfants nés ou à naître », et qu'alors si la police lui désigne une part, elle aura droit à cette part, et qu'en l'absence de toute détermination on devrait lui attribuer une part virile d'après le nombre d'enfants existant au jour du décès. Nous ne partageons pas cette manière de voir, une telle désignation ne peut pas se décomposer en deux stipulations, comme se décomposerait, ainsi que nous l'avons déjà dit, l'attribution faite à « la femme ou à son défaut les héritiers ». La conjonction « et » fait que cette phrase forme un tout indivisible et que cette

(1) Rép. Defrénois 1896, p. 178.

attribution doit être considérée comme faite au profit de personnes indéterminées et en entraînant toutes les conséquences.

S'il peut y avoir des bénéficiaires conjoints, il peut y avoir aussi des bénéficiaires successifs, c'est-à-dire que l'assurance peut être souscrite au profit de plusieurs bénéficiaires appelés à défaut les uns des autres. Dans ce cas, le capital assuré revient aux bénéficiaires présents lors de la mort de l'assuré d'après l'ordre dans lequel ils sont appelés.

Ce mode de désignation peut être employé entre époux et la femme, par exemple, peut être désignée en première ou deuxième ligne : « Ma femme ou à son défaut mon enfant », « Mon enfant ou à son défaut ma femme ». Dans la deuxième hypothèse la femme ne touchera rien si l'enfant survit au père souscripteur de l'assurance, tandis qu'elle touchera tout le capital si l'enfant prédécède, et elle y aura un droit personnel et direct comme dérivant d'une stipulation pour autrui, car son droit était subordonné à une condition suspensive : le prédécès de l'enfant premier bénéficiaire et cette condition en se réalisant produit un effet rétroactif.

Mais si la femme voit encore son droit découler d'une stipulation pour autrui au cas où les seconds bénéficiaires sont seuls incertains, il n'en est pas de même, quoi qu'en pense M. Defrénois (1), si les premiers bénéficiaires étaient indéterminés. Dans ce cas, nous pensons que l'absence de bénéficiaires déterminés à l'origine de la police a fait rentrer le capital souscrit dans le patrimoine de l'assuré et qu'au cas de disparition des premiers bénéficiaires le droit de la femme ne prendra naissance qu'à cette date et ne sera pas régi par l'article 1121 du Code civil.

(1) Rép. Defrénois 1896, p. 179.

Nous avons dit tout à l'heure que le souscripteur de l'assurance pouvait attribuer des parts à chaque bénéficiaire du capital souscrit, de même il pourrait limiter les droits d'un bénéficiaire. Par exemple, il lui serait permis de stipuler que l'usufruit du capital souscrit appartiendra à son conjoint et la nue propriété à ses enfants.

Le conjoint bénéficiaire aurait alors droit à cet usufruit à titre propre et personnel et il l'acquerrait même si la nue propriété du capital assuré était donnée à des bénéficiaires indéterminés, car l'usufruit et la nue propriété d'une chose sont deux droits séparés qui n'ont aucune relation entre eux. Mais si le souscripteur de la police n'a pas, dans ce cas, dispensé son conjoint de fournir caution ou de faire emploi, il devra le faire, l'art. 601 du Code civil étant formel.

Si au lieu d'être une assurance en cas de décès pure et simple, il s'agit d'une assurance mixte, il faut distinguer entre l'assurance mixte ordinaire et celle à terme fixe. Dans le premier cas, le droit du ou des bénéficiaires ne s'ouvrira que si le souscripteur meurt pendant la durée de l'assurance, l'assurance devient alors une assurance en cas de décès et il faudra appliquer toutes les règles que nous venons de dire. Si l'assuré vit encore à l'arrivée du terme fixé, il touchera lui-même le bénéfice de l'assurance et le droit du bénéficiaire ne prendra jamais naissance.

Au cas d'assurance mixte à terme fixe où le capital assuré est toujours payable à un terme fixé d'avance, mais où les primes cessent d'être exigibles en cas de décès de l'assuré, le bénéficiaire désigné aura dès la mort de l'assuré un droit direct et personnel, dérivant de la stipulation pour autrui.

Mais s'il y a plusieurs bénéficiaires successifs, nous croyons que le droit au capital assuré n'est pas immédiatement acquis au premier bénéficiaire. Celui-ci n'aura qu'un droit éventuel qui deviendra droit réel s'il survit à l'époque fixée pour toucher le capital. S'il prédécède son droit passera au bénéficiaire suivant et en un mot ce sera le bénéficiaire existant lors du terme fixé qui aura droit au capital assuré et son droit sera régi par l'article 1121. Nous savons que l'on a quelquefois soutenu que même dans ce cas le premier bénéficiaire avait seul droit au capital souscrit et qu'en cas de décès il transmettrait son droit à ses héritiers ; mais nous aimons mieux conclure avec la jurisprudence (1) dans le sens que nous avons indiqué.

SECTION II

Désignation dans un acte postérieur à la police

Nous savons que tant que le tiers désigné par le souscripteur pour recueillir le bénéfice de l'assurance n'a pas accepté ce bénéfice, l'assuré peut changer de bénéficiaire. Par conséquent, de même que l'époux souscripteur d'une assurance peut, après avoir désigné son conjoint, le dépouiller de ce droit et transférer le bénéfice de l'assurance à une autre personne, de même il peut, après avoir souscrit une police d'assurance au profit d'un tiers quelconque, dépouiller ce tiers pour transférer le bénéfice de cette assurance à son conjoint.

Ce changement de bénéficiaire peut se faire de différentes façons : le premier moyen de procéder offre

(1) Seine, 10 avril 1894 ; Agen, 25 mai 1894 ; Rép. Defrénois, 1894, p. 600 et 601.

au souscripteur d'assurance qui veut changer de bénéficiaire est l'avenant. C'est d'après une définition que nous empruntons à M. Dunaime (2) « un acte qui intervient entre la Compagnie d'assurance et le souscripteur d'une police pour modifier la convention ou en expliquer les termes. »

Pendant longtemps, auteurs et jurisprudence ont considéré l'avenant substituant un bénéficiaire à un autre comme une cession de créance régie par les articles 1690 et 2075 du Code civil, dont la portée, en matière de cession, semblait être générale. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que cette théorie, qui cependant avait inspiré un certain nombre d'arrêts et de jugements (2) ne pouvait pas se soutenir au point de vue juridique : « Lorsqu'un assuré, dit M. Lefort (3), après avoir signé une police sur la vie et avoir attribué à un tiers le capital exigible à son décès, par un avenant qu'ont accepté toutes les parties, notamment la Compagnie d'assurances, donne le bénéfice à un autre, le contrat primitif est modifié. L'assuré reste le même, l'objet du contrat est identique, le débiteur, la Compagnie d'assurances, est toujours tenu; mais le créancier, le bénéficiaire, est changé. Il y a là une modification qui en droit se rapproche de la novation par changement de créancier et qu'il faut assimiler à cette novation malgré des particularités qui tiennent au contrat d'assurance ».

Et, par conséquent, les articles 1690 et 2075 du Code civil, traitant de la cession de créance, n'ont rien

(1) Dunaime, Du contrat d'assurance sur la vie, p. 113.

(2) Douai, 9 juin 1886, Rép. Defrénois, '886, page 749 ; Rennes, 23 juin 1879 : D. 79, 2, 155.

(3) Lefort, op. cit. 11, page 170.

à voir en cas d'avenant. Depuis longtemps, la jurisprudence a admis cette thèse. Nous avons déjà cité l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 janvier 1888. D'ailleurs, on peut dire que journellement cette théorie est appliquée par les Tribunaux de toute juridiction, et que tous s'accordent à décider que si le premier bénéficiaire était une personne déterminée, le droit du second bénéficiaire désigné par l'avenant prend naissance dès l'origine de la police : « Attendu, dit un arrêt de la Cour de Cassation du 7 août 1888 (1), qu'il importe peu que la désignation ait eu lieu par simple avenant, que Rommel n'a jamais été personnellement créancier de la Compagnie, et que la créance dont il s'agit est censée avoir toujours appartenu à la dame Rommel ».

Un autre moyen qui s'offre à l'assuré pour changer de bénéficiaire, quand la police est stipulée transmissible par voie d'endos, est l'endossement au profit du nouveau bénéficiaire. Voici l'espèce qui peut se présenter : Un époux souscrit une police d'assurance au profit d'un tiers désigné. Plus tard, il endosse cette police au profit de sa femme, celle-ci est réputée avoir été « ab initio » bénéficiaire du droit créé par le contrat. Jusque dans ces derniers temps l'on avait bien admis la validité d'un tel endossement, mais l'on avait déclaré que dans ce cas, le droit du nouveau bénéficiaire prenait naissance non à l'origine de la police, mais au moment de l'endossement. La Cour de Cassation, par un arrêt récent du 4 mai 1904 (2), vient de modifier la théorie qu'elle avait précédemment admise et de statuer dans le sens du droit direct et personnel du nouveau bénéficiaire : « Attendu, dit l'arrêt, que vainement la décision

(1) D. 1889, 1, 418.

(2) S. 1904, 1, 385.

« attaquée objecte que, par l'endossement effectué au
« profit de l'un de ses créanciers, Albertin aurait pu,
« en révoquant l'attribution consentie en faveur de sa
« femme, disposer d'une valeur entrée dans son patri-
« moine.

« Attendu que dans une assurance en cas de décès
« ainsi contractée au profit d'un tiers, cet endossement
« n'est qu'un mode d'exécution de la clause de la police
« qui permet à l'assuré de désigner le bénéficiaire de
« son choix ; — et que la substitution d'un nouveau
« titulaire au titulaire primitif, avant l'acceptation de
« ce dernier, laisse au contrat le caractère juridique
« de stipulation pour autrui dans les termes de l'art.
« 1121, et la Cour de Chambéry, cour de renvoi, a
« statué dans le même sens par un arrêt du 13 no-
« vembre 1905 (1) ».

Et la doctrine approuve, avec raison à notre sens, cette nouvelle décision : « Il n'y a aucun obstacle, dit
« M. Lyon-Caen, dans une note sous l'arrêt précité, à
« ce que la désignation du bénéficiaire se fasse par un
« endossement et rien n'empêche que cet endossement
« ait le même effet qu'un avenant. Il est vrai que l'en-
« dossement sert ordinairement à opérer une transmis-
« sion de droit, mais il n'y a aucune raison pour que
« l'endossement qui, en lui-même, n'est qu'une pure
« formalité, ne puisse servir à réaliser une autre opé-
« ration ».

Un troisième moyen de changer le bénéficiaire d'une police d'assurance est de céder le droit au capital assuré moyennant une somme d'argent ou en paiement d'une dette. Ce mode peut aussi être employé entre époux.

(1) R. N. et E. 1907, page 191.

L'un des époux souscripteur d'une police d'assurance dont il a désigné un tiers comme bénéficiaire, peut céder à son conjoint le bénéfice de cette assurance dans les cas permis par l'article 1595 du Code civil. Depuis toujours l'on admettait cette manière de faire et tout le monde décidait que dans ce cas, le droit au capital souscrit, qui venait d'être cédé, avait séjourné un instant de raison dans le patrimoine de l'assuré, que, par conséquent, le droit du cessionnaire ne prenait naissance qu'au moment de la cession et que si cette cession avait été faite par exemple, pendant la période de cessation des paiements, elle tombait sous le coup des articles 446 et 447 du Code de commerce. La Cour de Cassation en avait elle-même posé le principe dans son arrêt du 16 janvier 1888 (1) que nous avons déjà cité : « qui (l'avenant) ne saurait être confondu avec un « contrat de transport, dont la validité et les effets « seraient subordonnés aux significations prescrites par « les articles 1690 et 2075 du Code civil ».

Certes la jurisprudence, surtout en assurance-vie, a quelquefois une élasticité très grande, et l'on peut dire que dans son désir de faire produire à notre contrat tous les effets qu'en attendent les souscripteurs, elle va toujours de l'avant. C'est ce qu'elle vient de faire en admettant que, dans le cas de changement par transport-cession, le droit du nouveau bénéficiaire remontant à l'époque de la police. Voici l'espèce :

Un sieur Mallet avait contracté en 1876 et 1877, trois polices d'assurance à la Nationale-Vie, au profit de sa femme et de ses enfants. Durant le mois de décembre 1901, il les avait cédées et transportées à deux de ses

(1) J. N. et A. 1888, page 273.

créanciers, Louis et Victorine Carpentier, jusqu'à concurrence de 10.000 francs, montant de leurs créances. Peu de temps après il fut déclaré en faillite et la date de cessation des paiements reportée au 28 septembre 1901. Il mourut le 9 février 1902 ; et Louis et Victorine Carpentier touchèrent le capital assuré ; le syndic leur opposa les articles 446 et 447 du Code de commerce et leur demanda de rapporter à la masse les 10.000 francs pour lesquels le capital souscrit leur avait été transporté. Par un jugement en date du 10 avril 1903 (1), le Tribunal de commerce de Lille débouta le syndic.

« Attendu, disait le jugement, que l'assurance étant
« payable après le décès de M. Mallet, doit être réputée
« n'avoir jamais fait partie de son patrimoine, que dès
« lors le syndic de la faillite doit être déclaré mal fondé
« dans sa prétention ».

Le 25 novembre 1903 (2), la Cour de Douai infirma ce jugement en déclarant que « le transport avait bien
« révoqué l'assurance au profit de sa femme, mais avait
« fait rentrer le capital dans le patrimoine de Mal-
« let et que, par conséquent, le transport ayant été
« fait après la cessation des paiements, ce capital devait
« rentrer dans la masse de la faillite ».

Sur pourvoi la Chambre civile cassa le 19 novembre 1907 (3) l'arrêt de la Cour de Douai affirmant le droit des créanciers Louis et Victorine Carpentier : « At-
« tendu, dit l'arrêt, que dans l'assurance en cas de
« décès au profit d'un tiers, l'assuré se réserve impli-
« citement, mais nécessairement la faculté de changer,
« en cours d'assurance, la désignation du bénéficiaire ;

(1) Sous cassation, D. 1908, 1, 129.

(2) D. 1908, 1, 129.

(3) D. 1908, 1, 129.

« que l'exercice de cette faculté laisse au contrat son
« caractère de stipulation pour autrui, qu'enfin l'at-
« tribution nouvelle lorsqu'elle s'opère par voie de ces-
« sion n'est, dans l'économie du contrat, que la mise
« en exercice du droit de désignation.

« Attendu dès lors qu'au décès de Mallet les capitaux
« assurés ont été acquis rétroactivement et à la date
« de la souscription de chaque police à Louis et Victo-
« rine Carpentier, substitués par acte régulier, jusqu'à
« concurrence d'un capital de 10.000 francs à la dame
« Mallet, bénéficiaire primitive et que n'ayant point
« fait partie à un moment quelconque du patrimoine
« du failli, le rapport à la masse ne pouvait en être
« ordonné ».

Un arrêt de la Cour d'Aix du 2 mai 1906 (1) avait déjà statué dans le même sens.

Il peut sembler bien difficile de donner une base juridique à cette décision. Comment, dira-t-on, admettre que la créance du capital assuré puisse être transmise par le stipulant à un nouveau bénéficiaire sans entrer dans le patrimoine de ce stipulant ? Et cependant c'est bien là l'intention du souscripteur d'assurances qui a voulu, en désignant dès la souscription de la police un tiers bénéficiaire, que le *droit au capital n'entre jamais dans son patrimoine*. Ne pourrait-on pas y voir une conséquence de la règle bien connue en droit français que « les conventions font la loi des parties ? »

Le droit du tiers bénéficiaire d'une police, conjoint ou autre, peut encore découler de la remise entre ses mains d'une police au porteur et là, sans aucun doute, son droit ne sera pas réglementé par l'article 1121 du Code civil.

(1) J. N. et A. 1907, page 105.

Il peut aussi être déduit d'un testament, d'une donation, d'une mention mise sur la police. — Une telle mention datée et signée, d'après un arrêt de la Cour de Cassation du 6 mai 1891 (1), vaut testament et dans ce cas il y aura lieu à une amende de 50 francs, plus le droit de timbre pour avoir rédigé deux actes sur la même feuille de timbre, contrairement aux dispositions de l'art 23 de la loi du 13 frimaire an VII. — Quel serait le résultat d'une de ces désignations ? On admet généralement que ces désignations ne produisent leurs effets qu'après avoir laissé séjourner le droit au capital assuré dans le patrimoine du souscripteur. La jurisprudence n'a pas encore été appelée, à notre connaissance, à statuer sur ces questions. Mais le jour où des affaires de ce genre viendront devant elle, il nous semble qu'elle ne pourra pas statuer autrement qu'elle ne l'a fait pour les cas d'endossement et de transport-cession, car du moment qu'elle a assimilé l'avenant, expression d'une volonté unilatérale et le transport, expression de deux volontés, comment n'assimilerait-elle pas à l'avenant le testament, lui aussi expression de volonté unilatérale et arrivée là, comment écarterait-elle la donation, sorte de testament anticipé et irrévocable ? Chaque fois qu'il apparaîtra qu'en désignant un nouveau bénéficiaire, le souscripteur n'a fait que « mettre en exercice son droit de désignation » cette attribution devra conférer un droit propre au bénéficiaire.

Comme le dit très bien M. Dupuich dans une note au Dalloz (2) : « En résumé, pour réaliser une attribution de bénéfice il suffit d'une intention manifestée « par l'assuré. Aucun concours de volonté n'est néces-

(1) Rép. Defrénois, 1891, p. 418.

(2) D. 1907, 4, 122.

« saire, ni de la part du bénéficiaire nouveau, ni de
 « la part de l'assureur. Sans doute il est prudent pour
 « éviter tout paiement par erreur que l'assureur soit
 « avisé de l'attribution et donne acte de l'avis soit sur
 « le même écrit, comme au cas d'avenant, soit par acte
 « séparé. Mais ce n'est pas là une formalité irritante,
 « ce n'est pas la marque d'un consentement. Seule la
 « volonté de l'assuré, sa volonté unilatérale est souve-
 « raine »).

Il est certain que nous venons d'assister en ces dernières années à une évolution de la jurisprudence sur la question. Alors qu'elle n'admettait primitivement le droit direct et personnel du bénéficiaire que lorsqu'il avait été désigné dans la police ou par un avenant, elle est arrivée à admettre ce droit en matière d'endossement et de transport-cession et nous sommes persuadé qu'elle ira plus loin encore.

Il nous semble que l'on peut cependant ramener sa manière de voir à un critérium certain : Y a-t-il eu ou non dans la police désignation d'un bénéficiaire déterminé ?

S'il n'y a pas eu de bénéficiaire déterminé, le bénéfice de la police est entré dans le patrimoine du souscripteur et si elle est ensuite cédée, il y a eu transmission du droit du nouveau bénéficiaire et non point naissance « *ab initio* » à son profit.

S'il y a eu désignation de bénéficiaire déterminé dans la police, le droit au capital souscrit n'est pas rentré dans le patrimoine de l'assuré et si dans la suite celui-ci change le bénéficiaire, il le pourra, sans faire rentrer dans son patrimoine une créance qui n'en a jamais fait partie.

C'est cette manière de voir qu'adopte le projet de

loi sur l'Assurance sur la vie. C'est ainsi que le dernier alinéa de l'article 55 déclare que la substitution d'un bénéficiaire pourra se faire « soit entre vifs par voie
« d'avenant ou en remplissant les formalités édictées
« par l'article 1690 du Code civil, soit quand la police
« est à ordre par endossement, soit par testament ».

Et dans son exposé des motifs, M. Lyon-Caen s'exprime ainsi : « Il semble que, quand la personne qui
« doit bénéficier de l'assurance a été déterminée, il est
« toujours naturel de penser que l'assuré a entendu
« lui faire acquérir un droit propre et non acquérir
« lui-même un droit pour le lui transmettre ensuite.
« C'est se montrer bien formaliste que de s'attacher
« aux formes employées pour écarter l'idée d'un droit
« direct acquis au bénéficiaire ».

Par contre l'article 52 déclare que la police d'assurance sur la vie ne peut être au porteur.

CHAPITRE II

DU CARACTÈRE JURIDIQUE DU CONTRAT D'ASSURANCE ENTRE ÉPOUX

Nous savons que l'assurance-vie contractée au profit d'un époux, de quelque manière que ce conjoint soit déterminé, constituera une stipulation pour autrui et donnera à ce conjoint un droit personnel et direct sur le capital souscrit. Il nous faut maintenant examiner à quel titre cet époux bénéficiaire a droit au montant du capital. Plusieurs théories ont été développées pour expliquer ce point.

Tout d'abord on a voulu y voir un contrat à titre onéreux. Sans doute entre l'assuré et l'assureur, le contrat d'assurance étant un contrat aléatoire est bien un contrat onéreux ; sans doute encore, le contrat d'assurance contracté par un débiteur en faveur de son créancier sera bien un contrat à titre onéreux et ce sera le cas où, chose qui arrivera bien rarement, un époux aura stipulé une assurance au profit de son conjoint dont il est débiteur dans les espèces prévues par l'art. 1595 du Code civil ; mais devra-t-on voir un contrat à titre onéreux dans toutes les autres hypothèses d'une assurance-vie contractée entre époux ? Un certain nombre d'auteurs et quelques monuments de jurisprudence l'ont prétendu. D'après ces auteurs, le souscripteur s'assurerait dans le but de réparer le préjudice que des

êtres, dont il est l'appui, subiront par suite de son décès : « L'homme est un capital, dit M. Lefort (1), c'est
« une valeur. Lorsqu'il meurt, c'est un capital qui
« n'existe plus, c'est la source d'un revenu qui dis-
« paraît. L'assurance sur la vie a précisément pour but
« de parer aux conséquences funestes qu'entraîne le
« décès pour ceux qu'un titre quelconque unissait à
« cette personne assurée. L'homme a des devoirs envers
« sa femme, ses enfants, ses parents ; son capital se
« trouve être en quelque sorte le patrimoine de cette
« famille qu'il soutient. Malheureusement, il peut dis-
« paraître, la mort peut le détruire, comme l'incendie
« peut anéantir une maison, source de revenus. C'est
« alors que paraît le rôle de l'assurance : on assure
« ce capital contre sa destruction par la mort. Vienne
« cette mort, la famille puisera dans l'indemnité four-
« nie par la caisse d'assurance, les ressources qu'elle
« puisait naguère dans le travail et l'industrie de son
« chef ». C'est encore l'avis de M. de Courcy et de
M. Herbault.

En jurisprudence, quelques décisions, entre autres un arrêt de la Cour d'Aix du 24 mars 1886 (2), adoptent également cette théorie : « Attendu que Cardon, en
« contractant la police dont il s'agit, a voulu préserver
« sa femme du préjudice matériel d'un veuvage pré-
« maturé en stipulant pour elle une indemnité payable
« en cas de réalisation de cette éventualité ; qu'ainsi
« par un acte de sage prévoyance, faisant pour son
« épouse ce qu'elle pouvait et aurait dû en quelque
« sorte faire elle-même, il a acquis à celle-ci un droit
« immédiat et direct à une créance de 25.000 francs

(1) Lefort, op. cit., tome I, page 11.

(2) R. N. et E., 1887, p. 42.

« réalisable seulement au jour de son propre décès, payable par un tiers sous la condition du service assuré par lui de primes modiques. Attendu que Cardon, en contractant ainsi, a agi pour le compte de son épouse, et que, accomplissant un devoir commun à elle et à lui, celui de prémunir, sans préjudice pour personne, leur famille contre la misère au lendemain de sa mort, il a agi non seulement comme « *negotiorum gestor* » mais encore comme mandataire naturel ou plutôt comme gérant d'un intérêt commun, puisqu'il stipulait aussi pour lui-même, quand en garantissant l'avenir de la mère de famille, il se procurait une satisfaction morale autant sinon plus appréciable que l'avantage matériel dont les contrats à titre onéreux sont alimentés. »

Cette théorie a un avantage, celui de donner naissance à des solutions qui sont peut-être bien dans la pensée du souscripteur d'assurance, mais qui sont contraires à des principes absolus de notre droit civil. Avec ce système, il n'y a plus lieu à aucun rapport, à aucune récompense, à aucune réduction dans n'importe quel cas, même quand le paiement des primes dépasse les revenus du souscripteur ! D'ailleurs, cette théorie ne nous semble pas fondée. Sa réfutation est presque classique. S'il est des cas où la mort d'une personne cause un véritable préjudice, il en est d'autres où elle est un véritable soulagement. C'est ce qui arrive quand un homme dilapide ou compromet le patrimoine de sa famille, quand l'âge ou les infirmités l'ont réduit à n'être plus qu'une charge. Il est évident qu'alors le paiement du capital stipulé payable au décès de l'assuré ne s'explique pas du tout par la réparation d'un préjudice.

L'on précise encore pour le cas qui nous occupe et les partisans de la théorie de l'indemnité prétendent tirer un argument de ce que toute femme mariée a le droit d'obliger son mari à la nourrir et à pourvoir à ses besoins (art. 214 c. civil). Ce droit de la femme constitue pour elle une créance, un bien inaliénable dont la valeur est appréciable en argent et qu'il est du devoir du mari d'assurer en sa qualité d'administrateur légal. Mais, comme le dit très bien M. Chaisemartin (1) : « Nous ne voyons nulle part, dans le texte que l'on « nous propose, cette prétendue obligation du mari de « s'assurer sur la vie en faveur de sa femme. Si le mari, « en effet, est obligé, sa vie durant, de fournir des « aliments à sa femme, il n'est point du tout obligé de « lui en fournir pour l'époque qui suivra sa mort. C'est « là une obligation qui ne saurait survivre à l'union qui « l'a fait naître. »

Aussi, à l'imitation de la jurisprudence, nous rejetterons la théorie de l'indemnité pour adopter celle de l'assurance-donation.

En effet, sauf les très rares cas où l'époux bénéficiaire fournira une contre-partie à ce qu'il reçoit, le souscripteur de l'assurance aura eu pour but d'accorder un avantage à son conjoint qu'il désigne comme bénéficiaire, sans doute pour l'aider, dans les difficultés qu'il rencontrera après son décès, mais non pour l'indemniser du dommage que lui causera sa mort. L'on peut d'ailleurs dire que, depuis longtemps, l'accord s'est fait sur cette question et que tous, jurisprudence et doctrine, déclarent que l'assurance au profit d'un tiers (sauf quand ce tiers est un créancier) et à plus forte

(1) Chaisemartin, Thèse, Paris 1902, p. 33.

raison quand ce tiers est un conjoint, constitue une libéralité.

C'est ainsi que M. Planiol (1) déclare que : « le capital de l'assurance contractée au profit d'un tiers constitue pour ce tiers un avantage gratuit » et qu'un arrêt de la Cour de Rouen du 29 mai 1897 (2) renferme cet attendu : « Qu'en stipulant que ce capital (capital souscrit) serait payé à son mari, aux enfants, ou à son ordre, à elle-même, elle a bien réellement fait une libéralité au bénéficiaire éventuel de cette stipulation. »

Naturellement, l'on est unanime à reconnaître que cette donation est déguisée et que par conséquent, elle n'est pas soumise aux conditions de forme des art. 931 et suivants du Code civil.

Mais l'accord cesse quand il s'agit de déterminer quel est l'objet de la libéralité, ce que le bénéficiaire devra rapporter, ce qui sera sujet à réduction ou à récompense.

Une première théorie est celle qui déclare que l'objet de la libéralité est le capital assuré. Puisque d'une part il y a libéralité indirecte, disent les partisans de cette théorie, et que d'autre part la jurisprudence déclare qu'en cas de libéralité déguisée, on doit appliquer les règles de fond applicables en cas de donations directes, c'est, disent-ils, le capital assuré, montant du bénéfice réalisé par le tiers qui constitue la libéralité. « Nous persistons à soutenir, dit M. Vigié (3), doyen de la Faculté de droit de Montpellier, que.... le contrat

(1) Planiol, op. cit., tome II, p. 708.

(2) R. N. et E., 1897, p. 738.

(3) Revue Critique, 1901, p. 223.

« réalise au profit du tiers bénéficiaire, une libéralité
« faite indirectement, mais libéralité réelle, et qui a
« pour objet le montant même de l'assurance, c'est-
« à-dire la somme dont on a privé sa succession et
« dont on a enrichi le bénéficiaire. » Pendant long-
temps, la jurisprudence fut fidèle à cette théorie et ce
n'est qu'en 1896 que la Cour de cassation s'en détache
complètement par un arrêt célèbre (1) où nous relevons
ce dispositif : « Attendu que le capital stipulé, n'ayant
« jamais fait partie du patrimoine du stipulant, ne
« constituant pas une valeur successorale, ne saurait
« par suite entrer en compte pour le calcul de la ré-
« serve. »

Quelques décisions postérieures (2) admirent encore
la libéralité du capital assuré, mais depuis longtemps
cette théorie n'a plus aucun cours en jurisprudence
et même dans la doctrine ses partisans se font très rares.

Et en effet puisque l'on admet que l'assuré n'aura
jamais eu, même un instant de raison, un droit sur le
capital assuré au profit de son conjoint, comment pour-
rait-on concevoir qu'il ait pu en disposer à titre gratuit.
Et que l'on ne vienne pas nous objecter que si le stipu-
lant n'avait pas souscrit cette assurance au profit de son
conjoint, le capital stipulé se serait retrouvé dans son
patrimoine. Ce qui aurait pu s'y retrouver, ce sont les
primes versées annuellement, en admettant que dans
le cas de non assurance, le souscripteur ne les ait pas
dépensées d'une autre manière.

Le capital assuré n'est donc pas l'objet de la libéralité.
Un certain nombre d'auteurs, M. de Courcy, M. Labbé,

(1) Arrêt du 29 juin 1896 : R. N. et E., 1897, p. 736.

(2) Rouen, 29 mai 1897 : R. N. et E. 1897, p. 738.

M. Planiol voit l'objet de la donation dans le paiement des primes. En effet, les primes ont été payées dans l'intérêt particulier du bénéficiaire et c'est en cela seulement que l'on peut voir l'objet de la libéralité. Aux termes de l'art. 894 du Code civil : « La donation est
« un acte entre vifs par lequel le donateur se dépouille
« actuellement et irrévocablement de la chose donnée
« en faveur du donataire qui l'accepte. » Or, le donateur dans l'assurance-vie, c'est l'assuré, et de quoi se dépouille-t-il actuellement et irrévocablement, si ce n'est des primes ? Saisie par la logique apparente de ce raisonnement, la Cour de cassation, comme nous l'avons dit, adopta en 1896 cette théorie, et après quelques hésitations, les Cours d'Appel et les Tribunaux s'y rallièrent. « Attendu, dit un arrêt de la Cour de
« Paris du 10 janvier 1900 (1), que la disposition de
« l'art. 922 du Code civil aux termes de laquelle les biens
« donnés sont fictivement réunis à la masse d'après
« leur état à l'époque de la donation et leur valeur
« au jour du décès, est sans application en ce qui
« concerne la valeur définitive de la police, puisque
« les biens donnés sont dans l'espèce les sommes payées
« annuellement pour l'assuré et non celle versée par la
« Compagnie en vertu de la police ou pour son ra-
« chat. »

Et cependant il ne nous semble pas possible d'admettre sans correction cette théorie de la libéralité des primes. Car il est impossible de voir dans le capital assuré le produit de la capitalisation des primes. « L'art. 852 du Code civil déclare que les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais

(1) Rép. Defrénois 1900, p. 420.

« ordinaires d'équipement, ceux de noces et présents « d'usage, ne doivent pas être rapportés. » Ne pourrait-on pas trouver quelque analogie entre les cadeaux visés dans cet article et les primes payées pour l'assurance, quand ces primes sont modiques et uniquement prises sur le revenu de l'assuré. En effet, chaque année, l'assuré prélève sur ses revenus une petite somme qu'il verse comme prime à une compagnie, pour alimenter un contrat d'assurance souscrit en faveur de son conjoint ou d'un tiers, tout comme il pourrait, ce qui se fait encore souvent, prendre un livret de caisse d'épargne au nom de son conjoint ou du tiers bénéficiaire et y verser une somme égale au montant de la prime. Il est d'ailleurs bien vraisemblable que s'il n'avait pas employé cette part de ses revenus d'une telle manière, il l'aurait dépensée d'une autre façon : en voyages, en distractions quelconques, en un mot, il l'aurait dépensée « *lautius vixisset* ». Cette somme serait tout de même sortie de son patrimoine et par conséquent il ne s'est pas appauvri en la payant. Or, on ne doit le rapport que du montant de l'appauvrissement du donateur et de plus on ne doit rapporter que ce que l'on n'est pas dispensé de rapporter. Il nous semble que l'on peut facilement supposer la dispense de rapport pour les primes modiques prises sur les revenus. Il faut donc apporter une modification à la théorie qui voit l'objet de la libéralité dans les primes prélevées sur le capital et qui appauvrissent le donateur et celles prélevées simplement sur les revenus qui ne l'appauvrissent pas. Et l'on dispensera ces dernières de l'application des règles des donations.

M. Glasson approuvait cette manière de voir et souhaitait que la jurisprudence, qui avait déjà rendu quel-

ques décisions en ce sens, y entrât d'une manière définitive. Et nous croyons ne pas trop nous avancer en disant que son appel a été entendu. Nous croyons en effet que nous assistons actuellement à une nouvelle évolution de la jurisprudence sur cette matière. C'est ainsi que, sans parler d'un arrêt de la Cour de Paris du 10 mars 1896 (1), nous pouvons citer à des dates récentes, un arrêt de la Cour de Nancy du 16 mars 1901 (2), un autre de la Cour de Poitiers du 11 avril 1906 (3) qui décident que le paiement des primes d'une assurance-vie que le mari a souscrite au profit de sa femme, constitue une véritable libéralité faite à celle-ci aux dépens de la communauté, que par conséquent la femme d'un failli ne peut profiter de cette libéralité que dans la mesure où l'avantage ne paraît pas en disproportion avec les ressources du mari et décidant que dans l'hypothèse les primes dépassant manifestement ces ressources, la femme doit en rapporter le montant à la faillite ; enfin, nous connaissons encore un jugement du Tribunal d'Auxerre du 25 mars 1908 (4) contenant cet attendu : « Qu'il ne saurait « être question de récompense à la communauté, les « primes annuelles devant manifestement être impu- « tées sur le revenu ».

Espérons que la jurisprudence continuera son évolution et que bientôt elle sera unanime à admettre cette théorie, quitte à aller plus loin et à adopter sur certains points (récompense à communauté), pour d'autres raisons que nous aurons à développer en leur place, une solution plus radicale encore.

(1) D. 1896, 2, 465.

(2) Rép. Defrénois 1901, p. 417.

(3) Rép. Defrénois 1906, p. 684.

(4) Rép. Defrénois 1908, p. 699.

Pour être complet sur la question, il nous faut encore mentionner deux systèmes qui ont été proposés sur la matière.

Le premier a été développé par M. Thaller dans un article de la *Réforme sociale* (1). D'après lui le montant de la libéralité ne consiste que dans la valeur de la dernière prime payée. « Les primes ne doivent pas compter dans la succession, nous dit-il, parce qu'elles se sont trouvées chaque année absorbées par les sinistres que la Compagnie a dû régler. »

En admettant, ajoute-t-il, que les primes forment un avantage indirect sujet à rapport : cela n'est vrai que pour celles de ces primes qui ont réellement constitué la somme assurée. Or, l'obligation ne porte que sur la prime de la dernière année : il ne doit à la famille du souscripteur que le rapport de la prime de la dernière année. Car c'est de cette prime-là seulement qu'on peut dire qu'il y a eu un appauvrissement du souscripteur pour alimenter la valeur effective que le bénéficiaire recueille.

Nous avons dit en effet dans notre première partie en exposant la gestion des caisses d'assurances que les primes n'étaient pas capitalisées : les capitaux échus chaque année sont soldés au moyen de l'ensemble des primes de tous les clients, afférentes à l'année même, le bénéficiaire d'une assurance reprend donc non seulement la contre-partie de la prime de son donateur, mais aussi celle de tous les autres assurés faisant partie de la même « mutuanité » que le souscripteur de l'assurance. Or, dit M. Thaller : « Il est évident que le bénéficiaire ne doit aucun rapport du chef des autres

(1) *Réforme sociale* 1891, p. 875 et suiv.

assurés et que, puisque d'un autre côté, les primes versées les années précédentes ont été absorbées par les sinistres qui se sont produits chaque année, on ne peut lui faire rapporter que la prime de la dernière année »).

Nous ne croyons pas pouvoir admettre cette théorie, car nous avons vu que ce dont il fallait se préoccuper pour déterminer l'objet de la libéralité, c'est avec les réserves que nous y avons apportées, ce qui est sorti du patrimoine du donateur pour enrichir celui du donataire. Or, il est certain qu'il est sorti du patrimoine de l'assuré une valeur beaucoup supérieure à celle de la dernière prime. D'ailleurs, même en admettant le principe de ce système, il nous paraît encore inexact en ce sens que nous avons vu que, s'il était vrai de dire que chaque année la prime « pure » était absorbée par les sinistres, il n'en est plus de même lorsque l'on parle de la prime moyenne, celle réellement versée par l'assuré, et que la différence entre ces deux primes est chaque année versée au compte particulier de l'assuré et forme, avec son intérêt, la réserve afférente de la police. Avec le système de M. Thaller, la libéralité devrait donc consister : 1° dans la dernière prime ; 2° dans le montant de la réserve afférente à la police.

Le dernier système que nous avons à exposer sur la matière est celui qui voit l'objet de la libéralité dans la valeur de rachat de la police. Quand l'assuré veut cesser son contrat après trois années au moins et qu'il opte pour le rachat de sa police, la compagnie lui paie immédiatement une somme d'argent, mais elle ne lui rembourse pas la réserve intégralement, elle retient à son profit à titre de contribution dans les frais géné-

raux 20 % s'il n'a été payé que trois à six primes et 15 % s'il a été payé plus de six primes. Ces retenues sont d'ailleurs fixées par le Conseil d'administration et peuvent varier. C'est la somme qui est ainsi déterminée que l'on a improprement appelée valeur de rachat. Indiquée en quelques lignes par M. de Courcy dans son « Précis d'assurance », elle fut développée en 1902 dans une thèse de M. Chaisemartin (1) et après lui adoptée par M. Guy de la Marnière (2) qui y voit « la solution de l'avenir ».

« Que le stipulant, dit M. Chaisemartin, pour une « raison ou pour une autre, se décide à ne plus continuer le contrat avec la Compagnie, que recueillera-t-il ? Il ne recueillera certainement pas les primes qu'il a versées, ce qu'il recouvrera, ce sera la « valeur du rachat de sa police. Ses héritiers, en nous « plaçant dans cette hypothèse avantageuse, ne trouveront donc dans son patrimoine qu'une seule « chose : cette valeur, rien de plus. Au moment de sa « mort, mais avant son décès, moment auquel il faut « se placer pour apprécier la circonstance de son patrimoine, que vaut le contrat d'assurance ? Il vaut « la valeur de rachat et pas autre chose. » Et plus loin il ajoute : « Dès l'instant où elles sont versées à « la Compagnie, ces primes n'existent plus même au « point de vue du stipulant.

« La seule chose qui en subsiste, c'est la valeur de « rachat, puisque c'est seulement cette valeur qu'il « recouvrerait, s'il voulait réaliser sa police au lieu de « continuer à verser les primes, en vue de constituer

(1) Thèse Paris 1902, p. 79 et suiv.

(2) Thèse Paris 1905, p. 94 et 95.

« le capital qu'il entend laisser au bénéficiaire. C'est
 « donc de cela et de cela seulement que le patrimoine
 « du stipulant s'est appauvri par suite de l'attribution
 « du capital assuré au bénéficiaire. »

Au point de vue jurisprudence, M. Chaisemartin nous cite un arrêt de la Cour de Grenoble de 1882 et depuis lors le Tribunal de Pont-Audemer a décidé le 9 mai 1906 (1), dans un cas très particulier, la femme bénéficiaire était morte très peu de temps avant le mari, que dans la liquidation de la communauté, le bénéfice de l'assurance devait être compté non pour le capital nominal de l'assurance, mais seulement pour la valeur de rachat, telle qu'elle était au jour de la dissolution de la communauté.

Cependant nous ne croyons pas que cette solution s'implante d'une manière définitive dans la jurisprudence ni qu'elle fasse école, car elle ne nous semble pas reposer sur un fondement juridique. Ce que l'on doit rapporter, c'est l'équivalent de l'appauvrissement du patrimoine du donateur, or, cet appauvrissement ne concorde pas du tout avec la valeur de rachat de la police. En effet de quoi se compose cette valeur de rachat ? Du montant des primes versées, déduction faite d'un bénéfice prélevé par la Compagnie d'assurance. Sans doute, c'est bien cette valeur que l'assuré aurait reçue s'il avait pratiqué le rachat au moment de sa mort, mais il n'en est pas moins vrai que ce qu'il a sorti de son patrimoine ce sont les primes et que le montant de ces primes est supérieur à la valeur de rachat. De plus, le rachat ne peut se pratiquer qu'après le paiement de trois années de primes ;

(1) R. N. et E. 1907, p. 36.

comment calculer cette valeur si l'assuré meurt avant que trois années se soient écoulées ?

Toutes ces raisons nous semblent suffisantes pour nous faire rejeter ce système et nous faire préférer, comme nous l'avons dit, la théorie qui voit l'objet de la libéralité dans les primes, quitte à les dispenser de tout rapport quand elles sont tellement modiques qu'elles n'ont pas appauvri l'assuré et qu'elles peuvent faire présumer la dispense de rapport.

C'est aussi cette théorie qu'admet le projet de loi sur les assurances sur la vie en déclarant dans le deuxième alinéa de son article 60 « que les règles du « rapport, de la réduction et des récompenses ne s'ap-
« pliquent pas aux sommes versées par l'assuré à titre
« de primes, à moins que celles-ci n'aient été mani-
« festement exagérées eu égard à ses facultés. »

Nous venons de voir que l'assurance sur la vie au profit d'un conjoint constituait une libéralité. Or les libéralités entre époux sont régies par quelques règles particulières. L'assurance sur la vie y sera-t-elle soumise ? Nous verrons dans le chapitre suivant ce qu'il faut penser de l'application à notre matière de l'art. 1096 du Code civil.

Mais en dehors de ce texte, nous en avons d'autres dont il est nécessaire de dire un mot.

C'est d'abord l'art. 1083 du Code civil qui déclare que la donation faite par contrat de mariage est irrévocable. Si une assurance sur la vie est contenue dans un contrat de mariage, que faudra-t-il décider ? Nous pensons qu'il est de l'essence du contrat d'assurance sur la vie au profit d'un tiers d'être révocable en ce sens que l'assuré pourra toujours se refuser au paiement des primes.

C'est d'ailleurs ainsi que statue la jurisprudence (1).

Nous avons d'autre part l'art. 299 du Code civil :
« L'époux contre lequel le divorce aura été prononcé
« perdra tous les avantages que l'autre époux lui avait
« faits, soit par contrat de mariage, soit pendant le
« mariage ».

Disons tout de suite que depuis un fameux arrêt de la Cour de cassation rendu en 1845, la jurisprudence applique la même règle en cas de séparation de corps. Le texte dit « perdra tous les avantages », aussi croyons-nous qu'il n'y a pas à hésiter et qu'il faut déclarer que l'époux contre lequel le divorce ou la séparation de corps sera prononcé perdra par le fait même, eût-il déjà accepté le bénéfice de l'assurance, tout droit sur le capital assuré. Si c'est l'époux en faveur de qui le divorce ou la séparation de corps a été prononcé qui est titulaire du bénéfice, il conservera son droit intact. Hâtons-nous d'ajouter que ce droit sera bien illusoire car son conjoint aura tôt fait ou de changer de bénéficiaire ou, s'il a déjà accepté, de faire tomber le contrat en ne payant plus les primes, si, ne profitant pas de l'art. 1096, il n'a, dès avant le prononcé du jugement, révoqué le droit au capital souscrit.

En terminant, rappelons que comme toute donation entre époux le bénéfice résultant d'une assurance sur la vie en faveur d'un conjoint ne sera pas révoqué par la survenance d'un enfant.

(1) Cass. 22 février 1893 : D. 1893, 1, 403⁺; Rennes, 5 décembre, 1899 ; Nantes, 15 mai, 1899 ; D. 1903, 2, 377.

CHAPITRE III

DE L'ACCEPTATION DE L'ÉPOUX BÉNÉFICIAIRE

Dans notre première partie, nous avons vu rapidement quels étaient les effets de l'acceptation de l'assurance par un tiers bénéficiaire quelconque ; sous quelles formes et jusqu'à quel moment cette acceptation peut se faire. Nous avons à présenter ici quelques observations qui viennent de ce que le bénéficiaire au lieu d'être un tiers quelconque est un des deux conjoints.

Ordinairement, avons-nous dit, l'acceptation de l'assurance a pour effet de rendre le droit du bénéficiaire irrévocable et d'empêcher toute nouvelle désignation d'un autre bénéficiaire par l'assuré. Cette acceptation faite par un époux, produit-elle le même effet ?

A notre avis il faut distinguer suivant que l'acceptation a lieu pendant ou après le mariage. Nous savons bien qu'un certain nombre d'auteurs, M. Dunaime (1) par exemple, prétend que même quand elle est faite pendant le mariage, l'acceptation produit un effet irrévocable et que le droit de désignation d'un nouveau bénéficiaire et celui de racheter la police sont perdus pour l'époux souscripteur. Mais nous ne saurions admettre une telle théorie. Nous avons admis dans le chapitre précédent qu'à l'exception de très

(1) Dunaime, *op. cit.*, page 279.

rares hypothèses, il fallait voir dans le contrat d'assurance sur la vie une libéralité. Or, le Code civil nous dit dans l'article 1096 que : « Toutes donations entre époux, pendant le mariage, quoique qualifiées entre vifs, seront toujours révocables. La révocation pourra être faite par la femme sans l'autorisation de son mari ».

Nous devons donc appliquer cette règle et déclarer que dans ce cas l'acceptation ne produira pas un effet irrévocable. Nous pouvons en tirer cette conséquence que bien que la femme ait accepté le contrat d'assurance, le mari pourra postérieurement à cette acceptation changer de bénéficiaire et, par exemple, déléguer le capital souscrit, même sans le consentement de sa femme, à un de ses créanciers en garantie d'une dette.

C'est d'ailleurs en ce sens que statue la jurisprudence :

« Attendu, dit un arrêt de la Cour d'Orléans du 17 janvier 1894 (1), que l'assurance dont un tiers doit profiter, constitue un acte de libéralité au point de vue du bénéficiaire, puisqu'il reçoit un avantage sans rien donner en échange... qu'il est inutile d'examiner la question de savoir si la femme aurait accepté la libéralité dont il s'agit ; qu'en effet, en admettant même qu'elle eût valablement accepté l'assurance faite à l'origine à son profit, le mari ne conservait pas moins le droit de la transférer à un autre bénéficiaire puisqu'aux termes de l'art. 1096 du Code civil, les donations faites entre époux pendant le mariage sont toujours révocables. »

Ajoutons que c'est à l'égard des époux seuls, que

(1) Rép. Defrénois 1894, p. 220.

dans ce cas l'acceptation n'est pas définitive, mais que des tiers ne pourraient pas opposer cet article 1096. A leurs yeux, l'acceptation est parfaitement irrévocable et par exemple le syndic d'une faillite ne pourrait pas demander le rapport de cette assurance à la masse de la faillite alors même que l'acceptation de la femme eût eu lieu pendant la période de cessation des paiements. Mais que se passera-t-il à la mort de l'assuré, si son conjoint a accepté durant le mariage ?

A ce moment, les raisons qui empêchaient l'acceptation d'être irrévocable disparaissent. En effet, par la mort de l'assuré le mariage est dissous et l'art. 1096 ne peut plus s'appliquer.

Si la femme n'a pas accepté du vivant de son conjoint elle pourra, comme tout tiers, accepter après sa mort, et cette acceptation rétroagira au jour de la souscription de la police. Par conséquent la femme sera censée avoir toujours eu un droit personnel et direct au montant du capital de l'assurance. D'ailleurs la jurisprudence déclare que les héritiers ne peuvent pas empêcher cette acceptation « post mortem ».

Nous savons déjà que ce n'est pas cette solution qu'adopte le projet de loi sur les assurances.

Nous pensons de plus que cette acceptation produira son effet même si l'époux assuré meurt en état de cessation de paiements ou si avant l'acceptation, un créancier de l'assuré fait une saisie-arrêt. En effet, depuis le fameux arrêt de la Cour de cassation du 29 juin 1896, l'on reconnaît que le capital d'une assurance souscrite au profit d'un tiers déterminé n'est jamais entré dans le patrimoine du créancier et que, par conséquent elle n'a jamais pu servir de gage à ses créanciers.

CHAPITRE IV

DE L'ASSURANCE

contractée par le mari au profit de sa femme
sous le régime de communauté légale

SECTION I.

Droit propre et personnel de la femme.

Nous avons vu que le contrat d'assurance sur la vie passé au profit d'un tiers déterminé avait pour résultat de donner à ce tiers un droit personnel et direct au capital assuré. En est-il de même quand l'assuré est le mari, et le bénéficiaire la femme ? Si on admet facilement que vis-à-vis de la compagnie la femme est la seule créancière et qu'en payant le capital souscrit, la Compagnie sera définitivement déchargée, il n'en est plus de même dans ses rapports avec son mari et la communauté.

Conservera-t-elle pour elle et comme propre le bénéfice de l'assurance ou le verra-t-elle attribué à la communauté ? C'est là une question qui fut fort controversée et si la jurisprudence est aujourd'hui bien convaincue du droit propre de la femme, il se rencontre encore des hésitations et des résistances dans la doctrine.

Et cependant il y a un grand intérêt pour la femme à ce qu'on lui accorde un droit propre ! En effet, si elle accepte la communauté, elle touchera tout le produit de l'assurance au lieu d'en toucher la moitié, si elle

renonce à la communauté, elle conservera quand même tout le capital souscrit et enfin dans aucun cas elle ne subira le concours des créanciers et des héritiers du mari.

D'un autre côté, il est évident que le mari avait bien l'intention en souscrivant cette assurance d'en constituer un propre à sa femme afin qu'elle soit à l'abri du besoin pendant son veuvage et qu'elle puisse continuer à tenir son rang et élever dignement sa famille.

Cette intention du mari peut-elle se réaliser dans l'état actuel de notre droit ?

La grande objection que l'on fait à cette réalisation des intentions du mari vient des art. 1401 et 1395 du Code civil. Le premier déclare « que la communauté « se compose activement de tout le mobilier que les « époux possédaient au jour de la célébration du mariage, ensemble de tout le mobilier qui leur échoit « pendant le mariage à titre de succession ou même de « donation, si le donateur n'a exprimé le contraire ». Quant au second, il décide que « les conventions matrimoniales ne peuvent recevoir aucun changement « après la célébration du mariage ». Comment faire pour écarter l'application de ces deux articles, car si l'on songe à éviter l'art. 1401 grâce à la fin de son dispositif « si le donateur n'a exprimé le contraire », l'on tombe immédiatement sous le coup de l'art. 1395 qui ne peut supporter aucune modification dans les conventions matrimoniales et qui ne peut permettre qu'avec des biens communs le mari constitue un propre à sa femme.

Pour écarter l'application de ces deux articles et arriver à la solution souhaitée, plusieurs systèmes ont été proposés. Nous pouvons les répartir en plusieurs groupes.

Le premier groupe, dont les représentants les plus autorisés sont MM. Lefort et Dunaime voient la solution du problème dans ce moyen :

Le capital entre dans la communauté mais en sort aussitôt pour constituer une donation par le mari à la femme, donation permise par l'art. 1422 du Code civil qui donne le droit au mari de disposer des effets mobiliers à titre gratuit et particulier au profit de toutes personnes. Avec ce système, la femme, disent ces auteurs, recueillera le profit de l'assurance, tantôt par donation de tout le capital, tantôt par donation de la moitié de ce même capital. « Refuser à la femme d'acquiescer « jure proprio », dit M. Lefort (1), c'est supprimer la disposition du Code civil qui permet au mari de disposer au profit de sa femme pendant le mariage des effets mobiliers de la communauté. Le mari a le droit, pendant le cours du mariage, de prendre des valeurs de la communauté dans la limite de son droit de copropriété et d'en gratifier un tiers ; on ne voit pas pour quel motif la femme pourrait être moins bien traitée. »

Par conséquent, en appliquant ce système, l'on décidera que si la femme accepte la communauté, elle recueillera la moitié du capital souscrit comme donataire de son mari et l'autre moitié comme propriétaire des biens de la communauté. Si elle y renonce, elle acquerra le tout à titre de donataire de son mari.

Un arrêt de la Cour de cassation du 2 mars 1881 (2) a statué dans ce sens en décidant que « l'assuré qui stipule une somme payable à son décès à sa veuve ac-

(1) Lefort, op. cit., tome II, p. 360.

(2) S. 1881, 1, 145.

« quiert d'abord pour lui-même, puis transmet à sa femme à titre de donation, conformément au principe des art. 1121 et 1973 du Code civil, le droit « au capital assuré ».

Un des inconvénients de cette théorie, c'est de croire que l'art. 1401, pour être écarté, exige une stipulation expresse du donateur, déclarant qu'il ne veut pas que le bien donné entre en communauté. Or, comme en assurance-vie cette stipulation expresse n'existe jamais, les partisans de ce système déclarent ne pas pouvoir écarter l'art. 1401 et ils arrivent ainsi à ne pas permettre au souscripteur de l'assurance de réaliser le but qu'il poursuivait.

En effet, d'après cette théorie, le capital assuré est entré dans le patrimoine commun, pour en sortir immédiatement sans doute, mais il y a séjourné, fût-ce un instant de raison, et ce séjour si court qu'il eût été, suffit pour décider que, dans ce cas, les créanciers ont le droit au capital assuré et que les héritiers du stipulant pourront exiger le rapport de la moitié du capital souscrit. Enfin, avec ce système, si l'on arrive à ne pas tomber sous le coup de l'art. 1401, comment éviter l'art. 1395 ?

Si les primes avaient été payées sur les propres du mari avec l'intention de constituer un propre au bénéficiaire, il n'y aurait pas de difficultés, car l'art. 1395 lui-même nous donnerait raison, et s'il interdit de transformer un bien commun en bien propre, il interdit de la même manière de transformer un bien propre en bien commun et par conséquent le bénéfice acquis au moyen d'un propre ne pourrait pas tomber en communauté, mais cette hypothèse sera très rare et bien plus souvent les primes seront prélevées sur les deniers communs. Alors que répondre ?

M. Bedarrides, dans des conclusions qu'il développait devant la Cour de cassation (1), a essayé d'écarter l'art. 1395 en déclarant qu'il estimait « que les conventions matrimoniales ne sont pas modifiées par le « contrat intervenu entre les époux, car rien ne s'op-
« pose, sous les régimes de communauté, à ce que des
« propres soient constitués aux époux avec des deniers
« communs, sauf récompense. » Et à l'appui de sa thèse, il citait l'art. 1437 du Code civil qui déclare que :
« Toutes les fois qu'il est pris sur la communauté une
« somme, soit pour acquitter les dettes ou charges per-
« sonnelles à l'un des époux, telles que le prix ou la
« partie du prix d'un immeuble à lui propre ou le
« rachat de services fonciers, soit pour le recouvrement,
« la conservation ou l'amélioration de ses biens person-
« nels et généralement toutes les fois que l'un des deux
« époux a tiré un profit personnel des biens de la com-
« munauté, il en doit la récompense. » Suivant M. Bedarrides, les cas indiqués par cet article ne sont pas limitatifs et d'après la généralité même des termes de la fin de cet article, l'on peut conclure qu'il existe d'autres cas et, parmi eux, il range le bénéfice d'une assurance contractée par son conjoint à son profit.

A notre avis, cette théorie n'est pas soutenable et pour le démontrer, nous tirons argument d'abord de la place occupée par l'art. 1437. Il fait partie en effet d'une section où l'on étudie : les effets des actes de l'un ou l'autre époux, relativement à la société conjugale ; si l'on parle dans cette section des récompenses, on ne fait pas du tout allusion à l'autorisation pour les époux de puiser selon leur gré dans la caisse commune pour

(1) D. 1877, 1, 243.

leur profit personnel. De plus, si dans la partie finale de sa rédaction, notre article offre une certaine généralité, il faut encore, pour admettre de nouveaux cas, s'en rapporter un peu à son contexte. Or, dans l'article on n'envisage que des cas de sommes prises sur la communauté dans l'intérêt de biens propres préexistants et l'assurance-vie constitue pour la femme une acquisition nouvelle. Il nous semble donc que l'extension proposée est quelque peu audacieuse. Comme le dit très bien M. Labbé dans une note du Sirey (1) : « Les époux
« ne peuvent pas faire pour eux un contrat, principe
« d'une acquisition nouvelle ; ils ne peuvent arbitraire-
« ment se créer des propres, acheter avec des biens
« communs des biens propres à l'un d'eux, sauf récom-
« pense à la communauté. » Admettre une telle théorie, ce serait laisser la porte ouverte à toutes les violations possibles de l'art. 1395 ; aussi déclarons-nous l'écarter complètement.

Un autre groupe d'auteurs et quelques arrêts tiennent, pour expliquer le droit direct et personnel de la femme, le raisonnement suivant : « Le droit de la fem-
« me à l'assurance, disent-ils, ne peut entrer en com-
« munité, car il ne prend naissance qu'après la disso-
« lution de celle-ci. » MM. Baudry-Lacantinerie et Thaller sont les plus éminents représentants de cette théorie.

Nous avons déjà eu l'occasion dans notre première partie d'examiner la théorie de M. Thaller et nous l'avons repoussée parce qu'elle n'était pas assez favorable au droit du tiers bénéficiaire.

(1) S. 1875, 1, 393.

« Ne serait-il pas exact de penser, dit M. Baudry-Lacantinerie (1), que le droit de créance pour le bénéficiaire ne prend pas naissance pendant le mariage, mais seulement à une époque où il n'y a plus de communauté, c'est-à-dire au décès du stipulant. »

Cette théorie a le mérite de respecter l'art. 1395 du Code civil. En effet, le droit de la femme prenant naissance après la dissolution de la communauté n'a pu modifier les conventions matrimoniales.

Mais elle nous paraît reposer sur une confusion entre le droit au capital assuré et le capital lui-même. Et de plus elle est en complète contradiction avec la solution de la jurisprudence d'après laquelle la stipulation faite par le mari en faveur de la femme fait naître au profit de celle-ci un droit au capital assuré dès le jour de la formation du contrat.

Sans doute, nous admettons facilement que le paiement du capital souscrit est subordonné à l'échéance d'un terme (la mort du mari avant la femme) ou si l'on veut à une double condition : le prédécès du mari et le maintien par celui-ci de l'assurance.

Or, si l'on admet qu'il y a terme, l'art. 1185 nous déclare formellement que le terme « ne suspend point l'engagement dont il retarde seulement l'exécution ». Si, au contraire, l'on admet qu'il y a condition, l'article 1179 nous déclare que « la condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'engagement est contracté. » Jusqu'à ce moment, ici la mort du mari et le maintien de l'assurance, il n'y a aucune obligation, il n'est rien dû « sed spes est debitum iri. » D'un côté comme de l'autre, le contrat existera ou sera censé exister dès l'origine et par conséquent sera en butte à l'art. 1395.

(1) Baudry, Le Courtois et Surville, op. cit., t. I, p. 227.

Frappés de ces objections, un certain nombre des partisans de ce système se sont rejetés dans la théorie de l'assurance-indemnité, théorie que nous avons réfutée dans un de nos précédents chapitres. Le mari est un capital pour la femme, puisque c'est grâce à son travail qu'elle peut vivre, sa mort lui fait subir un préjudice contre lequel il s'était assuré et la somme d'argent payée par la Compagnie n'est que le montant de l'indemnité pour le cas où le dommage assuré serait subi. Il est évident qu'avec cette théorie, le droit à la somme ne naît qu'avec le préjudice, et comme ce préjudice (la mort du mari) est en même temps le signal de la dissolution de la communauté, l'art. 1395 n'a pas pu être violé. La mort du mari n'est donc plus la condition ou le terme de l'obligation, c'est un élément essentiel du contrat.

Sans revenir sur les reproches que nous avons déjà faits à la théorie de l'assurance-indemnité, nous tenons à faire remarquer que si l'on adoptait cette théorie, il n'y aurait plus aucune sécurité dans les rapports de l'assuré et de la Compagnie, car l'un et l'autre seraient toujours libres de se retirer, puisqu'il n'y aurait pas de contrat. Comme le dit très bien M. Cailteaux (1) :
« On oublie que cette mort prématurée n'est qu'un
« fait ; or un fait ne peut donner naissance à une obli-
« gation, il peut seulement intervenir comme moda-
« lité. Quelle peut donc être dans notre contrat la
« cause de l'obligation de la Compagnie ? C'est un
« contrat synallagmatique ; la seule cause possible est
« l'obligation à laquelle s'est soumis l'assuré de payer
« les primes. »

(1) Thèse, 1905, Paris, p. 97.

Par conséquent, les explications de ce second groupe de systèmes qui essaient d'écarter l'application des art. 1401 et 1395 en déclarant que le droit de la femme ne naît qu'à la dissolution de la communauté, ne nous satisfait pas plus que l'explication donnée par le premier groupe qui faisait rentrer le capital souscrit dans la communauté pour l'en faire sortir immédiatement par une donation du mari au profit de la femme.

Un troisième groupe de systèmes tâche d'esquiver les art. 1401 et 1395 en faisant rentrer le bénéfice de l'assurance dans une exception à la règle qui veut que toutes les acquisitions mobilières faites par les époux après la célébration du mariage tombent en communauté. Voyons donc quelles sont ces exceptions. D'après MM. Aubry et Rau (1), la règle d'après laquelle le mobilier présent et futur des époux entre dans la communauté souffre exception en ce qui concerne :

1° Les traitements, donations, pensions ou rentes, que la loi déclare incessibles et insaisissables.

2° Les objets mobiliers donnés ou légués à l'un des époux, avant ou pendant le mariage, sous la condition qu'ils n'entreront point en communauté.

3° Les choses ou valeurs mobilières substituées pendant le mariage aux propres de l'un des conjoints.

4° Les objets mobiliers, autres que les fruits, qui, durant le mariage, sont tirés d'un immeuble propre à l'un des époux ou qui lui sont attribués en sa qualité de propriétaire d'un pareil immeuble.

D'après les auteurs à qui nous empruntons cette liste :
« Les objets mobiliers qui se trouvent exceptionnelle-

(1) Aubry et Rau, V, § 507, p. 287.

« ment exclus de la communauté forment, en principe,
« pour l'époux auquel ils sont réservés, de véritables
« propres, en ce sens que cet époux en conserve la pro-
« priété, et que son droit ne se réduit pas à une simple
« créance en reprise de leur valeur. »

Et tous les systèmes de ce groupe cherchent à faire rentrer l'assurance-vie dans l'une ou l'autre de ces exceptions.

Les uns, tel M. Clément (1), font entrer le bénéfice de l'assurance parmi l'exception formée par les rentes ou pensions que la loi déclare incessibles et insaisissables, parce que, dit-il, l'assurance sur la vie au profit de la femme a un caractère alimentaire.

D'autres (2) reprenant sous une autre forme la théorie de l'assurance-indemnité, considèrent l'indemnité de l'assurance comme subrogée à la vie du souscripteur. L'homme est un capital, disent-ils, et ce capital est un propre, la somme versée par la Compagnie doit donc être un propre. Sans doute, si cette théorie pouvait être acceptée, le capital de l'assurance serait bien un propre, mais il ne remplirait pas encore les conditions voulues, car au lieu d'être propre du patrimoine de la femme il serait propre dans le patrimoine du mari.

Dans le *Journal des Assurances*, M. Dubois (3), toujours en s'appuyant sur la théorie de l'assurance-indemnité, ce qui nous dispensera d'une réfutation plus longue, compare le mari à un bâtiment assuré par la femme et qui serait détruit par un incendie. La compa-

(1) Thèse, p. 82.

(2) Mornard. De la nature de l'assurance sur la vie, p. 258.

(3) J. Ass. 1886, p. 227, 489, 529, 547.

gnie paierait à la femme l'indemnité du sinistre et cette indemnité représentant un propre de la femme, serait elle-même un propre de la femme.

Quant à nous, nous nous rallions bien volontiers à un système de ce troisième groupe, à celui qui enseigne que l'assurance-vie est une exception rentrant dans l'ensemble des objets donnés ou légués à l'un des époux avant ou pendant le mariage, à condition qu'ils n'entrent point en communauté.

Nous savons que d'après l'art. 1422, le mari peut à certaines conditions disposer gratuitement des biens de la communauté. D'autre part, s'il est évident que la première partie de l'art. 1401 est formelle et que si elle ne comportait la restriction « si le donateur n'a exprimé le contraire », nous serions obligés de laisser entrer le capital souscrit dans la communauté, il est certain que cette restriction nous permet d'échapper à la règle générale.

Nous avons vu tout à l'heure que dans le premier groupe de systèmes, l'on professait qu'il fallait pour appliquer cette restriction la volonté formellement exprimée du donateur. Nous ne le croyons pas, sans doute il ne faudra pas se contenter d'une stipulation équivoque, mais il nous semble que quand nous ne pouvons pas nous méprendre sur l'intention du donateur, nous ne devons pas hésiter à appliquer la dernière phrase du 1^o de l'art. 1401 et décider que le bien donné n'entre pas en communauté. Or, dans le cas d'assurance-vie, il nous semble que l'intention du mari souscripteur est parfaitement connue : ce qu'il a voulu, c'est venir à l'aide de sa femme dans les dépenses qu'en-

traînera son veuvage, c'est que, grâce à l'assurance, elle puisse continuer à tenir son rang dans la société, et élever dignement leurs enfants communs.

Mais, nous dira-t-on, la disposition finale de l'art. 1401-1° s'applique bien vis-à-vis des tiers mais non entre les époux. En effet, si l'on permet à un époux de constituer un propre à son conjoint en lui faisant une libéralité prise sur les biens communs, c'est lui permettre de modifier les conventions matrimoniales, c'est violer l'art. 1395.

Nous ne le croyons pas. En effet, la loi ne fait aucune distinction. Elle parle du donateur, sans y ajouter aucune modalité. D'ailleurs, prétendre que l'art. 1401 s'applique aux tiers et non aux époux nous paraît bien illogique. La vérité c'est que l'art. 1395, qui pose le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, s'impose à tous, aux tiers comme aux époux, c'est là une règle absolue, ni les uns ni les autres ne pourront y déroger que s'ils ont, pour se couvrir, un autre texte aussi formel les y autorisant. Or, dans le cas, ce texte, c'est la disposition finale de l'art. 1401 qui permet au mari d'attribuer le capital assuré à sa femme à titre de propre tout comme il pourrait le faire entrer dans le patrimoine d'un tiers.

Cependant des objections nous sont faites, toujours au nom de cet art. 1395 qui est basé sur des raisons d'ordre public. Voyons quelles sont ces raisons :

Une première opinion a vu dans cet article la consécration de la règle de la révocabilité des donations entre époux : des époux qui auraient voulu se faire une donation irrévocable l'auraient faite en modifiant leurs conventions matrimoniales et alors, le consentement des deux époux étant nécessaire pour une nouvelle mo-

dification, l'époux donataire n'aurait pas été à la merci d'une révocation que son conjoint donateur aurait faite sans qu'il s'en doute.

C'est peut-être là une des raisons de notre art. 1395, mais certes ce n'est pas la principale. La règle de l'immutabilité des conventions matrimoniales a surtout été faite dans l'intérêt : 1° des conjoints et surtout de la femme soumise à l'influence de son mari, influence dont celui-ci aurait pu profiter pour lui faire faire des modifications désavantageuses pour elle ; 2° des enfants dont l'avenir aurait pu être compromis par des conventions malheureuses passées par des parents inexpérimentés ou malintentionnés ; 3° des tiers, à qui des changements trop fréquents dans la composition des divers patrimoines des époux, n'auraient pu qu'être préjudiciables et enlever toute sécurité dans les affaires.

Or dans le cas d'assurance-vie les intérêts de ces trois sortes de personnes sont entièrement sauvegardés.

Entre conjoints d'abord. Certainement la femme ne sera pas à plaindre de se voir attribuer ainsi le bénéfice de l'assurance. Et si le mari trouve qu'il a été trop généreux, il pourra toujours la révoquer, soit en appliquant les règles propres à l'assurance-vie, soit en invoquant l'art 1096 du Code civil.

Les enfants ? Si le bénéfice est assuré à des tiers, ils ne pourront se plaindre, sauf à demander la réduction à la quotité disponible suivant les règles que nous indiquerons plus tard. Encore moins, s'il est attribué à leur mère, car à la mort de celle-ci, ils auront grande chance de le recueillir, ce qui ne serait pas arrivé dans le premier cas.

Quant aux tiers, quel intérêt auraient-ils pour se trouver lésés en cas d'attribution du bénéfice de l'assu-

rance à la femme, alors qu'ils ne sont pas considérés comme lésés par l'attribution de ce même bénéfice à des tiers ?

Mais, le raisonnement que nous venons de tenir, peut paraître un peu audacieux, car avec une telle manière de faire, l'on risque de tomber facilement dans l'arbitraire, aussi voulons-nous essayer d'étayer d'une autre manière notre théorie.

Dans certains cas, nous le savons, la loi écarte elle-même l'application de l'art. 1395. C'est ainsi que dans des cas, qui n'offrent aucune analogie avec notre hypothèse, les art. 1437 et 1595 du Code civil dérogent formellement au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales. Le premier en décidant que dans certains cas il y aura lieu à récompense, autorise par là même, l'emploi de biens communs au profit du patrimoine propre des conjoints ; le second en permettant au mari qui a aliéné un immeuble de sa femme, de céder à sa femme un de ses biens propres ou même un bien commun quand le emploi est stipulé dans le contrat de mariage.

Ces deux cas sont étrangers à notre matière, c'est entendu, cela n'empêche pas qu'ils constituent néanmoins une dérogation à l'art. 1395 et que si nous trouvons une exception rentrant dans notre matière, nous pourrions considérer notre opinion comme complètement fondée. Or, cette exception nous la trouvons dans l'art. 1422 du Code civil qui permet au mari de disposer à titre gratuit des biens mobiliers compris dans la communauté, à condition qu'il ne fasse pas une donation à titre universel et qu'il ne s'en réserve pas le droit à l'usufruit. L'article dit « au profit de toutes personnes », par conséquent nous devons ad-

mettre ce droit du mari aussi bien au profit de la femme qu'au profit de tiers quelconques. Si les auteurs du Code avaient voulu faire une distinction, décider par exemple que cette règle ne s'appliquait pas dans les rapports entre les époux, ils auraient employé une autre formule et ne se seraient pas servis d'une phrase aussi générale que celle « au profit de toutes personnes ». Aussi croyons-nous que c'est avec raison qu'un grand nombre d'auteurs et la jurisprudence déclarent que le mari a le droit de disposer des biens de la communauté à titre gratuit aussi bien au profit de sa femme qu'au profit d'autrui. Et nous lui reconnaitrons le droit d'attribuer à titre de propres, les biens dont il dispose ainsi, à sa femme, car décider que ces biens rentreront dans le patrimoine de la communauté ne nous semble guère logique et nous paraît « reprendre d'une main ce que l'on donne de l'autre ».

En résumé, nous admettons que dans l'état actuel du droit français, l'intention du mari titulaire d'une police d'assurance sur la vie souscrite au profit de sa femme, peut parfaitement être remplie, en ce sens qu'une telle stipulation créera au profit de la femme bénéficiaire un droit direct et personnel au capital assuré et que la femme acquerra ce capital à titre de propre.

C'est d'ailleurs le résultat auquel est arrivée depuis longtemps la jurisprudence. C'est déjà ce que décidait la Cour de Nancy dans un arrêt du 21 janvier 1882 (1), dont un attendu est ainsi rédigé : « Attendu que dans « ses conclusions, la dame Billet (femme bénéficiaire), « reconnaît elle-même avoir reçu et accepté de son

(1) R. N. et E. 1882. p. 764.

« mari, sous une condition qui, s'étant réalisée, a
 « rétroagi au jour de chaque contrat, la créance résulte
 « tant de la souscription de l'assurance qu'elle recon-
 « naît également tenir de lui, cette créance à titre
 « gratuit et par conséquent en qualité de propre. »

C'est encore cette théorie qu'adoptait la Cour de
 Douai, le 16 janvier 1897 (1), en décidant : « Que si,
 « en principe, il ne peut être, pendant la durée de la
 « communauté, constitué aucun propre en dehors des
 « stipulations du contrat de mariage, le mari a cepen-
 « dant la faculté de le faire au profit de sa femme, à
 « l'effet, d'abord de la remplir de deniers à elle propres
 « entrés dans la communauté, sauf récompense (art.
 « 1595 C. civil), ou bien encore, en disposant en sa
 « faveur des effets mobiliers de la communauté comme
 « au profit de toute autre personne (art. 1422).

« Que Toulet (le mari)..... a stipulé pour sa femme
 « seule le bénéfice de l'assurance, à l'exclusion de la
 « communauté, s'il venait à prédécéder.

« Que cette stipulation a eu pour effet... de créer au
 « profit de la dame Toulet, un droit de créance contre
 « elle (la Compagnie).

« Que ce droit lui est personnel, ne repose que sur
 « sa tête et ne constitue pas une valeur commune. »

C'est encore ce que décide un arrêt de la Cour de
 Nancy du 16 mars 1901 (2). « Attendu, dit l'arrêt,
 « qu'en contractant une police d'assurance stipulant
 « qu'un capital de 50.000 francs serait payé à son
 « épouse après son décès, Schukraft (le mari) a consti-
 « tué un bien propre, dont il l'a faite donataire. »

(1) R. N. et E., 1897, p. 740.

(2) Rép. Def. 1901, p. 417.

Enfin, nous citerons encore un jugement du Tribunal d'Auxerre du 25 mars 1908 (1), adoptant lui aussi cette théorie en déclarant « que ce droit de la veuve « (droit au capital souscrit), lui est personnel, ne repose que sur sa tête et ne constitue pas une valeur « de succession. »

Le vote du projet de loi mettra ici encore fin à toute controverse dans la doctrine en adoptant la solution de la jurisprudence. C'est ainsi que le 1^{er} alinéa de l'art. 63 déclare que « le bénéfice de l'assurance contractée par « un époux commun en biens en faveur de son conjoint, « constitue un propre pour celui-ci. » Et dans son exposé des motifs, M. Lyon-Caen explique aussi cette solution : « Les biens mobiliers acquis aux époux font « partie de l'actif commun, mais à cette règle une « exception est faite pour les biens donnés à un conjoint sous la condition qu'ils lui demeureront propres (art. 1401 — 1^o C. civil). On peut admettre « qu'il en est ainsi des droits acquis à un conjoint en « vertu d'une assurance sur la vie faite à son profit s'il « résulte des circonstances que l'intention de l'assuré a « été de faire du droit au capital assuré un propre. « Cette intention est rendue évidente par la désignation même du conjoint comme bénéficiaire déterminé. »

(1) Rép. Def. 1908, p. 699.

SECTION II

Récompense.

Nous venons de voir que la femme a un droit propre et personnel sur le bénéfice de l'assurance contractée par son mari en sa faveur ; nous venons d'indiquer quelles raisons nous faisaient déclarer que le capital souscrit lui appartenait en propre. Nous allons maintenant examiner si la femme ne doit pas une récompense à la communauté à l'occasion de cette attribution. La théorie des récompenses repose sur la division tripartite des biens des époux : patrimoine du mari, patrimoine de la femme, patrimoine de la communauté, et de la règle qui veut qu'aucun de ces patrimoines ne s'enrichisse au détriment d'un autre. Si cela arrive, l'on décide que le patrimoine appauvri doit être indemnisé par le patrimoine enrichi et l'indemnité versée par celui-ci à celui-là prend le nom de récompense.

Le principe de cette théorie des récompenses est écrit dans l'art. 1437 du Code civil en ces termes « et « généralement toutes les fois que l'un des deux époux « a tiré un profit personnel des biens de la communauté, il en doit la récompense. »

Pour éviter de nous lancer dans des discussions vagues, nous croyons nécessaire de rappeler et de préciser les raisons de cette théorie des récompenses. Voici comment M. Planiol les résume (1) : « Il faut éviter « tout enrichissement de l'un des époux aux dépens de « l'autre qui se fait par voie oblique et qui est souvent

(1) Planiol, op. cit., III, p. 168.

« involontaire. Si les époux veulent se faire des libéralités, qu'ils les fassent ouvertement, puisque la loi le leur permet : ce qui aura pour eux l'avantage de leur assurer l'exercice de leur droit de révocation.

« Il faut faire respecter l'immutabilité des conventions matrimoniales, car la composition des patrimoines propres et du patrimoine commun a été arrêtée par le contrat de mariage et ne peut plus être modifiée. Toutes les fois qu'une valeur sort de l'un de ces patrimoines pour entrer dans l'un des deux autres, elle doit y être remplacée par équivalent. Et cela donne la raison d'être d'une manière générale pour toute espèce de récompense. »

Or, en cas d'assurance-vie, il ressort clairement qu'un patrimoine s'est appauvri, celui de la communauté, et qu'un autre, celui de la femme, s'est enrichi ; au premier abord, il semble donc que la théorie des récompenses doit trouver ici son application et que la femme donne une récompense à la communauté. Nous ne le croyons pas, mais avant d'indiquer les raisons qui nous font rejeter toute récompense, nous devons exposer les diverses théories qui se sont produites à cette occasion.

Une première théorie, qui se recrute principalement parmi les auteurs qui voient dans le capital assuré l'objet de la libéralité, déclare que la femme doit récompense à la communauté de tout le capital assuré. Le patrimoine enrichi, disent-ils, doit récompense au patrimoine appauvri du montant intégral de son appauvrissement. Or, le montant de cet appauvrissement, ce n'est pas le montant des primes versées par la communauté, c'est le manque à gagner, c'est-à-dire le montant du capital souscrit qui serait venu augmenter l'actif de la communauté si la femme n'en avait

pas été déclarée bénéficiaire. Sans vouloir insister longtemps sur l'illogisme de cette doctrine qui d'un côté déclare la femme donataire du capital assuré et de l'autre le fait rentrer tout entier dans la communauté, pour arriver par conséquent à n'attribuer que la moitié à cette femme, il nous semble que de plus elle est contredite par la règle fondamentale des récompenses qui déclare avec l'art. 1436 que quand un immeuble propre a été vendu et que la communauté en a reçu le prix, « 1^{re} « récompense n'en a lieu que sur le pied de la vente, « quelque allégation qui soit faite touchant la valeur de « l'immeuble aliéné. » Par conséquent, ce qui doit servir de base pour le montant de la récompense, ce n'est pas la valeur que l'on peut alléguer, c'est-à-dire le capital assuré, mais la valeur de ce que l'on a fourni, c'est-à-dire les primes versées. Nous ajouterons d'ailleurs que cette théorie est abandonnée depuis longtemps.

Une autre théorie, plus juridique et dont MM. Labbé et Baudry-Lacantinerie sont les représentants les plus autorisés, déclare que la récompense doit consister dans le montant des primes. « La restitution des primes « à la fortune de celui qui les a payées est, dit M. « Labbé (1), contestée, et nous l'avouons, contesta- « ble. Mais elle nous paraît ici une condition nécessaire « de la légalité de l'opération. Elle est le respect du « principe que nous tournons, que nous ne violons pas : « ce qui vient de la communauté retourne à la communauté. »

Et en effet, disent les partisans de cette théorie, des primes ont été prises sur les revenus de la commu-

(1) Note au Sirey, 91, 2, 105.

nauté, elles ont donc appauvri ce patrimoine et ces primes à quoi ont-elles été employées ? à créer en dehors de la communauté et au profit du patrimoine de la femme une créance qui a enrichi ce patrimoine. Par conséquent, la femme doit récompense à la communauté de toutes ces primes versées en son acquit, même si ces primes dépassent, ce qui arrivera toutes les fois que l'assuré aura atteint un certain âge, le montant du capital souscrit. M. Baudry-Lacantinerie (1), lui, fait une distinction. Il admet que le montant de la récompense doit être calculé d'après les primes versées. « L'art. 1437 exige qu'une récompense soit payée dans « tous les cas où la communauté a fait un déboursé « dont l'un des époux a tiré un profit personnel, peu « importe que l'assurance ait été contractée dans l'intérêt du survivant des conjoints, ou dans celui de tel « époux et de ses héritiers. La femme, dans l'intérêt « de laquelle l'assurance a été contractée par son mari, « devra, notamment, une récompense à la communauté, à moins cependant qu'elle n'en ait été dispensée expressément ou tacitement. »

Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette fin de phrase, pour le moment retenons que, lui aussi, M. Baudry-Lacantinerie est partisan en principe de la récompense de toutes les primes, cependant, il y apporte une restriction : « Nous dirons que cette récompense ne doit pas dépasser les sommes déboursées « par la communauté, quel que soit le profit retiré par « l'époux survivant. Si la communauté n'a payé que « 3.000 francs de primes pour un capital de 100.000 « francs exigible de suite, l'époux ne devra donc indem-

(1) Baudry-Lacantinerie, Courtois et Surville, I, § 853.

« niser la communauté que jusqu'à concurrence de
« 3.000 francs. Mais, d'autre part, si, par extraordi-
« naire, les primes se trouvaient supérieures à l'émo-
« lument procuré par l'assurance au survivant, celui-ci
« ne devrait récompense que jusqu'à concurrence du
« profit retiré (art. 1437). »

M. Baudry distingue donc suivant que le montant des primes versées est supérieur ou non au montant du bénéfice de l'assurance et il décide que l'époux gratifié ne devra jamais récompense que du montant de la plus faible des deux sommes. L'on peut concevoir facilement cette distinction : si le bénéficiaire de l'assurance doit récompense de tout ce qui a causé son enrichissement, on ne peut cependant l'obliger à faire récompense d'une somme supérieure à cet enrichissement, chose qui arriverait si on ne limitait pas le montant de ces récompenses de la manière dont l'a limité M. Baudry Lacantinerie.

Cette théorie est souvent admise avec une variante : La femme doit récompense des primes, disent un certain nombre d'auteurs, entre autres M. Caequeray (1), mais seulement des primes qui ont été prises sur le capital. Nous avons déjà développé cette théorie dans le chapitre où nous avons recherché quel était l'objet de la libéralité et nous avons déclaré alors que si la libéralité consistait bien dans le versement des primes, il n'en fallait pas moins admettre que quand ces primes étaient modiques, qu'elles étaient uniquement prises sur le capital, il fallait les assimiler aux menues libéralités et aux cadeaux d'usage dont parlait l'art. 852 du Code civil et les dispenser de tout rapport et de toute réduction.

(1) Revue pratique, tome XVI, p. 201.

Un certain nombre d'auteurs répètent à propos des récompenses le même raisonnement et ils déclarent qu'ici aussi, le mari en payant des primes modiques qu'il peut facilement et sans aucune gêne prélever sur les bénéfices de la communauté, n'a pas appauvri cette communauté, que d'une façon ou d'une autre, l'argent employé à payer les primes aurait été dépensé en voyages, en distractions quelconques ou même en amélioration du bien-être du ménage, en un mot et pour répéter une vieille expression latine que nous avons déjà eu l'occasion de rappeler, que cet argent aurait été dépensé par ses propriétaires « *lautius vixissent* ». Et continuant leur raisonnement, ils disent : puisque cet argent aurait été dépensé d'une manière ou d'une autre, son emploi en paiement des primes d'une police d'assurance n'a pu appauvrir le patrimoine de la communauté d'où il est sorti. Sans doute, le patrimoine de la femme s'est enrichi de toute l'importance du capital assuré, mais puisque l'on ne peut pas considérer cet enrichissement comme causant un appauvrissement d'un autre patrimoine, l'on doit donc dispenser la femme de toute récompense.

Par conséquent, il faudra distinguer le cas où les primes qui ont été versées par le souscripteur de l'assurance ont pu être prélevées facilement sur les revenus et alors il faudra dispenser la femme de toute récompense, de celui où au contraire les primes dépassent manifestement les ressources de la communauté ou même où les primes tout en ne dépassant pas la quotité des revenus, ne peuvent que difficilement être prélevées sur ces revenus et n'offrent plus aucune analogie avec les libéralités de l'art. 852 du Code civil, dans ce cas, il faudra exiger une récompense du béné-

ficiaire. Le grand défaut de ce système, c'est de laisser un peu trop la place à l'arbitraire et de laisser les juges du fait, souverains appréciateurs, pour décider si oui ou non il devra y avoir lieu à récompense. C'est pourtant ce système que nous avons préconisé dans le chapitre II de notre deuxième partie, p. 69 et s. Nous l'adopterons encore tout à l'heure en discutant le montant du rapport et cependant ici nous croyons que nous pouvons encore aller plus loin et déclarer qu'il n'y a jamais lieu à récompense.

C'est cette théorie qui est admise dans le projet de loi (art. 63). Et M. Lyon-Caen justifie cette solution par cette phrase : « Il ne faut pas que la fortune propre
« d'un conjoint s'enrichisse au préjudice soit de la
« communauté, soit du conjoint assuré. Aussi une
« récompense doit-elle être due si les primes dépas-
« saient manifestement les ressources de l'un ou de
« l'autre. »

Un certain nombre d'auteurs déclarent qu'il n'y aura pas lieu à récompense toutes les fois qu'il sera possible de démontrer que le mari a voulu dispenser sa femme de toute récompense : « En somme, dit M. Vibert (1),
« le législateur a bien voulu empêcher les contrats
« onéreux qui pourraient procurer des avantages à l'un
« des époux, mais il n'a pas défendu les donations lors-
« que la volonté des époux en ce sens est formellement
« exprimée. » Nous savons déjà que si M. Baudry-Lacantinerie admet en principe la récompense des primes, il admet cependant de la part du souscripteur une dispense expresse ou tacite.

Mais comment déterminer le criterium que l'on appliquera pour décider si la volonté du mari est suf-

(1) Vibert, p. 169.

faisamment exprimée¹⁾ Ici toutes les opinions ont été émises depuis celle de M. Méline qui, dans des articles publiés dans la Revue du Notariat et de l'Enregistrement (1), déclare que « l'intention du mari pourra « résulter d'une clause expresse de la police elle-même « ou d'un acte postérieur », jusqu'à l'opinion de M. Lefort qui écrit dans son Traité d'assurance sur la vie (2) : « Il semble que la femme bénéficiaire ne saurait, en principe et sans une manifestation formelle « d'une volonté contraire de la part du mari, être tenue « à aucun titre. »

Sans tomber dans aucune de ces opinions extrêmes, bon nombre d'auteurs déclarent que dès que de l'ensemble du contrat on pourra déduire que le mari a eu l'idée de dispenser sa femme de toute récompense, on devra admettre cette dispense.

Nous professons, nous, que jamais, dans l'assurance sur la vie contractée par le mari au profit de sa femme, il ne saurait y avoir lieu à récompense et nous appuyons notre théorie sur l'art. 1422 du Code civil. Le mari peut disposer à titre gratuit des valeurs mobilières de la communauté, nous dit cet article, dans lequel nous avons trouvé le fondement du droit personnel de la femme ; or, s'il dispose en faveur d'un tiers, ce tiers ne devra certes pas faire récompense à la communauté. Alors, pourquoi vouloir obliger la femme donataire à faire cette récompense ? Si l'un des époux doit être obligé à récompense, ce n'est pas la femme dont le patrimoine est enrichi sans doute, mais est enrichi par la volonté du mari, ce serait plutôt ce dernier que l'on devrait obliger au remboursement à la communauté.

¹⁾ R. N. et E., 1873, p. 503.

(2) Lefort, op. cit., II, p. 365.

C'est cette opinion que défend M. Guillouard (1) qui prétend que la femme ne doit aucune récompense parce que, dit-il : « Aux termes de l'art. 1422, le mari peut
« disposer à titre gratuit et particulier des effets mobiliers de la communauté au profit de toute personne,
« par conséquent au profit de la femme elle-même ; or,
« c'est ce qu'il a fait, en payant avec les deniers de la
« communauté, le montant des primes de l'assurance
« contractée au profit de sa femme. » C'est encore l'opinion que défend M. Wahl, dans un article publié dans la *Revue Trimestrielle* (2), et dont nous ne pouvons nous empêcher de donner quelques extraits :
« On ne conçoit guère, nous dit-il, la solution généralement admise, d'après laquelle la femme doit récompense à la communauté des primes prélevées par
« mari, pour l'assurance qu'il a contractée au profit
« de la femme, sur les deniers de la communauté. » Et après avoir indiqué le résultat auquel on arrive en admettant l'obligation de la récompense, il continue :
« Nous ne pensons pas cependant que ce résultat soit
« exact. D'abord, puisque, dans le cas où l'assurance
« est contractée au profit d'un tiers, le seul époux qui
« puisse être tenu à récompense est nécessairement
« l'époux assuré, on ne comprend pas que, dans le cas
« d'une assurance contractée au profit d'un époux, la
« récompense soit due par ce dernier. C'est en vertu de
« l'art. 1437 du Code civil qu'une certaine opinion
« oblige, dans le premier cas, l'époux assuré à la récompense ; elle considère que cet époux a tiré de la communauté un profit personnel en prélevant sur elle une
« somme dont, par une opération subséquente à ce pré-

(1) *Traité du contrat de mariage*, II, p. 1015.

(2) *Revue Trimestrielle* 1902, p. 20 et s. q.

« lèvement, il fait donation à un tiers. Comment en
« serait-il autrement pour l'assurance contractée au
« profit du conjoint ? La succession des opérations est
« la même. C'est l'époux assuré qui fait un prélèvement
« sur la communauté ; puis il fait donation du montant
« de ce prélèvement au profit de son conjoint. Ce der-
« nier n'a rien reçu de la communauté, il n'a donc rien
« à lui rendre. Au contraire, l'époux assuré s'est enrichi
« par le prélèvement qu'il a exercé et n'a perdu le béné-
« fice de cet enrichissement que par un fait ultérieur,
« auquel la communauté est étrangère et dont elle n'a
« pas à se préoccuper... L'assurance entre époux doit
« être assimilée à l'assurance faite au profit d'un tiers.
« L'époux assuré, de son côté, n'est pas tenu davantage
« d'une récompense, parce que l'hypothèse n'est pas
« de celles où, suivant l'art. 1469 du Code civil, les
« libéralités donnent lieu à récompense. » Disons pour
expliquer cette dernière phrase, « qu'aux termes de
« l'art. 1469 du Code civil, les époux sont tenus de
« rapporter les sommes qui ont été tirées de la commu-
« nauté ou la valeur des biens que l'époux y a pris pour
« doter un enfant d'un autre lit où pour doter person-
« nellement l'enfant commun. » Et dans la conclusion
de son article, M. Wahl revient encore sur ce sujet et il
déclare que : « la récompense est une injustice, puisque
« d'abord elle met l'époux bénéficiaire dans une inexpli-
« cable situation d'infériorité vis-à-vis de tout autre
« bénéficiaire des assurances contractées par son con-
« joint et puisque, surtout, elle supprime d'une manière
« absolue, en toute hypothèse, la donation. »

Ainsi donc, nous estimons que quand la femme est
bénéficiaire d'un contrat d'assurance sur la vie souscrit
en sa faveur par son mari, elle ne doit aucune récom-

pense, nous appuyant pour le soutenir sur la généralité des termes de l'art. 1422 du Code civil.

Passons maintenant à l'examen de la Jurisprudence.

Les décisions qui ont été rendues sur cette matière nous semblent se grouper autour de deux des théories que nous avons exposées tout à l'heure. La jurisprudence s'inspire de l'intention de l'époux souscripteur et déclare qu'il y a lieu ou non à récompense suivant qu'il ressort des circonstances que l'assuré a voulu ou non dispenser son conjoint de cette récompense. Mais elle mitige ce système par l'application de cet autre qui veut que les primes prélevées sur les revenus soient dispensées elles aussi, de toute récompense.

C'est ainsi que se décident en faveur de la récompense des jugements du Tribunal de Meaux, du 8 mars 1877 (1), du Tribunal de Clermont, du 16 mai 1879 (2), du Tribunal de Bar-sur-Aube, du 18 mai 1886 (3), du Tribunal de la Seine, du 15 novembre 1892 (4) ; « Attendu, dit ce dernier jugement, en ce qui concerne
« le paiement des primes afférentes à ladite assurance
« de 13.557 francs, qu'il a été fait par Saulnier des
« deniers de sa communauté, que l'art 1437 est appli-
« cable en l'espèce ; qu'en effet, tout époux qui tire
« un profit quelconque des biens de la communauté
« en doit récompense, à moins qu'il n'en ait été ex-
« pressément ou implicitement dispensé, ce qui n'est
« pas établi ; Attendu que la veuve Saulnier a profité
« du paiement des primes fait par la communauté qui

(1) J. Ass., 77, 356.

(2) J. Ass. 79, 404.

(3) J. Ass., 86, 206.

(4) Rép. Defr. 1893, p. 457.

« lui assurait le bénéfice du contrat d'assurance de
« 13.557 francs passé à son profit ; qu'elle doit récom-
« pense des primes et des bénéfices de participation à
« la succession de Saulnier. »

C'est aussi ce qu'avait décidé un arrêt de la cour de Nancy du 26 janvier 1882 (1) : « Attendu que la veuve
« bénéficiaire est tenue en principe de fournir la récom-
« pense demandée, à moins que son mari n'ait expres-
« sément ou implicitement voulu l'exonérer de cette
« charge. Mais attendu qu'aucune preuve n'est fournie
« d'une telle intention ; qu'au contraire, d'après les
« faits de la cause et la situation pécuniaire des deux
« époux, il y a lieu de croire dans l'espèce que le mari
« n'a entendu, en définitive, donner à sa femme que le
« bénéfice existant entre le total des primes payées et
« le capital, quel qu'il fût, exigible de la Compagnie...

« Dit que le montant des primes perçues par la com-
« pagnie Le Phénix et déboursées par la communauté
« devront être rapportées à cette communauté par la
« veuve bénéficiaire de l'assurance. »

En sens contraire et se basant sur la même théorie, d'autres arrêts déclarent qu'il n'y a pas lieu à récompense.

C'est ainsi qu'un arrêt de la cour de Bourges du 7 mai 1888 (2) déclare : « Qu'en ce qui concerne les pri-
« mes payées par A. Palisson (le mari). Considérant
« qu'elles constituent évidemment une libéralité ; mais
« qu'il ressort des documents de la cause qu'A. Palis-
« son a eu la ferme intention de n'en point exiger de sa
« femme la restitution ; que, dès lors, la veuve Palis-
« son n'en doit pas récompense à la communauté. »

(1) J. N. et A., 1882, p. 712.

(2) J. N. et A., 1888, p. 712.

C'est encore dans le même sens qu'a statué le Tribunal de Fontainebleau le 2 février 1893 (1), et un arrêt de la Cour de Douai du 16 janvier 1897 (2), qui contient cet attendu : « Qu'il n'y a point lieu d'ordonner que la
« dame Toulet aurait dû en outre rapporter à la communauté le montant des primes payées pour son mari,
« en exécution du contrat par lui passé avec la Compagnie Le Nord ; que la libéralité que Toulet a entendu
« faire à sa femme de la créance de la somme assurée
« est inconciliable avec la demande de récompense à
« effectuer, par la personne gratifiée, pour les primes
« payées par le stipulant. »

La Cour de Nancy, le 16 mars 1901 (3), a rendu un arrêt où, en l'absence d'une intention de dispense bien précise par le mari, elle ordonne la récompense des primes, parce que ces primes avaient été manifestement prélevées sur le capital. « Attendu, dit cet arrêt, que
« suivant l'art. 1437 du Code civil, la communauté est
« créancière des sommes payées pour le recouvrement,
« la conservation ou l'amélioration des biens personnels des époux, ou toutes les fois que l'un des époux
« a tiré un profit personnel des biens de la communauté ; que l'intimée est tenue, en principe, de fournir la récompense demandée, à moins que son mari
« n'ait expressément ou implicitement entendu l'exonérer de cette charge ; que, dans l'espèce, il est indiscutable, d'une part, que les primes ont été payées avec
« les deniers de la communauté ; qu'il est certain en
« effet, qu'au moment du contrat d'assurance et pendant les années qui l'ont suivi, les époux Schukraft

(1) Rép. Defr. 1893, p. 506.

(2) R. N. et E., 1897, p. 740

(3) Rép. Defr. 1901, p. 417.

« se trouvaient dans une situation de fortune des plus
« modestes ; que leurs bénéfices étaient peu importants
« et qu'ils ont dû nécessairement satisfaire à leurs obligations vis-à-vis de la Compagnie d'assurances, non
« pas en prélevant le montant des primes sur leurs économies mais en le prenant sur le capital de leur communauté ; que, d'autre part, il n'est nullement établi
« d'après les documents de la cause, que, dans de telles conditions, le mari ait eu l'intention de faire une
« libéralité à sa femme en ce qui concerne les primes qui ont été payées ; qu'il y a tout lieu de croire, au
« contraire, qu'il n'a voulu lui donner, en définitive, que le bénéfice net de la différence entre le total des
« primes payées et le capital, quel qu'il fût, exigible de la Compagnie d'assurances ; qu'il échet, en conséquence, de décider que la veuve Schukraft n'ayant
« reçu aucune libéralité en ce qui touche les primes, doit récompense à la communauté de leur montant. »

D'autres arrêts se basent purement et simplement sur la modicité des primes pour écarter toute récompense. « Attendu, dit un jugement du Tribunal
« d'Auxerre du 25 mars 1908 (1), que nous avons déjà cité, qu'il ne saurait être question de récompense à la
« communauté, les primes annuelles afférentes à l'assurance devant manifestement être imputées sur le
« revenu. »

De toutes ces décisions, nous retirons cette impression que la jurisprudence a une tendance à admettre le principe de la récompense des primes, mais qu'elle l'en dispense toutes les fois qu'il apparaît clairement que les primes ont été prélevées sur les revenus ; qu'au con-

(1) Rép. Defr. 1908, p. 699.

traire, elle admet la récompense quand les primes entament le capital sauf à l'écartier quand il ressort des circonstances que le mari a voulu en dispenser sa femme, quitte à se montrer assez difficile sur la preuve de cette intention du mari. Comme nous l'avons vu et pour les raisons que nous avons indiquées, nous croyons cette théorie de la jurisprudence très contestable, en droit et en fait, aussi osons-nous espérer que dans un avenir prochain, s'appuyant sur l'art. 1422 du Code civil, elle ira plus loin et décidera que l'art. 1437 ne doit pas trouver son application dans notre matière. C'est aussi cette solution que nous espérons voir triompher lors de la discussion du projet de loi.

SECTION III

Du rapport et de la réduction

Vis-à-vis de son conjoint, nous admettons, et la jurisprudence admet quelquefois que le bénéficiaire de l'assurance peut toucher entièrement le capital stipulé, en est-il de même vis-à-vis des héritiers ?

L'assurance sur la vie constitue en effet une libéralité. Or, toute libéralité faite par le de cujus à un de ses héritiers est rapportable ; de plus, cette disposition peut être réduite si elle dépasse une certaine quotité. Voici en quelques lignes deux exemples, l'un de rapport, l'autre de réduction :

1° *Rapport*. — M. X. meurt, laissant 2 enfants A et B., et un actif de 100.000 francs, de plus il a donné de son vivant, sans dispense de rapport, une somme de 50.000 francs à A.

Avant de procéder au partage, A rapportera fictivement les 50.000 francs qu'il a reçus, ce qui donnera un actif de 150.000 francs qui se partageront par moitié, de sorte que A et B auront droit chacun à 75.000 fr. Comme A a déjà reçu 50.000 francs, il ne prendra plus que 25.000 francs dans les 100.000 francs qui forment l'actif réel de la succession.

Si A n'avait rien rapporté, A et B auraient pris chacun 50.000 francs dans la succession et finalement A aurait eu de son père 100.000 francs tandis que B n'aurait reçu que 50.000 francs.

2° *Réduction*. — M. X. meurt laissant 5 enfants et 100.000 francs. De son vivant, il a fait une donation de 50.000 francs à un neveu. Comme la quotité disponible dans ce cas n'est que d'un quart, voici comme l'on procédera :

On réunira fictivement les 50.000 francs donnés à l'actif de la succession et l'on divisera par 4 soit $150.000 : 4 = 37.500$. M. X. n'a donc pu disposer au profit de son neveu que de cette somme et la différence entre les 50.000 francs versés et cette somme, soit, 12.500 francs doit revenir aux enfants. L'actif de la succession se montera donc à $100.000 + 12.500 = 112.500$ que se partageront les 5 enfants, soit chacun $112.500 : 5 = 22.500$ francs.

Ces règles s'appliqueront-elles au cas d'assurance sur la vie ?

La question ne se pose pas pour ceux qui admettent le principe de la récompense, car alors les héritiers trouvant dans la part de communauté attribuée à leur auteur, sa part afférente à la récompense, n'ont plus rien à réclamer. De même, cette question ne se posera pas dans les cas où les Tribunaux se seront décidés pour l'obligation de la récompense.

Avant d'aborder l'examen du droit des héritiers, faisons encore remarquer que, puisque nous avons supposé le paiement des primes par la communauté, le rapport ou la réduction ne pourront jamais porter que sur la moitié de ce que l'on décidera devoir faire rapporter ou soumettre à la réduction, l'autre moitié étant censée avoir été supportée par la part de communauté attribuée à la femme. C'est en ce sens que statue du moins la jurisprudence, ainsi qu'en témoignent un arrêt de la Cour de Paris du 30 avril 1891 (1), un autre de la Cour de Douai du 16 janvier 1897 (2), et un jugement du Tribunal de la Seine du 2 avril 1898 (3) qui contient cet attendu : « Qu'en ce qui concerne l'importance des
« libéralités réductibles, les primes payées par Gilliard,
« à partir de son second mariage ayant été prélevées
« sur des sommes qui, en augmentant l'actif de la com-
« munauté, auraient appartenu pour moitié à la dame
« Gilliard, ce n'est évidemment que la moitié de ces
« primes qui doit être considérée comme ayant été
« payée des deniers personnels de Gilliard et comme
« représentant le montant des libéralités dont la suc-
« cession peut demander la réunion fictive à l'hérédité
« pour le calcul de la quotité disponible. »

M. Pinchon, Président du Tribunal civil de Morlaix, dans un article publié en 1900 dans la *Revue Critique*, est du même avis. Après avoir rappelé l'opinion de Pothier qui déclarait que lorsque le mari fait donation à un étranger d'effets de la communauté « la femme
« quoique absente et sans son consentement est cen-
« sée, en sa qualité de commune, par le ministère de

(1) Rép. Defr., 1891, p. 422.

(2) R. N. et E. 1897, p. 740.

(3) Rép. Defr. 1898, p. 494.

« son mari et conjointement avec lui, faire donation à cet étranger pour la part qu'elle y a », ajoute : « Le législateur de 1804, qui s'est évidemment inspiré de Pothier en rédigeant l'art. 1422 du Code civil, n'a pu, raisonnablement vouloir que la libéralité faite par un mari à sa femme tournât au détriment de celle-ci et au profit des héritiers réservataires du donateur. »

Notre Code civil a édicté deux sortes de règles pour protéger les droits des héritiers : les unes tendant à maintenir l'égalité entre eux et d'après lesquelles « tout héritier venant à une succession doit rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt, par donations entre vifs, directement ou indirectement : il ne peut retenir les dons à lui faits par le défunt, à moins qu'ils ne lui aient été faits expressément par préciput et hors part ou avec dispense de rapport » (art. 843 C. civil) ; les autres protégeant d'une manière plus étroite les héritiers en ligne directe, ascendants ou descendants (héritiers réservataires), leur donnant un droit absolu et indisponible sur une quote-part des biens de leur auteur, quote-part qu'en cas de besoin ils pourront compléter en faisant tomber les libéralités soit entre vifs, soit à cause de mort, faites par le défunt.

De plus, le droit de disposition qui, en cas d'héritiers réservataires est restreint en des limites que beaucoup trouvent trop étroites, est encore limité d'une manière moins large entre époux. C'est ainsi que, craignant l'influence qu'un époux pourrait prendre sur son conjoint, le Code, alors qu'il n'avait pas fait une place au conjoint parmi les successibles, a déclaré dans son art. 1094 que « si l'époux peut, quand il n'a pas d'enfants, laisser à son conjoint ce qu'il peut laisser à un étranger » décide que « pour le cas où il laisserait des

« enfants ou descendants, il pourra donner à l'autre
« époux ou un quart en propriété et un autre quart en
« usufruit ou la moitié de tous ses biens en usufruit
« seulement. » L'art. 1098 est encore plus rigoureux :
« L'homme ou la femme qui, ayant des enfants d'un
« autre lit, contractera un second ou subséquent ma-
« riage, ne pourra donner à son nouvel époux qu'une
« part d'enfant légitime le moins prenant et sans que,
« dans aucun cas, ces donations puissent excéder le
« quart des biens. » Et l'art. 1099 ajoute que : « Les
« époux ne pourront se donner indirectement au-delà
« de ce qui leur est permis par les dispositions ci-des-
« sus. »

Nous avons admis que l'assurance sur la vie constituait une donation, dans la très grande généralité des cas, de la part du mari à sa femme bénéficiaire. Par conséquent, pas plus que toutes les autres donations, elle ne pourra échapper à l'application des règles et au rapport et de la réduction.

Il est évident que la solution de cette question dépend de la théorie que l'on a adoptée sur le point de savoir ce qui constituait l'objet de la libéralité. Est-ce le capital, toutes les primes ou seulement celles prises sur les revenus, la dernière prime, ou même la valeur de rachat qui doivent subir l'application des règles du rapport ou de la réduction ?

Mais avant d'aborder sommairement l'étude de toutes ces théories, nous devons nous demander, si dans le cas qui nous occupe, l'assurance-vie entre conjoints, les règles du rapport sont bien applicables. L'on pourrait en douter. En effet, ces règles sont destinées à maintenir l'égalité entre héritiers, or, quand le conjoint est appelé à succéder à son conjoint, il vient en dernier lieu,

juste avant l'Etat, à titre de successeur irrégulier et par conséquent, il sera seul héritier.

Pour trouver une hypothèse où les règles de l'art. 843 seraient applicables, il faudrait imaginer que les deux conjoints sont parents entre eux : cousins germains par exemple et que le survivant soit appelé à ce titre avec d'autres cousins germains à la succession de son conjoint, le tout à défaut de parents plus proches. Cela est peu pratique et l'on pourrait se dispenser d'étudier cette question si la loi du 9 mars 1891 (art. 767 C. civil) n'était venue améliorer le droit successoral des époux entre eux en décidant que : « le conjoint
« non divorcé qui ne succède pas à la pleine propriété
« et contre lequel n'existe pas de jugement de sépara-
« tion de corps passé en force de chose jugée, a, sur
« la succession du prédécédé un droit d'usufruit ». Et
après avoir déterminé la quote-part de cet usufruit et
indiqué sur quels biens sera calculé et sera servi cet
usufruit, le texte de loi ajoute : « Il cessera de l'exercer
« dans le cas où il aurait reçu du défunt des libéralités,
« même faites par préciput et hors part, dont le mon-
« tant atteindrait celui des droits que la présente loi
« lui attribue, et, si ce montant était inférieur, il ne
« pourrait réclamer que le complément de son usu-
« fruit. »

Par conséquent, l'obligation au rapport consistera pour l'époux, dans le cas présent pour la femme, dans la nécessité d'imputer les libéralités qu'elle a reçues de son conjoint sur ce droit en usufruit, et de rapporter fictivement ces mêmes libéralités pour la formation de la masse sur laquelle se calculera cet usufruit.

Mais les droits du conjoint ne sont que d'un usufruit, tandis que la libéralité contenue dans l'assurance-vie

consistera toujours en pleine propriété, comment devra se faire, dans ce cas, l'imputation ordonnée par la loi de 1891 ?

Deux systèmes ont été proposés pour satisfaire à cette prescription. D'après le premier, le conjoint doit être considéré comme ayant reçu ce qui lui appartient, lorsque les revenus des biens qui lui sont attribués en pleine propriété sont égaux à ceux qu'il peut réclamer comme usufruitier légal. D'après un autre qui se réclame de l'autorité de MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, on doit distinguer dans la pleine propriété léguée ou donnée à l'époux survivant, les deux valeurs dont elle se compose, c'est-à-dire l'usufruit et la nue-propriété, estimer ce que vaut en jouissance la nue-propriété et n'attribuer au conjoint un complément d'usufruit qu'autant que le total des deux valeurs n'atteint pas la part en usufruit que la loi lui attribue comme héritier. C'est en faveur de ce dernier système que semble pencher la jurisprudence ainsi qu'en témoigne un jugement du Tribunal civil de la Seine du 11 juillet 1893 (1). Mais sans nous attarder plus longtemps à discuter la valeur intrinsèque de ces deux systèmes, ce qui nous entraînerait loin de notre sujet, nous devons maintenant nous demander ce qui sera frappé de rapport ou de réduction.

Nous le ferons très brièvement, les explications que nous avons données dans le chapitre II de notre deuxième partie sur l'objet de la libéralité du contrat d'assurance sur la vie nous le permettent.

Une première théorie voit, nous devrions plutôt dire : voyait, car elle ne compte plus guère de partisans, l'objet du rapport et de la réduction dans le capital. C'est

(1) D., 1894, 2, 105.

ce que décida pendant longtemps la jurisprudence, mais par l'arrêt du 29 juin 1896 (1), que nous avons déjà eu l'occasion de citer, cette doctrine a été complètement répudiée.

Nous ne citons encore que pour mémoire la théorie enseignée par M. Thaller et qui déclare que sera seule rapportable et réductible la dernière prime versée. Comme le dit M. Wahl (2), cette théorie « établit une « inégalité choquante entre les diverses hypothèses qui « peuvent se présenter : la prime est d'autant plus forte « que l'âge atteint par l'assuré, au moment où il contracte, est plus avancé ; par conséquent, l'héritier « sera, suivant l'âge qu'avait l'assuré à l'époque du « contrat, astreint à un rapport plus ou moins considérable. C'est un résultat qui laisse à désirer, si l'on « se rappelle que le rapport, exigé dans le but de maintenir l'égalité entre les héritiers, doit dépendre du « bénéfice obtenu au moyen des déboursés du défunt, « par l'héritier donataire et non pas des conditions dans lesquelles ces déboursés ont été faits. »

De même, nous ne ferons que rappeler la théorie de la valeur de rachat de la police, développée et soutenue par M. Chaisemartin et M. Guy de la Marnière dans leurs thèses.

La théorie la plus généralement admise est celle qui déclare que c'est le montant des primes versées qui sera rapportable ou réductible. Ce qui doit être rapporté, ce qui doit être réduit, disent les partisans de cette théorie, ce ne peut être le capital souscrit qui, n'étant jamais entré dans le patrimoine de l'assuré, n'a jamais pu en sortir, mais ce sont les primes versées annuellement.

(1) R. N. et E. 1897, p. 736.

(2) Revue trimestrielle 1902, p. 42.

ment. L'époux bénéficiaire du contrat d'assurance devra donc rapporter le montant de ces primes et ce sera sur cette somme que l'on fera l'imputation réclamée par la loi de 1891 et que l'on tablera pour déclarer si les limites des art. 1096 et 1098 n'ont pas été dépassées.

Certains auteurs ont admis des modifications à cette théorie. Quelques-uns, du moins en matière de rapport, enseignent que, quand il résulte des circonstances que la volonté de l'assuré a été de dispenser du rapport son conjoint bénéficiaire, l'on doit admettre cette dispense. On leur objecte l'art. 843 qui exige une dispense « expresse ». A cela ils répondent et avec raison à notre avis, que l'art. 843 est fait pour les donations directes mais non pour les donations indirectes et que c'est dans ces dernières qu'il faut ranger l'assurance sur la vie. Par conséquent, concluent-ils, pas besoin de dispense expresse, l'intention bien formelle du donateur indirect, dans l'hypothèse, l'assuré, suffira. M. Wahl partage cette opinion (1) : « L'assurance sur la vie, « dans la plupart des cas, a pour but de rompre l'égalité entre les héritiers, en avantageant celui d'entre « eux pour lequel l'assuré ressent une préférence, ou « en établissant une compensation entre l'émolument « de cet héritier les sacrifices que le disposant a faits « pour d'autres, ou en permettant à l'héritier avantagé « de faire face aux dépenses d'une situation sociale onéreuse, ou enfin en le mettant sur un pied d'égalité « vis-à-vis d'autres héritiers qui ont par ailleurs certaines ressources. Il sera juste, et conforme à la volonté du disposant, que le bénéficiaire soit, dans tous ces cas, dispensé du rapport. »

(1) Revue trimestrielle 1902, p. 51.

Mais quand il s'agit de réduction, les partisans de cette théorie se retranchent derrière le texte formel de la loi et refusent de rechercher la pensée de l'assuré, car, disent-ils, dans la réduction, il n'y a pas d'intention au donateur qui puisse tenir, la réserve est une institution à laquelle on ne peut pas se soustraire ; ils calculent donc toujours la quotité disponible sur le montant des primes. « Ce serait détruire l'unité de la législation, dit M. Wahl (1), et permettre au défunt de supprimer les garanties que la loi accorde contre lui-même, et contre lui seul, à certains de ses héritiers, que de déclarer irréductibles, soit d'une manière absolue, soit suivant les circonstances, soit dans une mesure quelconque, les assurances sur la vie. »

Nous croyons que l'on peut aller plus loin et faire ici une distinction entre les primes élevées payées sur le capital et celles modiques prises sur les revenus. Et l'on doit faire cette distinction aussi bien en matière de rapport qu'en celle de réduction. Sans doute, nous objectera-t-on, si en matière de rapport on peut tirer argument en faveur de votre théorie de ce que la modicité des primes pourra faire présumer la dispense de rapport, il n'en est plus de même pour le cas de réduction car là, on ne peut plus invoquer l'intention du donateur, l'art. 922 est formel et d'ailleurs à quoi servirait l'institution de la réduction dirigée contre les trop grandes libéralités d'une personne si cette personne pouvait de sa propre volonté, écarter l'application de ces règles.

Nous maintenons cependant notre théorie en déclarant que si les primes payées sont assez modiques pour être considérées comme prélevées sur la monnaie courante, sur des revenus qui, en cas de non assurance, au-

(1) Revue trimestrielle 1902, p. 58.

raient tout de même été dépensés « *lautius vixisset* ». C'est cette théorie soutenue par MM. Boistel (1) et Dupuick (2), dans des notes au Dalloz, qui a été développée par M. Naquet dans une note du Sirey (3), où il conclut en ces termes : « Que faut-il conclure de tout cela
« en ce qui concerne le contrat d'assurance ? Il faut en
« conclure que les avantages qui découlent de ce con-
« trat ne sont pas en principe soumis au rapport. Et
« cela pour une double raison : 1° parce que les primes
« ont été généralement prélevées sur les revenus du dé-
« funt et ont laissé son patrimoine dans le même état
« où il aurait été, s'il n'y avait pas eu d'assurance ; 2°
« par ce que la personne qui contracte une assurance
« sur la vie au profit d'un de ses héritiers manifeste tac-
« tement l'intention de dispenser celui-ci de l'obligation
« de rapporter les primes.

« Nous admettons toutefois que si les primes sont
« très élevées, eu égard à la fortune du stipulant, on
« pourra déduire de cette circonstance la preuve qu'il
« y a dans cette mesure, une libéralité rapportable,
« mais jamais jusqu'à concurrence du capital de l'assu-
« rance.

« Si du cas de rapport on passe à celui de la réduc-
« tion, on arrive à peu de chose près à dégager la même
« théorie. Sans doute il n'y a plus à se préoccuper alors
« de l'intention du disposant, puisque les règles du code
« sur la réserve ont précisément pour but de faire obs-
« tacle à sa volonté ; mais si l'on recherche quels sont
« les biens qui doivent être réunis fictivement à la
« masse pour le calcul de la réserve et de la portion dis-

(1) D. 1889, 2, 158.

(2) D. 1900, 2, 489.

(3) S. 89, 2, 17.

« possible, on arrive à une solution à peu près identique à la précédente, ce sont, en principe, les mêmes biens qui doivent faire l'objet de rapport. » « Il faut, dit M. Demoimbe, appliquer à la réunion fictive dont nous nous occupons, les solutions admises en matière de rapport, et décider que tous les avantages que le défunt aurait faits seulement aux dépens de ses revenus ne sont pas soumis à l'application de l'art. 922 ; la comparaison de l'art. 922 avec l'art. 856 fournit à cet égard un argument décisif. »

Le savant auteur ajoute qu'« on ne saurait voir une donation réductible dans l'abandon qu'aurait consenti le défunt d'un usufruit ou d'une rente viagère. » Nous n'irons peut-être pas aussi loin et nous croyons qu'il serait prudent d'admettre que la question de savoir si une donation prise sur les revenus du donateur, est une véritable libéralité, dépend de son importance, eu égard à la fortune de celui-ci, et dégénère en une question de fait que les tribunaux apprécient souverainement.

C'est encore cette opinion qu'émettait M. Glasson, dans une discussion soulevée sur la question, à une réunion de travail de la Société d'économie sociale, pendant l'année 1897, discussion rapportée dans la Réforme sociale (1).

La jurisprudence, si elle admet en principe que le rapport et la réduction doivent porter sur le montant des primes, a une tendance à admettre la distinction que nous avons établie. Si d'une part elle recherche en matière de rapport l'intention du souscripteur de l'assurance, d'autre part aussi bien en matière de rapport

(1) Réforme sociale 1897, p. 899.

qu'en matière de réduction, elle se base sur l'importance plus ou moins grande des primes, eu égard aux revenus de l'assuré, pour ordonner ou écarter l'application de l'art. 843 ou des art. 920 et seq. du Code civil.

C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal de la Seine, en date du 2 avril 1898 (1), contient cet attendu : « Que
« les prélèvements successifs opérés par l'assuré sur ses
« deniers personnels avant son deuxième mariage, et
« ensuite sur les revenus de la communauté pour le
« paiement des primes destinées à maintenir jusqu'à
« son décès le bénéfice des assurances au profit de sa
« femme constituent, en faveur de celle-ci, une série de
« donations dont le montant doit être pris en considé-
« ration pour le calcul de la quotité disponible ; qu'il
« est d'autant plus équitable de le décider qu'en fait les
« primes importantes payées par l'assuré chaque année
« excédaient certainement les sommes qu'il pouvait rai-
« sonnablement dépenser, soit pour sa vie personnelle,
« soit pour les besoins de sa maison. »

Et sur appel, la Cour de Paris confirma le 10 janvier 1900 (2), et adopta sur ce point les motifs des premiers juges.

De même un arrêt du Tribunal de Paris du 3 avril 1897 (3), sur lequel nous nous appuyerons pour donner la même solution en cas d'assurance par la femme au profit du mari, contient ce dispositif : « Qu'il y a lieu
« de distinguer, d'une part, la stipulation pour autrui et
« l'obligation de la Compagnie qui, par elles-mêmes,
« n'appauvrissent pas le stipulant et, d'autre part, le
« paiement des primes qui diminuent le patrimoine du

(1) D. 1898, 2, 371.

(2) D. 1900, 2, 489.

(3) D. 1898, 2, 371.

« stipulant d'une somme égale à celle dont s'enrichit
« le bénéficiaire qui constitue l'objet effectivement
« donné et peut, suivant son importance, provoquer
« l'application des règles sur le rapport et la réduction. »

Cet arrêt a été lui aussi confirmé par la Cour de Paris, avec adoption de motifs, le 5 mai 1899 (1).

L'on peut encore citer en faveur de cette théorie un attendu d'un arrêt de la Cour de Cassation du 4 août 1908 (2), qui, après avoir reconnu que la Cour d'Angers avait justement statué en fait déclare : « que de semblables versements (les primes), constituent suivant les circonstances, en faveur dudit bénéficiaire, des libéralités sujettes à rapport. »

Disons enfin que la solution que nous avons préconisée reçoit sa confirmation par l'art. 60 du projet de loi sur les assurances qui décide que : « Les sommes payables au décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ne sont soumises ni aux règles du rapport à succession ni à celles de la réduction pour atteinte à la réserve des héritiers de l'assuré.

« Ces règles ne s'appliquent pas non plus aux sommes versées par l'assuré à titre de primes, à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées eu égard à ses facultés. »

Et M. Lyon-Caen déclare que la solution qui tendrait à rendre rapportable ou réductible le montant des primes quoique « rigoureusement logique serait en contradiction avec le droit que doit avoir toute personne de dépenser ses revenus et de faire des économies dans un but de prévoyance. »

(1) D. 1901, 2, 240.

(2) J. N. et A. 1909, p. 21.

Mais quelque théorie que l'on admette sur la quotité des primes soumises au rapport ou à la réduction, dans les cas où tout le monde admet ce rapport, une question pourra se poser : Devra-t-on rapporter toutes les primes ou du moins la partie afférente à l'époux assuré quand le montant de ces primes dépasse le capital assuré. Et le cas arrivera souvent dans l'assurance en cas de décès, quand le bénéficiaire vivra vieux et dépassera la moyenne de l'âge fixé par les tables de mortalité. Nous ne le croyons pas. Car le montant de l'objet soumis à rapport ou à réduction suppose une libéralité. Or, la libéralité nécessite un enrichissement de la part du donataire et un appauvrissement de la part du donateur et nous pensons que si le rapport ou la réduction ne doivent jamais porter sur une somme supérieure à l'appauvrissement du donateur, ils ne peuvent pas non plus porter sur un chiffre supérieur à l'enrichissement du donataire : « Supposons, dit M. Wahl (1), que la renon-
« ciation d'un héritier à une succession ait été faite
« en faveur d'un héritier subséquent, et que ce dernier,
« par suite de l'obligation où il se trouve de rapporter
« des dons, ne recueille de cette renonciation aucun
« bénéfice effectif, ou ne recueille pas un bénéfice égal
« à celui qui aurait été obtenu par l'héritier renonçant :
« incontestablement la renonciation ne constituera pas
« un avantage rapportable dans la succession du renon-
« çant par l'héritier subséquent, ou ne constituera cet
« avantage que dans la mesure où la renonciation aura
« profité à l'héritier subséquent. C'est la même règle
« dont nous demandons l'application à l'assurance.
« Lorsque l'assuré a déboursé une somme supérieure au
« capital, cette somme n'a enrichi le bénéficiaire et par

(1) Revue trimestrielle, 1902, p. 55.

« suite n'a constitué une libéralité que jusqu'à concurrence du capital ». Et plus à propos de la réduction des primes, il ajoute : « Si les primes d'assurance ont été prises tout entières sur la réserve et que le bénéficiaire doive également les remettre tout entières dans la masse, l'assurance aura eu pour seul effet de l'appauvrir, et il n'y aura aucun moyen d'échapper à cet appauvrissement. Au moment même où il touchera le capital, il déboursa une somme plus forte. L'assurance aura été tout l'opposé du contrat de prévoyance. »

Et après quelques hésitations, la jurisprudence semble définitivement entrer dans cette voie.

On a longtemps fait valoir comme argument contraire à notre théorie l'arrêt de la Cour de Paris du 10 janvier 1900 (1) déjà cité, réformant un jugement du Tribunal de la Seine et ordonnant le rapport des primes dont le montant dépassait le bénéfice de l'assurance. Mais l'arrêt précité de la Chambre civile de la Cour de Cassation en date du 4 août 1908 (2), vient de statuer en sens contraire : « Attendu, dit l'arrêt, que de semblables versements (les primes) effectués dans le but de permettre au bénéficiaire de la police de recevoir la somme promise par l'assurance, constituent, suivant les circonstances, en faveur dudit bénéficiaire, des libéralités sujettes à rapport, mais qu'en pareil cas, le rapport ne saurait excéder l'importance de l'avantage procuré au gratifié, c'est-à-dire supérieur au montant du capital payé à lui par la Compagnie d'assurances... ; que la libéralité litigieuse ne consistait pas en des donations directes de sommes d'argent ayant pro-

(1) D. 1900, 2, 489.

(2) J. N. et A. 1909, p. 21.

« curé aux donataires un enrichissement immédiat,
 « mais qu'elle avait uniquement pour objet, ainsi qu'il
 « a été indiqué ci-dessus, l'avantage indirect devant ré-
 « sulter du paiement des sommes dues par les Compa-
 « gnies d'assurances et dont les chiffres déterminaient,
 « dès lors, l'importance de l'émolument acquis par les
 « gratifiés. »

Une autre question que nous devons encore examiner est celle de l'ordre dans lequel doivent être réduites les primes, quand ces primes sont réductibles. La règle est que les libéralités doivent être réduites suivant leur date. Or, ce sont les primes qui constituent la libéralité, doit-on les considérer comme ayant date au moment où elles produisent leur effet, c'est-à-dire à l'époque du versement du capital, ou bien doit-on les considérer comme des libéralités successives ayant lieu d'année en année, et les soumettre ainsi à la réduction une à une, d'année en année, et en concours avec les autres donations faites, par l'assuré, jusqu'à ce que la réserve soit atteinte ?

Nous préférons une troisième théorie qui déclare que, puisque toutes les primes sont dues en principe, dès la formation du contrat, et que si elles sont payées chaque année, il faut voir là l'effet d'un terme tacite donné par la Compagnie à l'assuré, l'on doit se placer à la date de la souscription de la police pour déclarer si oui ou non le montant des primes sera compris dans la liste des donations soumises à réduction : « Les primes ne
 « seront réduites, dit M. Wahl (1), que dans la mesure
 « où la réduction de toutes les libéralités faites par l'as-
 « suré postérieurement au contrat d'assurance sera
 « insuffisante à parfaire la réserve. »

(1) Revue trimestrielle 1902, p. 61.

SECTION IV

De quelques autres questions qui se posent

Participation aux bénéfices

Nous venons de voir sur quel objet devait porter, dans notre contrat, soit la récompense à communauté, soit le rapport, soit la réduction. Si le capital ne peut jamais être soumis à aucune de ces règles, nous savons qu'il n'en est pas toujours de même des primes.

Mais la plupart des compagnies d'assurances accordent actuellement à leurs souscripteurs une participation aux bénéfices. Les sommes ainsi recueillies viendront-elles en déduction du montant des primes pour le calcul des récompenses, du rapport ou de la réduction? Il est évident que les sommes touchées par suite de la participation aux bénéfices entrent en communauté et compensent jusqu'à due concurrence le montant des prestations fournies par cette communauté pour l'entretien du contrat d'assurance ; on doit donc en déduire d'autant le montant des primes soumises aux règles que nous venons d'indiquer. Mais comment se fera cette déduction ? La participation des bénéfices peut se faire de plusieurs manières. Certaines compagnies imputent le bénéfice sur le paiement des primes, dès lors la question est très simplifiée, comme c'est sur le montant réel des primes versées que l'on calculera, la déduction de la participation aux bénéfices se fera d'elle-même.

D'autres Compagnies les versent directement à l'assuré et par conséquent ces sommes entrent dans la communauté. Lors de la liquidation, il faudra réunir tous les bénéfices touchés et les déduire, s'il y a lieu, du montant des primes.

Enfin le moyen le plus couramment employé est celui qui consiste à laisser le montant de ces bénéfices entre les mains de la Compagnie assureur et ces bénéfices accumulés viennent grossir le capital stipulé et seront versés avec lui au bénéficiaire de l'assurance. Dans ce cas, il nous semble que le mari a disposé gratuitement d'une créance entrée dans la communauté en faveur de son conjoint, qu'il a fait avec le montant de la participation des bénéfices la même opération qu'il fait avec les primes et que par conséquent l'on doit appliquer les règles que l'on appliquera aux primes, c'est-à-dire toujours les dispenser de récompense et suivant les circonstances les soumettre pour moitié aux règles du rapport et de la réduction.

Renonciation au bénéfice de l'assurance

La femme bénéficiaire n'a un droit irrévocable au capital souscrit que par son acceptation et encore, faut-il, avons-nous dit, que le mari soit mort sans avoir révoqué le droit de la femme, mais si la femme peut accepter ce bénéfice, elle peut aussi le refuser. Qu'arrivera-t-il si usant de ce droit, elle renonce ? Si elle est seule bénéficiaire, sa renonciation a pour résultat de rendre nul l'effet de la stipulation pour autrui faite en sa faveur et de faire rentrer dans la communauté le capital souscrit comme meuble acquis pendant le mariage. Ce capital suivra donc le sort des biens de la communauté et par conséquent la femme, à moins qu'elle n'ait renoncé en même temps à la communauté, en recevra malgré tout la moitié.

Si au lieu d'être seule bénéficiaire, la désignation est faite au profit de plusieurs bénéficiaires successifs, la

renonciation de la femme a pour effet de faire passer le droit au capital souscrit aux personnes désignées à son défaut.

S'il s'agit de bénéficiaires conjoints, il faut distinguer si l'assuré a déterminé ou non les parts que chacun des bénéficiaires devait recueillir. Si aucune part n'a été désignée, la renonciation de la femme ne fera qu'accroître le droit de chacun des autres. Si au contraire l'assuré a déterminé expressément les parts de chacun et que d'un autre côté il n'a pris aucune disposition pour le cas où l'un des bénéficiaires serait venu à renoncer, il nous semble que la part afférente à sa femme renonçante, doit rentrer dans le patrimoine de la communauté.

Renonciation à la communauté

Au lieu de renoncer au bénéfice de l'assurance, la femme peut renoncer à la communauté. Dans ce cas, aux termes de l'art. 1492 du Code civil « la femme perd « toute espèce de droit sur les biens de la communauté », par conséquent elle est censée n'avoir pas eu de droit à cette communauté qui devient la propriété du mari. Les primes dont a été alimenté le contrat d'assurance sur la vie sont donc censées avoir été payées par le mari, mais la femme conserve intact son droit au capital souscrit naturellement même pour les partisans de la récompense intégrale des primes, il ne saurait plus ici être question de cette récompense, les primes ayant, comme nous venons de le dire, été payées des deniers du mari. Seules les questions de rapport et de réduction se posent, et il faudra les résoudre comme dans le cas où la femme a accepté la communauté, c'est-à-dire qu'à notre avis, on devra soumettre ou non le montant des

primes au rapport ou à la réduction, suivant que d'après leur importance on peut les considérer comme prélevées sur le capital ou sur le revenu du mari.

Prédécès de la femme

Qu'arrivera-t-il si la femme décède avant son mari ? Tout d'abord disons que s'il y a plusieurs bénéficiaires successifs désignés dans la police, et ce sera très fréquent le mari désignant presque toujours ses enfants à défaut de sa femme, la mort de la femme ne fera qu'ouvrir le droit des personnes désignées à sa suite. De même si le contrat d'assurance est fait au profit de plusieurs bénéficiaires conjoints, le prédécès de la femme produit le même effet que celui qu'aurait produit sa renonciation au bénéfice de l'assurance.

Mais si la femme est seule bénéficiaire ? Si elle a déjà manifesté son acceptation lors de sa mort, cet événement mettant fin au mariage, l'art. 1096 ne peut plus être appliqué et il nous semble que par le fait même son acceptation devient irrévocable et que par conséquent le droit qu'elle avait sur le capital souscrit passe à ses héritiers. Ceux-ci pourront empêcher le mari de changer de bénéficiaire et même de pratiquer le rachat de sa police. De plus si le mari ne veut plus continuer le versement des primes, ils conserveront le droit au capital souscrit et nous leur reconnaitrons encore la faculté de payer eux-mêmes les primes pour continuer le contrat.

De même si la femme n'avait pas accepté le bénéfice du contrat, conformément à ce que nous avons dit dans notre première partie, nous accorderons aux héritiers de la femme prédécédée, le droit d'accepter le bénéfice

de l'assurance, tant que le mari ne leur aura pas révoqué ce droit en changeant de bénéficiaire et s'ils acceptent dans ces conditions, nous leur accorderons les mêmes droits que si l'acceptation avait été faite par leur auteur.

Nous savons que cette théorie n'est pas unanimement admise, mais nous croyons que c'est la seule qui soit logique et qui puisse se déduire des principes que nous avons exposés plus haut. Nous voulons cependant exposer en quelques mots la théorie proposée par M. Défrénois (1). D'après lui le prédécès de la femme révoque l'offre que lui avait faite le mari du bénéfice de l'assurance, parce qu'elle avait été désignée comme bénéficiaire, sous une condition tacite, celle du prédécès du mari. Cette condition ne s'étant pas réalisée, la conséquence en est que le droit de la femme est rétroactivement anéanti. Et d'après cet auteur, l'assurance fait alors partie de la communauté et doit être comprise dans la liquidation pour sa valeur de rachat au jour du décès de la femme.

Un jugement du Tribunal de Pont-Audemer en date du 9 mai 1906 (2) admet cette théorie et déclare que dans le cas de prédécès de la femme le bénéfice d'une assurance-vie constitue un acquêt de communauté et doit être compris dans la liquidation pour sa valeur de rachat au jour de la dissolution de la communauté.

Nous verrons plus loin si cette manière de voir ne peut pas se défendre en droit fiscal, mais pour les raisons que nous avons dites, nous ne saurions l'admettre en droit civil.

(1) Rép. Déf. 1897, p. 61.

(2) R. N. et E. 1907, p. 36.

D'après le projet de loi sur les assurances, la question se réduira à celle de savoir si l'intention du mari a été de faire bénéficier dans ce cas les héritiers de sa femme ou s'il n'a entendu faire à celle-ci qu'une libéralité sous la condition de sa survie.

CHAPITRE V

ASSURANCE PAR LA FEMME
au profit de son mari, sous le régime de la
communauté légale

Nous venons de voir dans le chapitre précédent quels étaient les effets d'une assurance sur la vie souscrite par un mari au profit de sa femme, il nous faut maintenant envisager l'hypothèse inverse, celle de la femme contractant une assurance au profit de son mari. Cela se présentera assez rarement car le plus souvent c'est le mari qui, par son industrie ou son travail, est le soutien de sa famille, et c'est sa mort qui pourra causer un préjudice. Mais quand cela se présentera, quelles règles devrons-nous appliquer ?

SECTION I^{re}*Femme autorisée*

Nous allons d'abord supposer que la femme a été autorisée par son mari.

Dans cette hypothèse, il nous semble qu'il faudra appliquer toutes les solutions que nous avons données pour le cas où l'assurance a été souscrite par le mari en faveur de sa femme. C'est bien là l'intention de la femme qui a voulu qu'à sa mort, le capital assuré passe tout entier entre les mains du mari et que ce droit soit opposable avec les réserves que nous avons indiquées à ses héritiers et à ses créanciers.

Tout d'abord nous devons écarter un cas qui ne soulève pas de discussions, c'est celui où les primes versées ont été prélevées sur les capitaux de la femme. Comme les époux peuvent se faire mutuellement des donations sur leurs propres, il n'y aura pas de difficultés et le mari conservera un droit propre au capital assuré. Quand les primes auront été payées sur les capitaux de la femme, leur montant sera soumis au rapport ou à la réduction, sauf l'intention de la femme qui, expresse ou tacite, pourra dispenser de l'application des règles du rapport. Mais dans le cas où la femme aura payé les primes avec l'argent de la communauté, certains auteurs, se recrutant jusque parmi ceux qui admettent le droit propre et personnel de la femme en cas d'assurance souscrite par le mari, refusent ce même droit au mari, sous prétexte qu'il n'est pas possible ici d'écarter les articles 1401 et 1395 du Code civil. Et d'après eux, le bénéfice de l'assurance tomberait dans la communauté.

L'art. 1401, disent-ils, ne peut pas s'appliquer dans le cas présent. En effet, en cas d'assurance souscrite par le mari en faveur de sa femme, la volonté du mari de créer un propre à sa femme est évidente et c'est ce qui permet de tirer parti de la disposition finale de l'art. 1401, tandis qu'en cas d'assurance par la femme au profit de son mari, l'intention de la femme ne sera jamais aussi nette, car le mari réunit en lui deux personnalités, en même temps qu'individu, il est chef de la communauté, et en le désignant nominativement, on ne sait quelle personnalité la femme a voulu désigner, l'homme ou le chef de la communauté et ils en tirent cette conclusion que le seul fait de la désignation du mari comme bénéficiaire n'empêchera pas le droit au capital souscrit de tomber dans la communauté.

A cela nous répondrons que cette objection se réduira à une question de termes employés et que, par conséquent la femme peut facilement éviter l'inconvénient signalé en spécifiant bien que c'est son mari et non la communauté qu'elle entend désigner comme bénéficiaire.

Soit, nous répond-on, mais vous allez vous trouver de nouveau vis-à-vis de l'art. 1395. Et si vous avez pu écarter cet article au moyen de l'art. 1422 dans le cas de l'assurance par le mari au profit de la femme, il n'en est plus de même actuellement, car l'art. 1422 est formel et il ne donne le droit de disposer des effets mobiliers de la communauté à titre gratuit qu'au mari seul. La femme n'a pas ce droit et par conséquent même avec l'autorisation de son mari, elle ne peut pas disposer à titre gratuit des biens de la communauté et c'est ce qu'elle ferait avec votre théorie.

Mais la communauté est une société et dans une société, les sociétaires peuvent faire ensemble une donation ; de même ici, la femme et le mari peuvent faire ensemble une donation et c'est ce que fera la femme en payant les primes avec l'autorisation de son mari. Comme le dit très bien M. Bazenet (1) : « Nous
« croyons que la donation d'un meuble de la commu-
« nauté faite par la femme au mari, à la condition d'être
« autorisée, est un acte inattaquable. Les époux sont
« co-propriétaires par indivis des biens communs, cela
« est certain. Pour qu'une aliénation de tels biens
« soit valable, il faut le concours des deux commu-
« nistes. Par exception, la loi a accordé au mari, sur
« les biens communs, des pouvoirs plus étendus que

(1) Thèse Paris 1888, page 182.

« ceux d'un co-propriétaire. Le mari peut en effet alié-
 « ner à titre onéreux les biens communs, sans le con-
 « cours de la femme (art. 1421 Code civil), première
 « dérogation au droit commun ; il peut ensuite à cer-
 « taines conditions, aliéner seul à titre gratuit les meu-
 « bles de la communauté ; seconde dérogation (art.
 « 1422 Code civil). Quant au surplus, le droit commun
 « reprend son empire. Toute aliénation de biens com-
 « muns devra donc pour être valable, émaner des deux
 « époux. Cette condition sera nécessaire, mais suffi-
 « sante. »

Par conséquent, nous pensons que l'assurance sous-
 crite par la femme autorisée, au profit de son mari,
 constitue bien une stipulation pour autrui régie par
 l'art. 1121 du Code civil et qu'il faudra résoudre les dif-
 ficultés que soulèvera ce contrat d'après les principes que
 nous avons posés pour l'assurance par le mari en faveur
 de sa femme et que nécessairement nous arriverons aux
 mêmes solutions, tant au point de vue des récompenses
 que du rapport et de la réduction.

C'est d'ailleurs ce qu'a toujours décidé la jurispru-
 dence qui assimile complètement ces deux contrats d'as-
 surance. Nous pouvons citer entre autres arrêts celui
 de la Cour de Paris du 5 mai 1899 (1), confirmant
 avec adoption de motifs un jugement du Tribunal de la
 Seine du 2 avril 1897. C'est aussi ce que déclare l'art.
 63 du projet de loi sur les assurances.

Nous adopterons encore les règles que nous aurions
 appliquées en cas d'assurance par le mari au profit de
 la femme, pour résoudre les questions posées soit par
 la renonciation du mari au bénéfice de l'assurance,
 soit par son prédécès.

(1) D. 1901, 2, 240.

Une petite particularité se présentera si les héritiers de la femme renoncent à la communauté. Le bénéfice de l'assurance n'en appartiendra pas moins au mari, mais les primes qui avaient été prélevées sur l'actif de la communauté seront censées avoir été payées sur les revenus du mari et par conséquent il ne saurait être question de rapport ou de réduction à l'égard de la succession de la femme.

SECTION II

Femme non autorisée

Passons maintenant à l'examen de l'hypothèse où la femme n'est pas autorisée de son mari. Aux termes des art. 217 et seq. du Code civil, la femme mariée ne peut « donner, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit « ou onéreux » sans l'autorisation de mari ou de Justice. Tout acte passé sans aucune de ces autorisations est nul. Mais cette nullité n'est pas absolue, elle n'est que relative et aux termes de l'art. 225 du Code civil, la demande en nullité pourra être intentée soit par le mari, soit par la femme autorisée pendant le mariage et après sa dissolution, par la femme ou ses héritiers, et seulement pendant un délai de dix ans. L'assurance sur la vie est donc un acte que la femme ne peut accomplir seule. Si, par conséquent, elle a souscrit un contrat d'assurance sur la vie dans ces conditions et que l'action en nullité soit intentée, les demandeurs obtiendront la nullité du contrat et obligeront la Compagnie à leur rembourser le montant des primes déjà versées. Mais la Compagnie ne pourra pas se prévaloir de la nullité de ce contrat et si, ni le mari, ni la femme, ni les héritiers du mari ne disent rien, elle sera obligée de remplir toutes ses obligations.

L'assurance sur la vie contractée par une femme non autorisée peut d'ailleurs être validée après coup par le mari. Et cette ratification peut être expresse ou tacite. Dans cette dernière hypothèse, la ratification pourra découler de ce que la femme a payé les primes au vu et au su de son mari.

C'est d'ailleurs ce qui arrivera dans la plupart des cas où les primes ont été payées des biens de la communauté, car pour supposer l'ignorance de ce versement par le mari, il faudrait presque imaginer un détournement de la part de la femme. Or, quel intérêt aurait-elle à agir de cette façon puisqu'elle a pour but de faire parvenir à son mari le bénéfice du contrat qu'elle a passé ?

Si cette ratification expresse ou tacite a eu lieu, il nous semble que le contrat est devenu aussi valable que si la femme avait été autorisée dès le début et doit produire les mêmes effets. Le mari aura donc un droit direct et personnel sur le capital souscrit : « Si les intéressés, dit M. Lefort (1), n'excipent pas de la nullité, l'assureur est dépourvu du droit de se prévaloir de l'incapacité de la femme, il est tenu de verser le capital assuré. Ce dernier appartient au mari « jure proprio » comme si le contrat avait été passé à son profit par un étranger. »

Evidemment cette hypothèse est très rare, aussi y a-t-il peu de jurisprudence sur la matière. Nous connaissons un arrêt de la Cour de Poitiers du 17 août 1875 (2), qui statue en sens contraire de notre opinion et qui fait entrer le capital souscrit dans la communauté. Mais cet arrêt est absolument une décision d'espè-

(1) Lefort, op. cit., tome II, p. 369.

(2) D., 1876, 2, 181.

ce, motivée pas ce fait que la femme assurée n'avait pas toujours eu l'intention de faire une libéralité à son mari.

L'assurance qui a motivé le jugement du Tribunal d'Hazebrouck du 13 novembre 1908 était, elle aussi, souscrite par une femme non autorisée, mais le Tribunal ne statua pas sur la question qui nous occupe actuellement, parce qu'aucune des deux parties n'invoquait la nullité du contrat de ce chef : « Qu'ils l'invoquent si peu qu'ils sollicitent chacun que l'on donne une destination au capital qui résulte du contrat d'assurance passé par la femme. Qu'en agissant ainsi, ils confirment et ratifient incontestablement ledit contrat et seraient l'un et l'autre mal tenus à se prévaloir du défaut d'autorisation. »

Ces attendus nous donnent à penser que le Tribunal d'Hazebrouck aurait statué en faveur de notre opinion, s'il n'avait cru trouver dans une autre partie du contrat d'assurance des motifs qui l'ont décidé à déclarer que le capital était tombé dans la communauté (1).

Si le mari ne ratifie pas le contrat d'assurance passé par sa femme, le bénéfice de ce contrat étant une acquisition mobilière, tombe dans la communauté.

SECTION III

Femme de la loi du 13 Juillet 1907

Dans le contrat d'assurance sur la vie passé par une femme non autorisée au profit de son mari, il nous faut faire une place particulière à la femme, marchande publique ou employée, qui a une source d'activité propre et à qui son travail procure des ressources.

Une loi du 13 juillet 1907 vient en effet de lui accorder certains droits propres sur les bénéfices qu'elle

(1) V. première partie, p. 46.

refire de son travail. C'est ainsi que l'art. 1^{er} de cette loi déclare que : « Sous tous les régimes et à peine de
« nullité de toute clause contraire portée au contrat de
« mariage, la femme a, sur les produits de son travail
« personnel et les économies en provenant, les mêmes
« droits d'administration que l'art. 1449 du Code civil
« donne à la femme séparée de biens.

« Elle peut en faire emploi en acquisitions de valeurs mobilières ou immobilières.

« Elle peut, sans l'autorisation de son mari, aliéner, à titre onéreux, les biens ainsi acquis. »

Et l'article 1449 rapporté dans cet article déclare que la femme peut « disposer de son mobilier et l'aliéner. »

Quel sera le résultat de toutes ces dispositions vis-à-vis de la femme de cette catégorie qui veut contracter une assurance sur la vie ?

Tout d'abord il est certain que si les primes doivent être payées sur les biens qu'elle acquiert par son travail, le contrat d'assurance sera valable, car elle a « la libre administration de ses biens, » d'après l'art. 1449 du Code civil et l'art. 1^{er} de la loi du 13 juillet 1907 ajoute qu'elle peut, avec ses biens, « acquérir des valeurs mobilières. » Or, le droit au capital souscrit est bien une valeur mobilière. Mais la question change quand nous nous demandons si elle a le droit de désigner son mari comme bénéficiaire de son contrat.

Sans doute, si la cession du bénéfice était faite à titre onéreux, dans un des cas prévus par l'art. 1595, nous ne pourrions hésiter, le texte de la loi disant formellement qu'elle peut, sans l'autorisation du mari, aliéner à titre onéreux les biens qu'elle a acquis avec les ressources de son travail.

Mais si elle veut faire une libéralité à son mari, nous croyons que l'on devra exiger l'autorisation de ce mari, car si elle peut aliéner à titre onéreux, le texte ne dit pas qu'elle peut aliéner à titre gratuit et il nous semble au contraire que la défense d'une telle disposition ressort clairement de l'ensemble de l'article.

C'est par cette distinction que M. Lefort (1) explique le droit de la femme de la loi du 13 juillet 1907, par rapport à l'assurance. Voici en effet ce qu'il dit à ce sujet : « C'est reconnaître à la femme mariée, exerçant
« un travail personnel, la possibilité de souscrire un
« contrat de capital ou de rente différée à son profit ou
« au bénéfice de sa succession, de recourir à l'assu-
« rance comme mode de garantie. C'est admettre en
« principe pour la femme mariée, le pouvoir de perce-
« voir sur sa seule signature et sans aucune autorisa-
« tion le capital constitué librement par elle au moyen
« d'un contrat d'assurance. Certes... la liberté n'est
« pas complète du moment que le retrait peut en être
« effectué dans des conditions particulières, et d'autre
« part, de ce que la loi du 13 juillet 1907 ne statue
« que pour les contrats à titre onéreux, il suit que le
« droit commun reprend sa force pour les contrats
« souscrits au profit d'un tiers quand ils ont le carac-
« tère de libéralité. Mais la réforme n'en est pas moins
« réelle. »

En résumé, si la femme de la loi du 13 juillet 1907 peut valablement souscrire seule un contrat d'assurance sur la vie, elle ne peut, à l'aide de ce contrat, faire une libéralité. Si elle veut arriver à ce but, il lui faudra l'autorisation de son mari, même si c'est lui qui doit être bénéficiaire.

(1) Lefort : L'assurance-vie et la Cour de cassation en 1907. p. 7.

CHAPITRE VI

ASSURANCE PAR LES DEUX ÉPOUX **au profit du survivant dans le régime de la** **communauté légale**

Après avoir examiné successivement les difficultés qui se présentent en cas d'assurance sur la vie entre conjoints, que cette assurance soit faite isolément par le mari au profit de sa femme, ou par la femme en faveur de son mari, il nous faut maintenant envisager l'hypothèse où les deux assurances existent simultanément, c'est-à-dire le cas où l'assurance est contractée par les deux époux au profit du survivant. Nous allons d'abord examiner les questions qui sont soulevées par la forme de cette double assurance, puis nous étudierons les difficultés qui ont trait à l'attribution du bénéfice de ce contrat.

SECTION I

Forme

Plusieurs moyens sont offerts aux époux qui veulent souscrire une telle assurance. Ils peuvent d'abord réaliser ce contrat par deux polices séparées, qu'ils pourraient souscrire, la femme avec l'autorisation du mari, le même jour et à la même Compagnie. Dans ce cas, pas de difficultés, les deux assurances auront chacune leur vie propre, produiront chacune leurs effets particuliers, et les particularités qui seraient soulevées de-

vraient certainement recevoir les solutions que nous avons indiquées dans nos deux chapitres précédents. C'est ce qu'a d'ailleurs décidé un arrêt de la Cour d'Amiens du 4 août 1898 (1).

Le seul défaut que présenterait ce moyen, c'est que les primes ne subiraient aucune réduction et en pratiquant ce double contrat les deux époux chercheront le moyen d'arriver à une réduction de la prime à payer.

Un autre procédé qui pourrait être employé est celui-ci : L'intention formelle des deux époux est que, quel que soit celui qui précède, il ait la certitude de laisser son conjoint dans l'aisance. Or, ce but pourrait être réalisé par une seule assurance, souscrite, par exemple, par le mari au profit de sa femme et dans laquelle il se désignerait lui-même comme bénéficiaire à défaut de sa femme. De cette manière, le survivant recueillerait toujours le bénéfice du capital assuré :
« Mais, comme le dit très bien M. Cailteaux (2), cette
« assurance ne pourrait produire tous les effets que
« produirait une assurance contractée par les deux
« époux conjointement. Il est certain que le survivant
« recueillera toujours un capital. Mais *a*, les primes,
« seront à la charge d'un seul époux, elles seront vrai-
« semblablement moins fortes que si elles étaient à la
« charge des deux conjoints ; en conséquence, le capi-
« tal assuré sera lui-même moins élevé ; — *b*, sous un
« régime de communauté, le capital reviendra en pro-
« pre à l'époux bénéficiaire, s'il survit ; s'il précède
« l'époux souscripteur verra ce capital tomber en com-
« munité, parce qu'un époux n'a pas le droit de se

(1) D. 1902, 2, 24.

(2) Thèse Paris, 1905, p. 60.

« constituer des propres à lui-même pendant le mariage (1). Et cependant, ici comme partout ailleurs, « l'intention des conjoints est évidente ; ils ont voulu « que le survivant recueille intégralement le capital « assuré à titre de propre. »

Un autre moyen s'ouvre alors aux époux, c'est celui de l'assurance conjointe, par lequel les époux assurent, au survivant d'eux, un capital désigné, et qui sera généralement plus élevé que celui qui aurait été obtenu par le second moyen proposé, et ce, en payant une prime qui, toutes proportions gardées, sera plus faible.

L'on a quelquefois contesté la validité d'une telle convention. Ce contrat fait par la même police contient, dit-on, deux assurances : l'une par le mari au profit de la femme, l'autre par la femme au profit du mari, et comme nous avons admis que chacun de ces contrats constituait une libéralité de l'un des époux vis-à-vis de l'autre, nous devons admettre que dans l'assurance au profit du survivant des deux conjoints, il y a une libéralité réciproque. Nous nous trouvons donc en face de l'art. 1097 du Code civil qui décide que : « les époux ne « pourront, pendant le mariage, se faire aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même « acte. »

Pour éviter la nullité encourue du fait de cet article, certains auteurs ont voulu voir dans cette double assurance un contrat à titre onéreux. D'après eux, la cause de la donation de l'un est la donation de l'autre et réciproquement. C'est ainsi que M. Lefort (2) expose son système : « Les deux époux qui ont traité en faveur du

(1) Voir chapitre suivant.

(2) Lefort, op. cit. tome II, p. 375 et suiv.

« survivant ont concouru à une opération d'assurance
« qui leur a été inspirée par un sentiment semblable
« et réciproque... L'assurance est unique ; les deux
« époux y ont pris part. Dans quelle intention ? En se
« plaçant à l'époque du contrat et sans attendre l'évé-
« nement du décès, on doit reconnaître que chaque
« époux songait à son intérêt, avait la perspective d'un
« échange propre à retirer du contrat. Il est bien cer-
« tain que l'on ne peut faire abstraction des senti-
« ments généreux qui existaient chez les époux,
« de la volonté de chacun de procurer à son conjoint
« survivant une existence convenable, mais les éléments
« d'une double donation n'apparaissent pas....

« Dans le contrat dont il s'agit actuellement, tout
« est commun entre les parties ; le résultat poursuivi
« est le même ; la contribution de chacune des parties
« est égale ; la somme destinée au survivant est l'objet
« unique d'une dette contractée par la Compagnie. On
« ne peut dire que cette somme promise par la Compa-
« gnie sorte plutôt de l'un que de l'autre des patri-
« moines des époux.

« Il paraît difficile de découvrir et de séparer les
« éléments des deux libéralités ; l'opération est *une*
« *opération indécomposable de sacrifice mutuel et de*
« *prudence commune.* »

Sans doute, ce système a l'avantage de tourner la difficulté présentée par l'art. 1097, mais il a à notre sens le grand inconvénient de ne pas répondre à la réalité des choses, car les deux époux, en employant ce moyen de l'assurance conjointe, n'ont pas eu pour but de risquer de se voir attribuer tout le capital en cas de survie en s'exposant à perdre leur part personnelle au cas de prédécès, ils ont voulu se faire une libéralité et ils ont

employé, pour arriver à leurs fins, le procédé qui leur donnait le plus de résultat pour la moins grande dépense.

De plus, il ne correspond pas aux intentions des parties, car il est bien certain que les deux époux ont voulu que le survivant touche le capital à titre de propre, en admettant que ce contrat soit à titre onéreux, comme l'enseigne cette théorie, l'on arrive à faire tomber le bénéfice de l'assurance dans la communauté, ainsi que toutes les acquisitions faites à titre onéreux pendant le mariage et par conséquent les héritiers de l'époux prédécédé pourront venir en réclamer la moitié.

Aussi préférons-nous rejeter ce système et déclarer que cette assurance contient réellement une double libéralité, la première par la femme au mari, la deuxième par le mari à la femme, et ces donations faites toutes les deux sous la condition résolutoire de la survie du bénéficiaire. Si c'est par exemple la femme qui meurt, l'assurance qui avait été faite en sa faveur par le mari sera annulée rétroactivement et sera censée n'avoir jamais existé, tandis que l'assurance faite par la femme au profit du mari produira son plein effet.

L'on a quelquefois vu là, un argument pour écarter l'application de l'art. 1097. Quand le contrat d'assurance conjointe produit son effet, dit-on, il n'y a plus qu'une seule assurance qui survit, puisque l'autre a été annulée rétroactivement. Comme il n'y a plus qu'une assurance, il n'y a plus qu'une seule libéralité et par conséquent l'art. 1097 ne trouve plus son application.

Sans doute, cet argument peut être employé. Nous aimons mieux cependant recourir à une autre démonstration. Cet art. 1097 contient certainement une règle

de forme bien faite pour confirmer l'art. 1096 et destinée à empêcher toute entrave à la liberté de la révocation des donations entre époux. Si l'on a voulu que ces donations soient faites par actes séparés, c'est pour que chaque époux conserve entièrement la liberté de révoquer les donations qu'il aurait faites et ne soit pas empêché d'exercer son droit par la crainte qu'il aurait de perdre à son tour le bénéfice de la donation à lui faite par son conjoint.

C'est là une règle analogue à celle édictée dans l'art. 931 et qui veut que tous les actes de donations soient passés devant notaire, afin qu'il en reste trace et permettre l'application des règles de la réserve. Et cependant cet art. 931 n'est pas un obstacle à la validité des donations indirectes, il en doit être de même avec notre art. 1097. C'est une règle de forme qui ne doit pas empêcher la validité des donations indirectes entre époux. Or, l'assurance sur la vie entre conjoints constituée une donation indirecte, l'art. 1097 ne doit donc pas s'appliquer et l'assurance conjointe de deux époux au profit du survivant peut parfaitement se faire dans une seule et unique police.

La jurisprudence admet depuis longtemps la validité d'une telle convention. C'est ainsi que dans une affaire Théodat, où existait une assurance semblable à celle que nous examinons actuellement, le Tribunal de Cambrai, le 26 août 1875 (1), avait déclaré que cette assurance ne pouvait constituer une stipulation pour autrui régie par l'art. 1121 « parce qu'aux termes de l'art. 1097, « les époux ne peuvent, pendant le mariage, se faire « aucune donation mutuelle par un seul et même acte, »

(1) J. N. et A. 1876, p. 102.

mais sur appel, la Cour de Douai infirma le 31 janvier 1876 (1), ce jugement et la Cour de Cassation rejeta le 28 mars 1877 (2), un pourvoi dirigé contre cet arrêt. L'art. 64 du projet de loi a pour objet de trancher cette discussion en décidant que : « Les époux peuvent contracter deux assurances réciproques sur la tête de chacun d'eux par un seul et même acte. »

SECTION II

Attribution du bénéfice

Nous venons de voir que l'assurance souscrite par deux époux au profit du survivant, constituait une double libéralité. Il nous faut maintenant nous demander si le bénéfice de ce contrat constitue directement un propre ou tombe dans la communauté, dans ce cas il ne sortirait de la communauté après y être entré, que par suite d'une donation faite par l'époux prédécédé à l'époux survivant. C'est cette dernière théorie que semble adopter M. Planiol (3), quand il dit : « Il est certain que ce capital est un conquêt, puisqu'il est acquis à titre onéreux pendant le mariage ; il entre donc en principe dans la masse commune. Mais d'autre part, il n'est pas interdit au mari de donner à sa femme, par acte entre vifs, un bien de communauté, et la femme de son côté, peut faire donation de sa part d'un bien commun avec l'autorisation du mari. On sous-entend dans toute assurance réciproque, une double donation de ce genre. Il en résulte que le

(1) J. N. et A. 1876, p. 102.

(2) J. N. et A. 1877, p. 327.

(3) Planiol, tome II, p. 709.

« bénéfice de l'assurance se trouve appartenir en totalité à l'époux survivant, pour une moitié à raison de la part qu'il prend dans la communauté, et pour l'autre moitié à raison de la donation dont il a été gratifié par son conjoint. » Nous avons déjà fait la critique de ce système dans les précédents chapitres, nous rappelons que son grand inconvénient est de faire entrer, fût-ce quelques moments, le bénéfice de l'assurance dans le patrimoine de la communauté, et par là de ne faire prendre naissance au droit du bénéficiaire qu'au moment de la donation à lui faite par son conjoint, dans le cas présent, au moment de la mort du prédécédé, car jusqu'à ce moment, l'on ne peut savoir quelle est la stipulation qui doit produire effet. Par conséquent, son droit ne sera pas opposable aux créanciers si, lors du décès du premier mourant, celui-ci commerçant, était insolvable et dans la période de cessation des paiements.

M. Pinchon, dans un article paru dans la *Revue Critique* (1), développe, pour expliquer le mécanisme de cette assurance, un système assez ingénieux.

« Je relève, dit-il, dans la police, deux assurances :
« A, Une assurance, contractée par la femme au profit du mari. Elle a géré l'affaire de celui-ci en lui assurant dix mille francs, s'il lui survit. L'assuré présumptif, si je puis ainsi dire, c'est le mari. Il est titulaire de la créance de dix mille francs, sous la condition résolutoire de son prédécès. Mais la femme est titulaire de la même créance, sous la condition suspensive subordonnée au même événement. Les deux créances ont le même objet, mais sont soumises à des

(1) *Revue critique* 1900, pages 311 et 312.

« conditions inverses. J'essaierai de démontrer tout à
 « l'heure que chacune d'elles est propre à l'époux qui
 « en est titulaire.

« B, Le mari lui aussi, a géré l'affaire de la femme
 « en lui assurant dix mille francs, si elle lui survit. Ici,
 « c'est la femme qui est l'assurée présomptive ; elle
 « est titulaire de la créance du capital assuré, sous la
 « condition résolutoire de son prédécès. Le mari est
 « titulaire de la même créance sous la condition sus-
 « pensive qu'il survivra à la tiers assuré. Ces deux
 « créances sont également propres aux époux. Il résulte
 « de ce qui précède que si la femme survit au mari, elle
 « pourra réclamer à la Compagnie d'assurances : 1°
 « les dix mille francs, objet de la première assurance,
 « la condition suspensive à laquelle était subordonnée
 « sa créance s'étant réalisée ; 2° les dix mille francs
 « stipulés dans la seconde assurance, la condition réso-
 « lutoire à laquelle était soumise cette seconde créance
 « ne s'étant pas réalisée et ne pouvant plus se produire
 « désormais. »

Et il fait le même raisonnement pour le cas de sur-
 vie du mari.

Malgré la grande ingéniosité de ce système, nous ne
 saurions l'admettre : d'abord il repose sur la théorie de
 la gestion d'affaire et nous avons dit dans notre première
 partie les raisons qui nous déterminaient à repousser
 ce système. Puis dans l'assurance conjointe, nous ne
 voyons pas trace de cette décomposition du capital
 assuré en deux créances, comme le croit M. Pinchon.

Nous préférons voir dans ce contrat deux assurances
 distinctes, l'une par le mari au profit de la femme,
 l'autre par la femme au profit du mari, mais toutes les
 deux souscrites sous une condition résolutoire : la sur-

vie du bénéficiaire. Lors du décès du prémourant des deux époux, la condition rétroagissant, l'une des deux assurances sera censée n'avoir jamais existé, l'autre produira son effet comme si elle avait toujours été seule, et son bénéficiaire sera censé avoir toujours eu un droit direct et personnel sur le bénéfice de l'assurance. Tant que les deux époux vivent, chacun d'eux aura eu ce droit personnel et direct, mais sous condition résolutoire.

Les seuls monuments de jurisprudence que nous connaissons sur la matière sont ceux que nous avons déjà cités (1), à propos de l'affaire Théodat. Comme nous l'avons dit, le Tribunal de Cambrai avait, en se basant sur l'art. 1097, refusé de reconnaître le droit propre et personnel de l'époux survivant. La Cour de Douai infirma le jugement et reconnut ce droit direct de la femme survivante. Sur pourvoi, la Cour de Cassation rendit un arrêt de rejet qui contient ces attendus : « Que par le contrat d'assurance du 10 mai 1871, la « Compagnie « Le Monde » s'est obligée envers les « époux Théodat stipulant conjointement, à payer, lors « du décès du prémourant desdits époux, une somme « de 20.000 fr. à l'époux survivant. Que de l'alternative prévue par ce contrat, est résulté pour chacun des « époux un droit éventuel à la somme assurée, soumise « en même temps à la condition suspensive de sa propre « survie et à la condition résolutoire du prédécès de « son conjoint. Que la branche de l'alternative favorable à la dame Théodat s'étant réalisée par le prédécès de son mari, le droit éventuel de ce dernier a été « résolu, et celui de la femme survivante a été, au

(1) Voir page 149.

« contraire, rendu définitif par l'accomplissement
« de la condition suspensive à laquelle il avait été sou-
« mis.

« Que, par suite, les droits de la veuve Théodat doi-
« vent être réglés comme si l'assurance avait été con-
« tractée par Théodat seul et sur sa propre vie et au
« profit de sa femme survivante. »

Par conséquent, la Cour de Cassation partage abso-
lument notre théorie.

De ce que l'assurance au profit de l'époux survivant
doit s'appliquer comme si elle avait toujours existé
seule, nous en tirons cette conséquence que l'on devra
lui appliquer toutes les solutions que nous avons po-
sées dans nos précédents chapitres, que par suite des
événements ce soit la femme ou le mari qui reste comme
bénéficiaire.

CHAPITRE VII

ASSURANCE PAR UN ÉPOUX à son profit personnel sur la tête de son conjoint dans le régime de la communauté légale

Jusque maintenant, nous avons toujours examiné des hypothèses où l'un des époux s'assurait au profit de son conjoint. Nous devons actuellement envisager le cas où l'un des deux époux souscrit une assurance sur la tête de son conjoint, mais à son profit personnel ; le bénéficiaire et le souscripteur ne sont alors qu'une seule et même personne et c'est le tiers qui joue le rôle d'assuré.

Tout d'abord disons qu'un tel contrat n'est possible qu'avec le consentement de l'époux sur la tête duquel repose l'assurance, car l'arrêt du Conseil d'Etat du 28 mai 1818 contient cette disposition : « Il ne doit pas être permis de s'assurer sur la vie d'autrui sans son consentement. » C'est aussi ce que décide le projet de loi sur les assurances.

Sans doute un tel contrat est bien valable, mais quel effet produira-t-il ? Quel sera le sort du capital souscrit, tombera-t-il dans la communauté ou au contraire restera-t-il propre à l'époux souscripteur ?

Il semblerait que par suite de la combinaison des art. 1395 et 1401, d'une part, l'époux ne pouvant pas, de sa propre volonté, se créer des propres avec les deniers de la communauté, et d'autre part toute acqui-

sition à titre onéreux — et le contrat passé entre le souscripteur de l'assurance et la Compagnie est bien un contrat à titre onéreux — faite des deniers de la communauté, devant profiter à cette communauté, le bénéfice de l'assurance vienne accroître son actif.

L'on peut cependant arriver à soutenir le contraire. Nous allons successivement examiner les deux hypothèses qui peuvent se présenter : assurance souscrite par la femme, assurance souscrite par le mari.

SECTION I

Assurance souscrite par la femme

C'est surtout dans ce cas, que l'on a voulu permettre à la femme de conserver un droit propre et personnel.

« Le législateur a eu certainement, dit M. Lefort (1),
« une vue exacte et juste en voulant que les époux qui
« consentaient à être communs en biens fissent con-
« courir à ce but unique, la prospérité commune, tous
« leurs efforts. Seulement, il ne faut pas exagérer cette
« règle, car ce serait empêcher de pourvoir à la sécu-
« rité de la femme survivante ; si le capital promis par
« la Compagnie à la femme, le cas échéant, devrait
« être versé dans la communauté, et si la commu-
« nauté était mauvaise, la femme y renonçant per-
« drait l'émolument de l'assurance pour son temps
« de survie et de veuvage. Il est raisonnable de
« supprimer tous les obstacles capables de contra-
« rier la combinaison qui remédie aux conséquen-
« ces funestes de la mort ; il suffit que l'abri fourni
« par l'assurance en cas de décès soit constitué par

(1) Lefort, op. cit., II, p. 383.

« l'assureur au moyen du calcul des chances courues
« et sur les réserves obtenues par la fructuation des
« primes, grâce à une mutualité et à une réversion
« entre les assurés qui est de l'essence de l'assurance.
« Or, cette condition est remplie lorsque la femme
« survivante a le secours qu'elle a espéré recevoir des
« mains de l'assureur sur des ressources créées par
« l'assurance. La femme seule a donc un droit sur le
« capital assuré. Seule, elle doit recevoir la somme
« portée au contrat quand elle figure elle-même à la
« stipulation lorsqu'elle traite d'une façon telle que le
« contrat soit à son avantage et sans qu'en aucune
« éventualité le mari, intervenant exclusivement pour
« l'autorisation et la régularité, puisse rien réclamer. »

C'est encore cette théorie que soutient M. Labbé en écrivant dans une note du Sirey (1) : « Un tel contrat
« répond à des intérêts réels, graves et sérieux qui sont
« naturellement et non arbitrairement en dehors de la
« communauté. Ce qui prouve que ce contrat n'est pas
« de ceux qui doivent nécessairement profiter à la
« communauté, c'est que, fait pour la communauté, il
« n'a plus le même sens, le même but, le même résultat.... Il laisse en souffrance l'intérêt personnel
« de l'époux survivant. »

Sans doute, il est bien de l'intention de la femme de conserver comme propre le bénéfice de l'assurance, mais l'intention ne fait pas le droit et si les raisons que développent MM. Labbé et Lefort sont assez fortes pour entraîner le législateur, nous ne pensons pas qu'elles soient de nature à amener, dans l'état actuel du droit, la solution qu'ils souhaitent.

(1) S. 1877, 1, 393.

Un arrêt de la Cour de Riom du 8 juillet 1890 (1), déclare propre le droit de la femme parce que le capital ne s'étant formé que par suite du décès du mari, la dette de la Compagnie n'a pris naissance qu'au moment où la communauté était dissoute. Mais là n'est pas la question. Nous n'avons pas à voir à quel moment se forme le capital, mais le sort de la créance de la femme et cette créance existe depuis la souscription de la police.

D'autres cherchent la solution dans la règle qui permet au mari seul, ou aux deux époux réunis de se faire des donations de biens pris dans la communauté et qui déclare que le résultat de ces donations sera de constituer des propres. C'est ce système que nous avons admis à propos des assurances passées par un époux sur sa propre tête au profit de son conjoint. Les partisans de ce système, tirant argument de ce que le consentement du mari au contrat qui nous occupe actuellement est nécessaire, déclarent qu'en autorisant cette assurance, il a par le fait même autorisé la donation. C'est ce qu'admet M. Vollard (2) : « La véritable solution
« se trouve, non dans le fait de la femme agissant
« seule, mais de la femme agissant avec le concours
« de son mari. Ce concours s'est produit à un double
« moment et sous un double aspect. D'abord, au mo-
« ment où l'assurance a été contractée sur sa propre
« tête, le consentement du mari a été nécessaire. On
« sait, en effet, que l'assentiment du tiers assuré est
« obligatoire. D'autre part, le mari a prêté à sa femme
« un concours pécuniaire qui s'est renouvelé autant
« de fois qu'il y a eu de primes payées, les deniers

(1) S. 1891, 2, 485.

(2) Thèse, Paris 1902, p. 98.

« communs employés à ces paiements ont été fournis
 « par lui, chef de la communauté. La situation est la
 « même que s'il avait personnellement contracté l'as-
 « surance au profit de sa femme. Il est donc permis
 « de donner effet à la volonté du mari, et dans le cas
 « particulier, c'est essentiellement cette volonté, indé-
 « pendamment de celle de la femme, qui aura créé un
 « propre, au profit de celle-ci. Le raisonnement est le
 « même que si les primes avaient été payées par un
 « tiers. »

Nous ne pouvons nier la logique de ce raisonnement, mais nous ne saurions être aussi absolu dans la conclusion. Il ne nous faut pas oublier que le mari est chef de la communauté. En autorisant la souscription de la police et le paiement des primes, il n'a peut-être eu en vue que l'acquisition du capital de l'assurance par la communauté. Il faudra donc exiger pour reconnaître le droit propre de la femme une grande netteté dans les termes.

D'ailleurs cette forme d'assurance sera très rare, car si la femme veut s'assurer un capital qu'elle conservera comme propre à la mort de son mari et avec son consentement, pourquoi emploierait-elle ce moyen détourné qui permet la critique, alors qu'elle arrivera au même résultat et d'une manière incontestable en faisant contracter l'assurance par son mari et à son profit personnel ?

SECTION II

Assurance souscrite par le mari

Quand l'assurance est souscrite par le mari à son profit personnel, mais sur la tête de sa femme, l'on

admet généralement que le bénéfice de l'assurance doit tomber dans la communauté et qu'il ne recueillera tout le bénéfice de l'assurance que si la femme renonce à la communauté. Le mari peut bien disposer à titre gratuit des biens de la communauté, mais il ne peut le faire en sa faveur, donc il ne peut se constituer en propre le bénéfice de cette assurance.

Et cependant nous croyons que l'on pourrait soutenir que dans certains cas, le mari aura bien un droit propre. Nous avons admis précédemment que le mari et la femme peuvent disposer ensemble des biens communs à titre gratuit, même en faveur du mari (1). Or, dans notre contrat, l'autorisation de la femme sera nécessaire pour valider le contrat (la personne sur la tête de laquelle repose l'assurance devant donner son consentement), rien n'empêche qu'en autorisant le contrat, elle ne spécifie en même temps la volonté qu'elle a de voir son mari profiter seul du capital souscrit. Et cette intention déclarée en termes formels, rendue valable par le consentement du mari, devra, à notre avis, produire son effet.

Mais nous avouons qu'il faudra, dans ce cas, une stipulation expresse et que du concours de la femme à l'acte, l'on ne pourra pas conclure qu'elle avait l'intention de gratifier son mari.

Aussi le plus souvent le bénéfice d'une telle assurance tombera en communauté. C'est d'ailleurs en ce sens que la Cour de Nancy a statué le 23 janvier 1904 (2).

Avant de finir ce chapitre, nous devons faire observer que si le bénéfice de l'assurance tombe en communauté,

(1) Voir Chapitre V, p. 137.

(2) R. N. et E., 1904, p. 666.

il ne saurait être question de récompense. Si, au contraire, on se décide en faveur du droit propre des époux, l'on ne saurait, à notre avis, invoquer ici les arguments qui nous ont fait dispenser de la récompense dans tous les cas ; l'on ne pourrait en effet concevoir qu'un époux se constitue un propre à lui-même aux dépens du patrimoine commun. Cependant, quand c'est la femme qui est bénéficiaire, l'on pourrait soutenir que le mari désirant que le capital lui reste propre a voulu en même temps lui faire donation des primes payées annuellement et par conséquent la dispenser d'en faire récompense.

De même, nous croyons que, ici encore, l'on devra tempérer cette règle des récompenses, en en dispensant les primes prélevées uniquement sur les revenus.

CHAPITRE VIII

QUELQUES PARTICULARITÉS dans l'hypothèse d'assurance en cas de vie ou d'assurance mixte dans le régime de la communauté légale.

Au début de notre travail, nous avons déclaré que nous raisonnerions toujours sur le cas d'une assurance en cas de décès, quitte à signaler au passage les quelques particularités que soulèvent les autres modes d'assurance. Nous voici arrivés au terme de l'étude de notre contrat souscrit entre époux sous le régime de la communauté légale, il nous semble donc nécessaire, avant d'aller plus loin, de dire un mot de l'assurance en cas de vie ou de l'assurance mixte.

Assurance en cas de vie

Quand les deux époux vivent encore au moment du terme fixé dans la police, ce genre d'assurance ne soulève aucune difficulté. Etant le résultat d'une acquisition faite à titre onéreux (le contrat passé entre l'assuré et la Compagnie assureur, étant toujours à titre onéreux), le capital stipulé rentre dans la communauté et lors de la liquidation, il se retrouvera dans l'actif de cette communauté.

De même, si l'assuré meurt avant le terme fixé, il n'y aura non plus aucune difficulté, la Compagnie acquiert un droit définitif aux primes et la commu-

nauté qui devait profiter, en cas de survie de l'assuré, du bénéfice résultant de ce contrat, perd le montant des primes qu'elle a déboursées. C'est là le résultat du contrat aléatoire qu'est l'assurance sur la vie. Mais une difficulté se présente si c'est le conjoint de l'époux assuré qui meurt avant l'époque fixée. Dans ce cas, la communauté étant dissoute, ne pourra pas profiter lors de l'arrivée du terme, du bénéfice de l'assurance et si l'époux assuré vit encore à cette époque, il touchera à titre propre le bénéfice de l'assurance.

Et cependant des prestations ont été fournies par la communauté ! L'on pourrait soutenir qu'il faudra comprendre dans l'actif de la communauté le contrat d'assurance pour ce qu'il vaut lors de la dissolution de la communauté, c'est-à-dire pour sa valeur de rachat. Mais nous avons déjà fait remarquer que cette valeur de rachat comprenait la valeur réelle du contrat, déduction faite d'un bénéfice prélevé par la Compagnie, aussi aimons-nous mieux obliger l'époux assuré à récompenser la communauté du montant des primes déjà versées. C'est en effet de cette seule valeur que la communauté s'est appauvrie dans l'espoir d'un gain futur qui, par suite des circonstances, profitera à un autre patrimoine.

Assurance mixte

Nous avons déjà dit qu'il y avait deux sortes d'assurance mixte : l'assurance mixte ordinaire et l'assurance mixte à terme fixe. Examinons successivement ces deux sortes de contrat.

Dans l'assurante mixte ordinaire ou proprement dite, le capital souscrit doit être payé soit à un terme fixé

dans la police, soit aussitôt après le décès de l'assuré. Cette sorte d'assurance se décompose donc suivant les cas en assurance en cas de vie ou en assurance en cas de décès.

Si l'époux assuré vit encore au terme fixé dans la police, il touchera le capital souscrit et comme c'est là, tout de même que dans l'assurance en cas de vie, une créance acquise par la communauté à titre onéreux, ce sera la communauté qui profitera de ce capital.

Si au contraire, il meurt avant le terme fixé, le contrat d'assurance mixte devient un contrat d'assurance en cas de décès pur et simple dont le bénéfice revient à son conjoint qu'il avait désigné comme devant recueillir le capital. Celui-ci, tant que dure le contrat, a donc un droit propre et personnel au bénéfice sous la condition suspensive du prédécès de l'époux souscripteur. Si la condition se réalise, le bénéficiaire est censé avoir toujours eu droit au capital et l'on devra appliquer toutes les règles que nous avons décrites pour le cas d'une assurance en cas de décès. C'est aussi ce que décide la jurisprudence : Un arrêt de la Cour de Douai du 16 janvier 1897 (1), contient ce dispositif : « Attendu que Toulet a contracté, le 8 mai 1882 avec « la Compagnie « Le Nord », une assurance-mixte... « Attendu qu'il résulte nettement de la clause ci-dessus transcrite, que Toulet, qui avait d'abord stipulé « de la Compagnie le paiement de la somme de 10.000 « francs au profit de sa communauté, s'il était vivant « le 10 mai 1902, a au contraire stipulé pour sa femme « seule le bénéfice de l'assurance, à l'exclusion de sa « communauté, s'il venait à prédécéder.

(1) R. N. et E., 1897, p. 740

« Attendu que cette stipulation, condition de celle
« qu'il venait de faire pour lui-même, a eu pour effet
« (n'ayant pas été révoquée) d'obliger la Compagnie
« à verser, à sa mort, le capital assuré entre les mains
« de la dame Toulet, et de créer au profit de celle-ci,
« dès cet instant, un droit de créance contre elle ;

« Attendu que ce droit lui est personnel, ne repose
« que sur sa tête et ne constitue pas une valeur com-
« mune. »

La Cour de Cassation a rendu le 3 mai 1904 (1), un arrêt dans le même sens.

Assurance mixte à terme fixe

Dans ce genre d'assurance, le capital n'est jamais payé qu'au terme fixé dans la police, mais au cas de prédécès de l'assuré, les primes cessent d'être dues.

Si l'assuré vit encore lors de l'arrivée du terme, le capital rentre dans la communauté.

Si au contraire, il prédécède, il faut distinguer si l'époux est seul bénéficiaire ou s'il y a des bénéficiaires successifs.

S'il est seul, il acquiert dès le décès de l'assuré un droit irrévocable au capital assuré et qui remonte rétroactivement au jour de la souscription de la police. S'il vient ensuite à décéder avant l'arrivée du terme, ce sont ses héritiers qui bénéficieront du contrat.

Si au contraire, il y a plusieurs bénéficiaires successifs, le droit du conjoint désigné dans la police ne sera qu'éventuel et soumis à la condition de son existence à l'arrivée du terme. S'il vient à mourir, son décès ou-

(1) R. N. et E., 1904, p. 791.

vrira le droit du bénéficiaire suivant. Mais par suite de l'effet rétroactif de la condition, s'il survit au terme fixé pour le paiement du capital, son droit sera censé remonter au jour de la souscription de la police.

Il faudra là encore appliquer toutes les solutions que nous avons proposées dans nos précédents chapitres.

CHAPITRE IX

AUTRES RÉGIMES DE COMMUNAUTÉ

Dans toutes les explications que nous venons de donner dans les chapitres précédents, nous avons toujours supposé que les deux conjoints étaient mariés sous le régime de la communauté légale. C'est ce qui arrivera le plus souvent, car c'est sous ce régime que se trouvent mariées toutes les personnes qui n'ont pas fait de contrat de mariage. Et une statistique, publiée en 1898, montre que si sur 82.346 contrats de mariage passés durant cette année, il n'y en avait que 866 adoptant le régime de la communauté légale, il y avait 204.833 unions qui n'avaient été précédées d'aucun contrat de mariage.

Mais à côté de la communauté légale, il est d'autres régimes qui, tout en ayant pour base la communauté, l'ont modifiée soit en la restreignant, soit en l'élargissant :

Dans son art. 1497, le Code civil énumère huit clauses modifiant ainsi la communauté légale et encore déclare-t-il qu'il ne fait qu'énumérer les principales. La plupart de ces stipulations présentent aucun intérêt pour notre matière : telles sont les clauses d'ameublement, d'exclusion des dettes antérieures au mariage, de parts inégales dans le partage de la communauté et enfin celle par laquelle il est convenu que la femme reprendra ses apports francs et quittes. Nous n'en parlerons donc pas, mais nous voudrions dire quelques

mots sur le régime de la communauté réduite aux acquêts, sur la clause de réalisation, celle de préciput et sur la communauté universelle.

Communauté réduite aux acquêts.

C'est le régime qui est pris le plus souvent par les personnes qui font un contrat de mariage. En 1898, il fut adopté 67.288 fois. Les particularités de ce contrat sont déterminées par l'art. 1498 du Code civil : « Lors-
« que les époux stipulent qu'il n'y aura entre eux
« qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclu-
« re de la communauté et les dettes de chacun d'eux
« actuelles et futures et leur mobilier respectif présent
« et futur. En ce cas, et après que chacun des époux
« a prélevé ses apports dûment justifiés, le partage se
« borne aux acquêts faits par les époux ensemble ou
« séparément durant le mariage, et provenant tant de
« l'industrie commune que des économies faites sur
« les fruits et revenus des biens des deux époux. »

Si l'on appliquait ce texte à la lettre, l'on arriverait à ce que la communauté ne comprenne plus rien ; aussi tous les auteurs et la jurisprudence décident que les époux n'ont voulu exclure par cette expression mobilier futur, que celui que chaque époux recevra par donation ou succession.

Quel sera sous ce régime le sort du capital assuré ? Restera-t-il propre, tombera-t-il au contraire dans la communauté ? Toute la question se ramène à celle de savoir si l'époux bénéficiaire a, oui ou non, un droit « ab initio » au montant de la somme promise par la Compagnie.

En effet, les partisans de la théorie de l'assurance-indemnité voient dans l'acquisition du capital une ac-

quisition à titre onéreux qui doit nécessairement tomber en communauté.

C'est encore parce qu'avec le système de la gestion d'affaire, l'on voit dans notre contrat une acquisition à titre onéreux, que sous le régime de la communauté d'acquêts le bénéfice de l'assurance tombera en communauté. Le même résultat, du moins pour la moitié du capital, sera obtenu avec la théorie qui fait tomber le capital dans la communauté, quitte à l'en faire sortir immédiatement par une donation. Seule, la femme, si elle renonce à la communauté, aura un droit propre sur tout le capital assuré.

Nous avons admis pour notre part le droit propre « ab initio » de l'époux bénéficiaire, par conséquent ce bien appartiendra au conjoint de l'assuré à titre direct et personnel. En effet, le régime de la communauté d'acquêts, s'il restreint le patrimoine commun, le laisse tout de même subsister, et le mari, ou la femme autorisée par son mari, ont sur les valeurs mobilières de ce patrimoine, les mêmes droits de disposition qu'ils avaient sous le régime de la communauté légale. Nous pourrions donc conclure que sous ce régime nous arriverons au même résultat que sous le régime de la communauté légale.

Clause de réalisation

Aux termes de l'art. 1500 du Code civil, les époux peuvent exclure de la communauté leur mobilier présent et futur. Si par une clause insérée dans leur contrat de mariage, ils ont exclu leur mobilier futur, il est évident qu'avec n'importe quelle théorie et dans n'importe quelle hypothèse, le capital souscrit dans la police d'assurance restera propre à l'époux bénéficiaire. Avec les

théories que nous avons développées, le seul intérêt que présente pour nous cette clause, c'est l'hypothèse où un époux souscrit une assurance à son profit personnel, mais sur la tête de son conjoint ; dans ce cas, nous avons admis que sous le régime de la communauté légale, il faudrait une déclaration très expresse de l'époux sur la tête de qui repose l'assurance, pour que l'époux bénéficiaire ait un droit propre. Avec cette clause, il aura ce droit direct et personnel, même en l'absence de toute stipulation expresse.

Clause de préciput

Le préciput conventionnel est régi par les articles 1515 et suivants du Code civil. Aux termes de l'art. 1516, ce n'est pas une donation, mais une simple convention de mariage.

Ordinairement, il consiste à déclarer que lors de la dissolution de la communauté, l'un des époux ou ses représentants prendront, avant tout partage, quelque chose de la communauté : soit une somme d'argent, soit des meubles, soit des immeubles, soit même un droit d'usufruit et que ce qu'ils prendront ainsi ne sera pas déduit du montant de leurs droits dans la communauté.

Les époux pourraient, en se mariant, convenir que si l'un d'eux est bénéficiaire d'une assurance sur la vie souscrite à son profit par son conjoint ou par lui-même sur la tête de son conjoint, il prendra à titre de préciput le bénéfice de cette assurance. Sauf pour le cas d'une assurance souscrite par le survivant à son profit sur la tête de son conjoint, notre clause de préciput n'aurait pas d'avantage en droit civil.

Nous verrons plus loin qu'il n'en est plus de même en droit fiscal.

Communauté universelle

La communauté universelle, au lieu de restreindre le patrimoine commun, ne fait que l'élargir ; c'est ainsi qu'aux termes de l'art. 1526 du Code civil, les futurs époux peuvent déclarer que leur communauté comprendra tous leurs biens présents, ou tous leurs biens futurs, ou tous leurs biens présents et futurs.

Quel sera le sort du bénéfice d'une assurance sous un régime stipulant une communauté de tous les biens présents et futurs ou même de tous les biens futurs. Il semblerait que toujours le capital assuré devrait tomber dans la communauté, car sous ce régime les époux ne peuvent avoir de propres.

Cependant il est admis que malgré tout, la communauté universelle ne peut comprendre les biens qui seraient donnés à l'un des époux avec la stipulation que ces biens ne tomberaient pas dans la communauté. Par conséquent, si l'époux souscripteur a voulu gratifier son conjoint à titre de propre, il aura pu le faire. Sous ce régime, la question du droit propre et personnel du bénéficiaire se réduira donc à une question d'intention de la part de l'époux souscripteur.

En finissant, ajoutons que tous ces régimes matrimoniaux laissent subsister, sans les modifier aucunement, les questions de récompense, de rapport et de réduction. Cependant avec la théorie que nous avons adoptée et qui consiste à dispenser du rapport et de la réduction les primes prises sur les revenus, il nous semble que dans le cas d'une communauté réduite aux acquêts, il faudra dispenser complètement de tout rapport et de toute réduction les primes prélevées sur la communauté, car cette communauté ne se compose que des économies faites sur les revenus des biens propres.

CHAPITRE X

DROITS DES CRÉANCIERS en cas d'assurance sur la vie souscrite entre conjoints.

En quelques mots, nous avons indiqué dans notre première partie quels étaient les droits des créanciers en cas d'assurance sur la vie. Il nous faut maintenant revenir sur cette matière et voir quelles modifications subissent ces droits, du fait que le tiers bénéficiaire est le conjoint du souscripteur.

Les droits des créanciers diffèrent suivant que le souscripteur est ou non commerçant. Si c'est un débiteur ordinaire, l'on appliquera les règles du Code civil ; s'il s'agit d'un commerçant, les droits de ses créanciers seront régis par les règles, en général beaucoup plus rigoureuses, du Code de commerce.

Nous diviserons donc notre chapitre en deux sections ; la première sera consacrée à l'étude des hypothèses qui se présentent quand le créancier n'est pas commerçant, la deuxième section à l'étude des droits des créanciers d'un assuré commerçant.

Avant d'aborder cet examen, faisons remarquer que si les droits de l'assuré sont modifiés par l'attribution du bénéfice à une personne déterminée, au contraire, les droits des créanciers du bénéficiaire ne changent pas et ils auront sur le montant de l'assurance les mêmes droits que sur les autres biens qui composent le patrimoine de ce bénéficiaire.

SECTION I

Le mari n'est pas commerçant

Tout créancier possède plusieurs moyens de se protéger contre le débiteur qui ne satisfait pas à ses obligations.

Il peut d'abord saisir-arrêter entre les mains du débiteur, le montant d'une somme d'argent dont son propre débiteur était créancier. L'on a quelquefois prétendu que cette saisie-arrêt était permise en cas d'assurance sur la vie et que le créancier du souscripteur pouvait saisir-arrêter, entre les mains de la Compagnie, le montant du capital assuré. Sans doute, nous croyons que cette manière de procéder serait valable en cas d'assurance temporaire, ou même en cas d'assurance-vie entière si le bénéficiaire n'était autre que le souscripteur, car alors c'est bien l'assuré qui est créancier du capital souscrit. Par conséquent, cette créance est, comme toutes les autres, comprise dans le patrimoine du souscripteur de l'assurance, soumise au droit de saisie-arrêt de la part d'un créancier de son titulaire.

Mais il n'en est pas de même dans le cas d'assurance en cas de décès, alors que le bénéficiaire est un tiers déterminé et ce tiers fût-il le conjoint de l'assuré. D'après une jurisprudence constante, il est admis, que dans ce cas, le droit au capital assuré n'est jamais entré dans le patrimoine du souscripteur, mais est né directement dans celui du bénéficiaire. N'ayant jamais figuré dans l'ensemble des biens du souscripteur de l'assurance, cette dette de la Compagnie ne pourra pas subir une saisie-arrêt du chef d'un créancier de l'assuré.

Cette même solution doit être admise en cas d'assurance mixte, car si l'assuré décède avant le terme fixé

dans la police, le bénéficiaire est censé avoir eu un droit au capital assuré, dès l'origine de la police.

L'art. 1166 du Code civil règle un second droit des créanciers. Aux termes de cet article, « les créanciers « peuvent exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement « attachés à la personne. »

C'est-à-dire que si un débiteur est négligent et omet de faire rentrer dans son patrimoine un bien qui y doit figurer, ses créanciers ont le droit d'agir en son lieu et place et de faire rentrer au nombre de ses biens, en employant les moyens qui sont au pouvoir de leur débiteur, tout ce que celui-ci aurait pu y faire figurer.

Si le souscripteur se sent gêné dans ses affaires, il peut révoquer le droit du bénéficiaire (si celui-ci n'a pas accepté et sauf l'application de l'art. 1096 dans l'assurance entre époux) et déléguer ce droit à ses créanciers, ou pratiquer soit la réduction, soit le rachat de son assurance.

En cas d'abstention de sa part, ses créanciers pourront-ils agir en son nom ?

Ils y auraient un intérêt très grand. En effet, s'ils pouvaient révoquer le droit du tiers bénéficiaire, le capital assuré, au lieu d'aller grossir le patrimoine d'une personne quelconque, dans l'hypothèse du conjoint, viendrait grossir au décès de l'assuré l'actif de sa succession et par conséquent augmenter les chances de paiement pour tous ses créanciers.

L'effet serait le même si un créancier agissant seul se faisait, après révocation du droit du premier bénéficiaire, désigner comme bénéficiaire du contrat. Sans doute, il toucherait seul le montant du capital, mais sa dette serait éteinte jusqu'à due-concurrence et cette

extinction diminuerait d'autant le montant de toutes les dettes de l'assuré et par là augmenterait les chances de paiement des autres créanciers.

De même les créanciers de l'assuré auraient un intérêt à pouvoir pratiquer soit le rachat, soit la réduction de la police d'assurance.

En opérant le rachat, la valeur de rachat revient immédiatement dans l'actif du souscripteur de l'assurance et par là même augmente le gage de ses créanciers. Sans doute, cette valeur n'est pas aussi forte que celle qui serait payée à l'échéance normale de l'assurance, mais au lieu d'être soumis à un droit éventuel, comme ils le seraient en cas de révocation du droit du bénéficiaire, ils auraient immédiatement à leur disposition une certaine somme d'argent.

De même, ils peuvent trouver un intérêt à empêcher le débiteur de payer les primes et d'arriver ainsi à la réduction de son contrat. Il se peut que, sans être d'une insolvabilité absolue, l'assuré ne puisse payer les primes qu'en rendant plus difficile sa situation ; dans ce cas, il sera intéressant pour les créanciers de pouvoir supprimer ce paiement des primes.

Grâce à toutes ces raisons, les créanciers de l'assuré pourront-ils profiter de l'art. 1166 du Code civil ? L'on a quelquefois soutenu qu'ils pouvaient révoquer le droit du tiers bénéficiaire tant que l'acceptation de celui-ci ne s'est pas produite, et que, à cause de l'art. 1096, ils avaient ce droit même après l'acceptation de l'époux bénéficiaire.

Nous ne croyons pas que cette théorie soit fondée et nous trouvons sa réfutation dans les termes mêmes de l'art. 1166. En effet, les créanciers ne peuvent pas exercer les droits exclusivement attachés à la personne de leur débiteur.

Ces droits « attachés à la personne » n'ont jamais été définis d'une manière précise par la loi, mais il est reconnu par tous les auteurs qu'il faut attribuer ce caractère à toutes les actions qui supposent l'appréciation d'un intérêt moral. Et M. Planiol explique cette décision en ces termes : « Les créanciers que cet intérêt « moral ne touche pas directement, ne verraient ja-
« mais que leur propre intérêt qui est d'être payés, ils
« agiraient toujours sans tenir compte de l'autre côté
« de l'affaire. » Il s'agit de savoir si la révocation du droit du bénéficiaire dans un contrat d'assurance sur la vie, le rachat ou la réduction de cette assurance, qui sont des révocations indirectes, rentrent dans cette catégorie de droits « attachés à la personne ».

MM. Aubry et Rau, qui donnent une longue liste des cas où les créanciers peuvent agir ou doivent s'abstenir, déclarent que « le droit de révoquer une donation faite entre époux pendant le mariage » doit être considéré comme ne pouvant pas être exercé par les créanciers.

Or, nous avons vu que l'assurance sur la vie entre conjoints, sauf des cas très rares, constituait une libéralité ; nous en tirons donc cette conclusion que l'art. 1166 ne pourra pas être exercé par les créanciers de l'époux souscripteur d'une police d'assurance sur la vie au profit de son conjoint.

Ainsi donc, le capital d'une assurance sur la vie n'est pas soumis à l'art. 1166 ; les primes versées pour alimenter ce contrat ne doivent pas l'être non plus à notre avis. En effet, nous avons admis qu'étaient seules rapportables ou réductibles les primes prélevées sur le capital ; or, dans ce cas, les primes ont dû être prélevées sur les revenus, car s'il les avait prélevées sur son capital, le souscripteur de l'assurance se serait rendu

compte qu'il s'appauvrissait et qu'il diminuait le gage de ses créanciers, il serait alors tombé sous l'application de l'art. 1167 que nous allons étudier.

Si les créanciers du souscripteur de l'assurance ne peuvent pas user de l'action de l'art. 1166, pourront-ils se servir de l'action Paulienne? Cette action est régie par l'art. 1167 qui déclare que les créanciers « peuvent en leur nom personnel, attaquer les actes faits « par leur débiteur en fraude de leurs droits. » Cette action est donnée aux créanciers pour qu'ils obtiennent la révocation des actes accomplis par leur débiteur pour diminuer frauduleusement son actif et par là leur droit de gage. « Il y a, dit M. Planiol, quelque chose de pis « que l'incurie du débiteur, c'est sa mauvaise foi. Un « débiteur chargé de dettes, qui se sent menacé de « poursuites imminentes, est naturellement tenté de « soustraire son actif à ses créanciers. Il a pour cela « tant de moyens ! La loi, qui doit toujours chercher « à faire régner la bonne foi, ne pouvait pas tolérer ces « opérations frauduleuses. Toutes les fois qu'il est possible de les surprendre, elle ouvre aux créanciers une « action spéciale qui leur permet d'éviter les conséquences de la fraude. » Et cette action, dont on se sert le plus souvent en matière d'aliénation frauduleuse, doit trouver son application à propos de tout acte juridique quelconque.

L'assurance sur la vie au profit d'un tiers et surtout au profit d'un conjoint y sera donc soumise.

Comme l'assurance sur la vie constitue une libéralité au profit du conjoint bénéficiaire, la seule connaissance qu'aura le souscripteur qu'il s'appauvrit au détriment de ses créanciers en entretenant le contrat d'assurance, suffira pour donner naissance à cette action. Bien en-

tendu, s'il s'agissait d'une des hypothèses très rares où l'assurance aurait été souscrite à titre onéreux dans un des cas permis par l'art. 1595 du Code civil, il faudrait alors exiger, pour admettre l'action Paulienne, que le conjoint bénéficiaire de l'assurance soit lui aussi « *concius fraudis* ».

Disons d'abord que la fraude devra être prouvée par le créancier qui désire intenter l'action Paulienne. C'est de droit commun et admis par toute la doctrine. Dans le cas particulier qui nous occupe, c'est ce qu'a décidé un jugement du Tribunal de la Seine du 29 décembre 1897 (1) « Que le Crédit du Nord ne rapporte
« pas la preuve du concert frauduleux dont il entend
« se prévaloir... Par ces motifs, déclare le Crédit du
« Nord, mal fondé en ses demandes et conclusions,
« l'en déboute. »

Mais il ne suffit pas d'indiquer le principe de l'action Paulienne, il nous faut maintenant en établir les conséquences.

Il faut distinguer suivant que l'époux bénéficiaire a accepté ou non le bénéfice résultant de l'assurance. Si l'acceptation a déjà été faite, et que l'assuré soit conscient, qu'il crée ou augmente son insolvabilité en payant les primes, le capital ne pourra pas venir augmenter le gage des créanciers, car ce capital n'a jamais fait partie du patrimoine du débiteur. Mais les créanciers auront droit à tout le montant des primes déjà versées et pour s'en assurer la perception, ils pourront faire saisie-arrêt entre les mains de la Compagnie jusqu'à concurrence de ce montant des primes. Mais là encore, il faut tenir compte de la théorie que nous

(1) D. 1899. 2, 283.

avons admise dans les chapitres précédents et qui dispense de rapport et de réduction les primes prélevées sur les revenus. Voici comment s'appliquera ce système. Le paiement de chaque prime constituera un acte frauduleux séparé, et pour faire tomber ce paiement, il faudra prouver que l'assuré savait, en le faisant, qu'il créait ou augmentait son insolvabilité. Toutes les primes pour lesquelles cette preuve n'aura pu être faite ou toutes celles qui ont été payées pendant la prospérité de l'assuré seraient validées, car l'état de gêne et d'insolvabilité du souscripteur de l'assurance ne peuvent se produire quelquefois que longtemps après la conclusion du contrat.

Dans le cas où l'art. 1167 sera applicable, le bénéficiaire pourrait, avec l'autorisation de l'assuré, continuer à son profit le contrat en payant lui-même les primes, mais toujours il devra rapporter aux créanciers les primes payées en fraude de leurs droits.

Si l'acceptation n'a pas encore eu lieu, les créanciers qui se trouvent dans les conditions exigées pour l'application de l'art. 1167, pourraient faire tomber complètement le contrat. A quoi arriveront-ils par là ? Ils n'obtiendront de la Compagnie le remboursement intégral des primes que s'ils peuvent prouver que celle-ci était complice de la fraude de leur débiteur, car le contrat d'assurance envisagé dans ses rapports entre l'assuré et l'assureur est un contrat à titre onéreux ; or, ce cas arrivera très rarement pour ne pas dire qu'il n'arrivera jamais. Quand ils ne pourront pas prouver cette complicité de la Compagnie, leur droit se réduira à la faculté qu'ils auraient de pratiquer le rachat ou la réduction de la police. Et suivant les cas, ce sera la valeur de rachat ou le droit au capital réduit qui viendra augmenter leur gage.

SECTION II

*Le mari est commerçant au moment de son mariage
ou l'est devenu dans l'année qui a suivi son mariage*

Si le mari, souscripteur de la police d'assurance, est commerçant, il nous faut faire appel à d'autres règles. Ce sont d'abord les art. 446 et 447 du Code de commerce qui s'appliquent à toute assurance sur la vie contractée par un commerçant, puis ce sont les art. 559 et 564 du même code qui trouveront leur application quand le mari était commerçant au moment de son mariage ou l'est devenu dans l'année qui a suivi ce mariage.

Nous allons examiner successivement ces deux sortes de règles.

Dans notre première partie, nous avons dit en quelques mots quel serait le résultat de ces deux articles. Nous devons y revenir avec plus de détails : D'après l'art. 446 du Code de commerce : « Sont nuls et sans
« effet, relativement à la masse, lorsqu'ils auront été
« faits par le débiteur depuis l'époque déterminée par
« le tribunal comme étant celle de la cessation de
« ses paiements ou dans les dix jours qui auront pré-
« cédé cette époque :

« Tous actes translatifs de propriétés mobilières ou
« immobilières à titre gratuit. »

Et l'art. 447 ajoute que : « Tous autres paiements
« faits par le débiteur pour dettes échues, et tous
« actes à titre onéreux par lui passés après la cessation
« de ses paiements et avant le jugement déclaratif de
« faillite, pourront être annulés si, de la part de ceux

« qui ont reçu du débiteur ou qui ont traité avec lui,
« ils ont eu lieu avec connaissance de la cessation de
« ses paiements. »

A l'aide de ces deux textes, voyons quel sera le sort du contrat d'assurance sur la vie passé entre époux, par un mari au profit de sa femme par exemple, en cas de faillite de ce mari.

Supposons d'abord que l'assurance a été souscrite au profit de la femme bien avant la cessation des paiements et la période suspecte. Puis au bout d'un certain temps le mari est déclaré en faillite et meurt. Postérieurement à ces deux faits, la femme accepte, conformément aux règles de l'art. 1121 du Code civil, cette acceptation rétroagit et la femme est censée avoir eu un droit direct au contrat dès le jour de la souscription de la police. Comme le mari n'a jamais eu un droit sur ce capital, ses créanciers ne peuvent pas en avoir davantage.

Mais si l'assuré est déclaré en faillite de son vivant et avant que sa femme ait déjà accepté, quels seront les droits de la masse ? Elle peut être tentée de se subroger aux droits du failli et de pratiquer la révocation de la désignation faite du bénéficiaire ou de racheter la police. Elle y trouverait grand avantage, mais nous ne croyons pas qu'elle le pourra. En effet le droit de révoquer une libéralité est un droit strictement attaché à la personne et que seul le failli peut exercer, de même pour la faculté de racheter la police. Pour cette dernière opération, l'on a quelquefois prétendu que le syndic agissant au nom de la masse avait le droit de la pratiquer et pour le soutenir on se basait sur l'art. 487 du Code de commerce qui, suivant certaines conditions, donne au syndic le droit de transiger sur toutes

contestations qui intéressent la masse. De ce droit de transaction, l'on prétendait que l'on pouvait déduire le droit de racheter la police car, dit-on, la valeur de rachat n'est que le résultat d'une transaction entre la Compagnie et l'assuré qui ne veut plus continuer son contrat. Il nous semble que cette théorie ne peut pas être admise, car la faculté de rachat constitue une option qui demande l'appréciation d'un intérêt moral et à cause de cela elle doit être réservée au seul failli.

Les créanciers pourraient encore être tentés de pratiquer la vente de la police et de réunir à la masse le prix de l'adjudication, mais l'exercice de ce droit est encore irrévocable. Comme le dit M. Thaller (1) « ce serait un « retrait de libéralité faite au tiers désigné, retrait tout « à fait personnel au failli et n'appartenant pas à la « masse. En outre, il est de principe que, lorsque l'assu- « rance doit profiter à une autre personne que celle sur « la tête de qui le contrat est fait, cette dernière doit « donner son consentement. Or, le failli refusera de « consentir à une vente de police, qui ferait naître, au « profit d'un adjudicataire nouveau venu et non choisi « par lui, un intérêt à sa propre mort, un péril pour sa « sécurité. »

Nous n'avons pas encore vu dans toutes ces hypothèses l'application de nos art. 446 et 447. Pour la trouver, il nous faut supposer la souscription d'une police d'assurance au profit de la femme pendant la période suspecte. Soit, par exemple, que la police ait été souscrite le 1^{er} décembre 1907 et que l'assuré soit déclaré en faillite le 1^{er} février 1909, mais que la date de cessation de paiements soit reportée au 1^{er} novembre 1907.

(1) Traité de droit commercial, p. 916.

Si cette police a été souscrite à titre gratuit, ce sera l'art. 446 qui trouvera son application, si au contraire elle a été souscrite en faveur de la femme dans l'un des cas prévus par l'art. 1595 du Code civil, ce sera l'art. 447 qui réglera le sort de la police.

L'on pourrait croire que le résultat de ces deux articles serait d'annuler pour le tout la police d'assurance et de faire tomber le droit au capital assuré dans la masse. C'est ce qu'avait d'abord jugé la jurisprudence, mais depuis, la Cour de cassation a maintes fois déclaré que par suite de l'application de l'art 1121, l'effet des art. 446 et 447 du Code de commerce, ne consistait pas à faire tomber dans la masse le droit au capital assuré : « Attendu, dit un arrêt du 27 mars 1888 (1), que les « art. 446 et 447 du Code de commerce ont eu pour « but d'assurer aux créanciers de la faillite les biens « qui forment leur gage et d'empêcher qu'il en soit rien « détourné à leur détriment ou que l'un d'eux soit « avantagé aux dépens des autres ; qu'ainsi ces disposi- « tions ne peuvent s'appliquer qu'aux biens qui sont « dans le patrimoine du failli.

« Attendu qu'il est constaté en fait par l'arrêt atta- « qué que Dubois a contracté avec la Compagnie « Le « Soleil » une assurance sur sa propre vie, aux termes « de laquelle ladite Compagnie s'est engagée à payer « à Fargues une somme de 20.000 francs au décès de « Dubois.

« Attendu que cette assurance, conçue dans les ter- « mes qui viennent d'être rapportés, a eu pour effet « de saisir directement et immédiatement Fargues « d'une créance contre la Compagnie ; que cette créan- « ce n'a jamais été, dans aucun moment, dans le pa-

(1) D. 1888, I, 193.

« trimoine de Dubois et que le bénéfice n'en peut être
« revendiqué par les créanciers de ce dernier. »

Depuis lors, les Cours d'appel et les Tribunaux se sont tous ralliés à la théorie de la Cour de Cassation et par conséquent ce qui doit être rapporté à la masse, ce ne sont que les primes prélevées sur le capital.

Nous venons de voir l'application des règles qui sont opposables au bénéficiaire d'une assurance souscrite par un commerçant tombé en faillite, que ce bénéficiaire soit un tiers quelconque ou le conjoint de l'assuré.

Dans ce dernier cas, on peut encore invoquer, comme nous l'avons déjà dit, contre les droits du conjoint bénéficiaire, les dispositions des art. 559 et 564 du Code de commerce :

« Sous quelque régime qu'ait été formé le contrat
« de mariage, dit l'art. 559, la présomption légale est
« que les biens acquis par la femme du failli appartiennent à son mari, ont été payés de ses deniers, et doit
« vent être réunis à la masse de son actif, sauf à la
« femme à fournir la preuve du contraire. »

Et l'art. 564 déclare que : « La femme dont le mari
« était commerçant à l'époque de la célébration du mariage, ou dont le mari, n'ayant pas alors d'autre profession déterminée, sera devenu commerçant dans
« l'année qui suivra cette célébration, ne pourra exercer
« dans la faillite aucune action en raison des avantages
« portés au contrat de mariage. »

A propos du texte de ce dernier article, disons qu'il est reconnu par tout le monde que ce n'est pas seulement des libéralités faites dans le contrat de mariage, que la femme ne pourra pas se prévaloir, en cas de faillite.

de son mari, mais que c'est aussi de toute libéralité faite pendant le mariage.

A première vue, l'on pourrait soutenir que ces deux articles condamnent l'assurance sur la vie contractée par un mari commerçant et tombé en faillite, au profit de sa femme. En effet, il semblerait que le capital dû à la femme par la Compagnie, s'il lui appartient en propre, doit être présumé avoir été payé des deniers du mari et par conséquent doit être réuni à la masse d'après l'art. 559.

De même, puisque l'assurance sur la vie au profit de la femme, constitue, sauf de très rares exceptions, une libéralité, l'on doit se souvenir ici de la règle « *nemo liberalis nisi liberatus* » et par conséquent décider que cette libéralité tombe aussi sous le coup de l'art. 564 qui, pour assurer aux créanciers d'un commerçant failli l'intégralité de son patrimoine, atteint toute donation faite à la femme par le mari, même de bonne foi.

Pendant un moment, la jurisprudence admit cette théorie et un arrêt de la Cour de cassation du 2 mars 1881 (1), ordonne l'application à l'assurance sur la vie de l'art. 564 : « Attendu, dit la Cour, que si aux « termes de l'art. 564 C. com., la femme ne peut « exercer dans la faillite du mari aucune action à raison des avantages portés au contrat de mariage, elle « ne peut, à plus forte raison, se prévaloir des libéralités que le mari lui aurait faites pendant le mariage. »

Mais à y regarder d'un peu près, l'on voit que l'objection tirée de ces deux articles n'est guère fondée. En effet, l'art. 559 a été écrit pour le cas d'un acte à titre onéreux, comme le serait, par exemple, l'achat par la

(1) S. 1881, 1, 145.

femme d'une maison avec les deniers du mari. Comme on ne peut faire révoquer cet acte, sans nuire gravement à la sécurité des transactions entre particuliers et que, d'autre part, les créanciers doivent être protégés, le plus simple moyen de sauvegarder leurs droits, c'est de faire rentrer dans la masse le bien acheté, qui d'ailleurs y aurait figuré si le mari au lieu de conclure l'opération en faveur de sa femme, l'avait faite en son nom propre. Mais ici c'est d'une donation et non d'un acte à titre onéreux qu'il s'agit.

C'est contre l'application de cet art. 559 que M. Labbé écrivait dans une de ses notes au Sirey (1) :
« Le mari aurait dû faire l'opération pour lui. C'est
« le point de vue auquel se place le législateur. La ré-
« paration consiste à transporter au mari l'opération
« telle qu'elle a été faite... Considérons un contrat d'as-
« surance. L'aspect de la situation est tout autre. Est-
« il régulier, est-il moral qu'un commerçant songe,
« en temps de prospérité, à assurer un capital sur sa
« tête au profit de sa femme ? Oui. L'emploi qu'il fait
« dans ce but de ses bénéfices pour l'acquittement des
« primes est-il susceptible de blâme ? Non. Un com-
« merçant est-il tenu d'assurer sa vie au profit de ses
« créanciers ? Non. Cela posé peut-on prêter au légis-
« lateur cette intention, l'opération aurait dû être
« faite et elle s'exécutera au profit des créanciers ?
« Non, mais uniquement cette pensée : l'opération main-
« tenue telle quelle, les créanciers ne doivent pas en
« souffrir. M. Labbé continue en déclarant que les
« créanciers n'auront aucun sujet de plainte si le béné-
« ficiaire de l'assurance rapporte à la masse le montant
« des primes. »

(1) S. 1880, 2, 249.

De même pour l'art. 564, ce qui doit être rapporté aux termes de cet article, ce sont les libéralités faites par le mari à la femme, or, s'il y a une libéralité dans le contrat d'assurance sur la vie, elle ne peut certainement pas porter sur le capital souscrit, puisque par suite de l'application de l'art. 1121 du Code civil, le droit à ce capital n'est jamais entré dans le patrimoine de l'assuré, tombé depuis en faillite, mais a existé à titre de propre, depuis l'origine de la police, entre les mains de l'époux bénéficiaire. Ce qui a été donné, ce sont les primes et ce ne peut être que sur le montant de ces primes que doit porter la règle de l'art. 564. « Aucune assimilation, dit M. Lefort (1), ne peut être « établie entre l'acte d'un homme consentant à prendre une fraction de ses biens propres pour la donner « à sa femme et l'acte d'un mari contractant une assurance en faveur de sa femme. Lorsqu'il intervient « une assurance sur la vie, il est impossible de dire que « le failli met dans le patrimoine de sa femme une valeur égale à celle dont il enrichit sa femme. »

Depuis longtemps, la jurisprudence est revenue de sa première théorie. Dès le 2 juillet 1884, la Cour de Cassation posait le principe de la non application des deux art. 559 et 564 et elle a définitivement fixé sa manière de voir dans une série d'arrêtés rendus en 1888. C'est ainsi qu'un arrêt du 22 février 1888 (2), contient ce dispositif : « Attendu que les dispositions des « art. 559 et 564 C. com., invoquées par le pourvoi, « ont pour but de conserver aux créanciers leur gage « et de faire rentrer dans la masse de la faillite les valeurs qui en auraient été distraites à leur détriment ;

(1) Lefort, op. cit., II, p. 297.

(2) J. N. et A., 1888, p. 208.

« Attendu que ces dispositions ne sauraient s'appli-
« quer à une assurance sur la vie contractée directe-
« ment au profit de la femme du failli, et n'ayant ja-
« mais fait partie du patrimoine de l'assuré ; que l'avan-
« tage ainsi créé par l'assuré au profit de sa femme
« n'appartient pas plus aux créanciers de l'assuré qu'à
« l'assuré lui-même, sauf le droit d'exiger, suivant les
« circonstances, la restitution des primes payées par
« l'assuré sur des fonds personnels. »

La jurisprudence admet donc que le capital de l'assurance est soustrait aux créanciers du mari souscripteur et failli, mais que les primes doivent être, suivant les circonstances, réunies à la masse.

Quelles sont ces circonstances à notre avis ? Il s'agit une fois de plus, de la distinction que nous avons déjà faite dans nos chapitres précédents entre les primes prélevées sur les revenus et celles prises sur le capital. S'il est juste que le commerçant puisse, pendant sa prospérité, disposer de ses revenus comme il l'entend, il n'en doit pas être ainsi quand il entame son capital, même si c'est pour entretenir un contrat de prévoyance. L'on a soutenu que toutes les primes devaient être réunies à la masse quelle que soit leur origine. C'est l'opinion de M. Labbé que nous rapportons tout à l'heure. Nous ne le pensons pas, car enfin si au lieu d'employer ses revenus à souscrire une police d'assurance, il les avait dépensés d'une manière ou d'une autre, ses créanciers ne les auraient pas retrouvés, et parce qu'il a été prévoyant, qu'il a pensé que peut-être un jour sa prospérité pourrait s'éclipser et qu'il s'est conservé de quoi mettre sa femme à l'abri du besoin, l'on devrait l'en punir en lui faisant rapporter tout ce qu'il a économisé.

Pour ces raisons, nous préférons nous en tenir à notre distinction et dispenser de tout rapport les primes modiques prélevées sur les revenus. C'est aussi ce qu'enseigne MM. Lyon-Caen et Revault (1) :

« Si la femme garde pour elle, à l'exclusion des
« créanciers de la faillite, un capital assuré, doit-elle
« du moins à la masse, le remboursement des primes
« payées par son mari ? Il ne semble pas possible de
« donner à cette question une solution absolue. Le
« remboursement ne se justifie que lorsque la prime
« peut être par son chiffre, considérée comme une
« partie du capital du failli. Au contraire, il ne peut
« se justifier quand la prime a été prise sur des revenus du mari destinés à être dépensés. »

La Cour de cassation n'a jamais eu à préciser les circonstances suivant lesquelles les primes devaient être ou non réunies à la masse. Les Cours d'appel et les Tribunaux ont au contraire eu souvent cette occasion et le 11 avril 1906 (2), la Cour de Poitiers rendit encore un arrêt très intéressant sur la matière. Comme cet arrêt rend compte de toute la théorie de la jurisprudence sur la question, nous nous permettrons de le rapporter complètement.

Voici l'espèce :

« M. Bonneaud souscrivit aux « Assurances générales » une police d'assurance sur la vie qu'il résilia
« en 1892 après avoir payé les primes de 1874 à 1892.
« A cette date, 1892, M. Bonneaud ne pouvant plus
« faire face aux nécessités de sa situation et dans le but
« de se créer un crédit nouveau, forma le 28 mai une

(1) Traité de droit commercial, VIII, p. 213.

(2) Rep. Def., 1906, p. 684 et suiv.

« société au capital de 300.000 francs, sur lequel pour
« sa part fixée à 200.000 francs, il se borna à un apport
« de 24.808 francs. M. Bonneaud souscrivit alors une
« nouvelle police d'assurance sur la vie en cas de décès
« à la « Mutual Life » garantissant un capital de 40.000
« francs à sa femme, moyennant une prime annuelle
« de 2.548 francs et une assurance-accident à la « Win-
« terthur ». M. Bonneaud vint à mourir et fut déclaré
« en faillite par jugement du 25 juillet 1903 lequel
« reporta l'état de cessation de paiements au 30 juin
« 1900.

« Le syndic demanda le rapport de toutes les som-
« mes reçues par Mme veuve Bonneaud en représenta-
« tion des polices énoncées ci-dessus.

« Le 2 décembre 1905, le Tribunal de Niort ordonna
« le rapport à la faillite des sommes touchées des « As-
« surances générales » et dispensa du rapport les pri-
« mes payées à la « Winterthur ».

Sur appel, la Cour de Poitiers rendit l'arrêt suivant :
« Attendu que la difficulté concerne les primes des
« polices d'assurances payées par le mari ; que le ca-
« pital desdites assurances a été légitimement attribué
« à la femme, dans la mesure où il lui avait été main-
« tenu durant la vie du mari, ce capital n'étant jamais
« tombé dans le patrimoine de ce dernier ;

« Attendu, quant aux primes, qu'elles constituent
« une véritable libéralité aux dépens de la communauté
« dont la femme d'un commerçant ne peut profiter que
« dans la mesure où l'avantage ne paraîtra pas en dis-
« proportion avec les ressources du mari, et ne sera
« pas une cause de trouble dans les affaires, et de pré-
« judice pour les créanciers; que, si l'on peut s'inspirer,
« à cet égard, des dispositions de l'art. 564 C. com.,

« il faut reconnaître toutefois que la situation res-
« pective des époux Bonneaud n'est pas celle qui y
« est prévue ; que ces dispositions, impératives lorsque
« le mari était commerçant au moment du mariage, ou
« l'est devenu dans l'année qui le suit, ont cet effet fort
« grave qu'elles annulent en cas de faillite, les libéra-
« lités consenties dans le contrat de mariage ; Atten-
« du que, si les mêmes raisons tendent à rendre sus-
« pectes, à raison de leur contemporanéité avec l'exer-
« cice de la profession de commerçant, les libéralités,
« d'ailleurs révocables, faites durant le mariage, à dé-
« faut d'un texte précis, la nullité, par rapport à la
« masse, ne peut en être prononcée de plein droit, mais
« que s'il ressort toutefois des circonstances de la cause,
« qu'il y a eu chez le mari, l'intention arrêtée de
« créer, par des sacrifices excessifs et hors de propor-
« tion avec sa fortune, un patrimoine qui échapperait
« à l'action de ses créanciers, les sommes employées à
« cet usage doivent être rétablies dans la faillite et non
« pas considérées comme un de ces dons permis entre
« époux, à cause de leur modicité ; Attendu qu'il res-
« sort du jugement déclaratif de faillite prononcé le 25
« juillet 1903 après le décès de Bonneaud, que, bien
« que l'état de cessation de paiements n'ait été reporté
« rétroactivement qu'au 30 juin 1900, bien antérieu-
« rement, c'est-à-dire sûrement, dès le 28 mai 1892,
« Bonneaud en était réduit à des expédients.... Atten-
« du que c'est dans ces conditions qu'il souscrivit une
« police à la société la « Mutual Life » qui augmentait
« annuellement ses dépenses personnelles de la somme
« de 2.548 francs en vue d'assurer, après lui, un capi-
« tal de 40.000 francs.

« Attendu que l'intention de faire fraude à ses créan-

« ciers apparaît manifestement, et qu'il n'y a pas lieu
« de distinguer entre les primes payées à la « Mutual
« Life » et celles payées à la « Winterthur », bien moins
« considérables, quoique ayant pour objet un capital
« de 100.000 francs, dont le paiement n'était dû qu'en
« cas d'accident ; que le tout contribue à grossir un sa-
« crifice excessif dans son ensemble ; — Attendu qu'il
« en doit être autrement, pour les primes payées anté-
« rieurement aux « Assurances générales » durant la
« période de 1874 à 1892 ; que la prime s'élevait seule-
« ment à 1035 francs, et que les ressources dont dispo-
« sait Bonneaud étaient en ce moment plus sérieuses ;
« qu'en tout cas, le désordre de ses affaires n'apparais-
« sant pas dès lors, il est permis de ne voir dans l'opé-
« ration qu'une pensée de prévoyance et de générosité
« aussi, il est vrai moins déplacé, au profit de sa
« femme ; Attendu qu'en 1892, date où la police fut
« résiliée, le capital de 40.000 francs à payer au décès
« de l'assuré devait se réduire à 18.661 francs sur les-
« quels 4.913 fr. 65 seulement ont été touchés par la
« veuve Bonneaud ; Attendu que cette somme se trou-
« verait ainsi reprise intégralement à la bénéficiaire,
« mais que, pour les raisons ci-dessus exposées, il n'y
« a pas lieu d'en ordonner le rapport. »

Ainsi donc, pour nous résumer, les art. 559 et 564 du Code de commerce n'auront donc jamais d'autres effets que de faire réunir à la masse, les primes prélevées indûment sur le capital du failli.

Bien entendu, si c'est la femme qui a souscrit une assurance au profit de son mari, le capital assuré devra être compris dans la masse de la faillite du mari ; mais si par hasard, celle-ci venait à être déclarée seule en faillite, ce qui pourrait arriver pour la femme qui a

une source personnelle de revenus, il faudrait déclarer que, du moment que l'assurance a été souscrite en faveur du mari avec son autorisation (1), toutes les règles que nous venons de voir doivent s'appliquer.

Comme l'assurance conjointe se termine toujours par une seule assurance, soit au profit de la femme, soit au profit du mari, il faudra là aussi appliquer les mêmes règles.

Disons enfin que le projet de loi déposé sur les assurances met fin à toutes les controverses en adoptant les solutions que nous venons d'indiquer. C'est ainsi que l'art. 61 dispose que « le capital assuré au profit d'un « bénéficiaire déterminé ne peut être réclamé par les « créanciers de l'assuré. Ces derniers ont seulement « droit au remboursement des primes, dans les cas indiqués par l'art. 60, 2° alinéa, en vertu soit de l'art. « 1167 du Code civil, soit des art. 446 et 447 du Code « de commerce. »

Et le 3° alinéa de l'art. 63 ajoute que : « les art. 559 « et 564 du Code de commerce concernant les droits « du failli sont sans application en cas d'assurance contractée par un commerçant en faveur de sa femme. »

Quant à la disposition du 2° alinéa de l'art. 60, dont parle l'art. 61, c'est celle, déjà citée, qui dispense des règles du rapport et de la réduction « les sommes versées par l'assuré à titre de primes, à moins que celles-ci n'aient été manifestement exagérées, eu égard « à ses facultés. »

(1) Nous avons vu que si la femme, en vertu de la loi du 13 juillet 1907, pouvait seule souscrire une assurance sur la vie à l'aide de ses bénéfices, elle ne pouvait, sans l'autorisation maritale, l'attribuer gratuitement à un tiers quelconque et même à son mari. Chap. V, p. 141.

CHAPITRE XI

Le contrat d'assurance sur la vie entre époux et le droit fiscal

Si nous voulions nous en tenir à l'examen des difficultés juridiques soulevées par le contrat d'assurance sur la vie passé entre époux, nous pourrions nous en tenir là, mais il nous semble que notre tâche ne serait pas complète. Nous destinant à la carrière notariale, nous avons voulu dans notre thèse, rester le plus près possible de la pratique et tâcher de résoudre à ce point de vue les difficultés soulevées par notre contrat. Or, l'assurance sur la vie ne soulève pas seulement des questions de droit civil et de droit commercial : lors du décès de l'assuré, il faut dresser sa déclaration de succession et déterminer alors ce qui doit être déclaré du chef de l'assurance qu'il avait souscrite.

Ce sont ces difficultés et les solutions qu'elles ont reçues que nous voulons examiner actuellement.

L'on pourrait croire que les règles que nous avons indiquées dans nos précédents chapitres trouvent ici aussi leur application et que, par conséquent, en cas d'assurance par le mari au profit de sa femme, par exemple, le capital étant considéré comme n'étant jamais entré dans la communauté, ni dans le patrimoine du mari, mais au contraire ayant toujours existé au nombre des biens de la femme, ne devrait pas supporter de droits de mutation, que, tout au plus, y seraient soumises les primes prélevées sur le capital.

Mais le droit fiscal ne part pas du même point de vue que le droit civil. Le principe de toute perception en matière d'assurance sur la vie est donné par la loi du 21 juin 1875 qui contient cet article 6 : « Sont considérés pour la perception du droit de mutation par décès comme faisant partie de la succession d'un assuré sous la réserve des droits de communauté s'il en existe une, les sommes, rentes ou émoluments quelconques dus par l'assureur à raison du décès de l'assuré.

« Les bénéficiaires à titre gratuit de ces sommes, rentes ou émoluments sont soumis aux droits de mutation suivant la nature de leurs titres et leur relation avec le défunt conformément au droit commun. »

Cette loi fut votée pour mettre fin à toute une série de procès intentés par l'Administration de l'Enregistrement et elle n'a eu pour but que de trancher la question au point de vue fiscal. Le texte lui-même l'indique par la tournure qu'il emploie : « Sont considérés pour la perception du droit de mutation par décès » et d'ailleurs, dans la discussion de cette loi, le rapporteur, M. Bertauld, fit la déclaration suivante qui confirme bien cette manière de voir : « L'émolument, fruit de l'assurance sur la vie entre-t-il dans le calcul de la quotité disponible ? Fait-il partie du gage des créanciers de l'assuré ? Le projet de loi n'a pas à trancher et ne tranche pas ces questions qui restent dans le domaine de la jurisprudence. Il ne résout qu'une question fiscale ; la pensée, dont la solution est l'expression, aura-t-elle plus de portée et sera-t-elle ap-

(1) Bertauld cité par Dunaine, *op. cit.*, p. 185.

« pliquée à d'autres rapports ? C'est ce que nous
« n'avons pas à juger ni à préjuger (1). »

Ainsi donc, au point de vue fiscal, l'on assimile le capital souscrit au profit d'une personne déterminée à un legs et l'on fait payer les droits de mutation par décès à cette personne sur le montant du capital et au taux déterminé par le degré de parenté qui la rattache au souscripteur de la police d'assurance. Toujours au même point de vue, si le souscripteur de la police est marié sous un régime de communauté, le capital souscrit tombe dans la communauté et suit le sort des biens qui y sont compris. A l'aide de ces principes, nous allons examiner successivement toutes les hypothèses qui peuvent se présenter.

Assurance contractée par le mari au profit de la femme

Soit une police d'assurance souscrite au profit de la femme et assurant à celle-ci, lors du décès de son mari, une somme de 20.000 francs. D'après ce que nous avons dit : la femme prendra la moitié soit 10.000 francs, à titre de commune en biens et l'autre moitié à titre de donataire de son mari. Sur les premiers dix mille francs, elle ne paiera aucun droit, tandis qu'elle devra supporter un droit de mutation par décès sur ce qu'elle touche à titre de donataire de son mari, soit au taux légal de 3 fr. 75 et 4 fr. = 395 francs.

Cette façon de calculer est admise par tout le monde, c'est elle que préconisait une solution de l'enregistrement du 4 avril 1878 (1), et qu'adoptent un certain nombre de jugements, entre autres un jugement du Tribunal de Saint-Omer du 9 août 1894 (2) : « Attendu,

(1) R. P. enregistrement, 5918.

(2) R. P. enregistrement, 4893, p. 96.

« dit ce jugement, que Léon Bracq, décédé à Saint-Folquin, le 7 décembre 1886, avait contracté avec la Compagnie d'assurances générales, le 18 septembre 1878, une police aux termes de laquelle il avait assuré, sur sa vie, un capital de 100.000 francs payable après son décès, à Clémence Briffaut, sa femme.

« Que, dans la déclaration de succession passée à Audruicq le 9 février 1887, sa veuve n'avait point fait figurer, à l'actif de la communauté de biens ayant existé entre les époux Bracq-Briffaut, aux termes de leur contrat de mariage, le montant de cette assurance, mais seulement à titre de récompense due par elle à cette communauté une somme de 27.382 fr. 45, importance des primes payées à la Compagnie ;

« Que le 8 février 1889, le Receveur décernait contre la veuve Bracq une contrainte....

« Que, dans cette contrainte, la Régie rétablissant à l'actif de la communauté le montant de l'assurance (100.000) et en retranchant le montant de la récompense (27.382.45) réclame à titre d'insuffisance de droit 797 fr. 95 ;

« Que la veuve Bracq a formé opposition...

« Attendu qu'en vain la veuve Bracq essaye de soutenir que l'avantage qu'elle retire du contrat d'assurance n'est pas gratuit, puisqu'elle fait récompense du montant des primes payées par la communauté...

« Que le texte de l'art. 6 de la loi du 21 juin 1875 est clair, formel et doit recevoir son application dans l'espèce. »

Nous avons raisonné tout à l'heure en supposant que le capital de l'assurance formait seul l'actif de la communauté et qu'il n'y avait pas de reprises à exercer. Il est évident que c'est là une hypothèse irréalisable. Dans

la pratique, la communauté comprendra d'autres biens que le capital de l'assurance et des reprises seront à effectuer par les époux. Et alors sur quels biens devra-t-on faire porter ces reprises ? Devra-t-on les imputer sur l'ensemble de la communauté ou seulement sur les biens autres que l'assurance ? D'après la solution du 4 avril 1878 dont nous avons parlé tout à l'heure, il faut faire une distinction : « Il semble y avoir lieu de faire
« à cet égard une distinction, dit cette solution, sui-
« vant laquelle le capital assuré devrait rester en dehors
« des prélèvements lorsque les valeurs existant dans la
« communauté au jour de sa dissolution suffiraient à
« l'exercice des reprises des époux. Cette interpréta-
« tion se trouve, en effet, en harmonie avec l'intention
« qui préside habituellement à la formation du contrat
« d'assurance et qui est de la part de l'assuré, de grati-
« fier, dans la mesure la plus large, une personne dont
« il tient à assurer l'avenir. Ce serait donc aller contre
« sa volonté présumée si elle ne s'est manifestée en
« sens contraire, que de soumettre sans nécessité le
« bénéfice de l'assurance à des prélèvements ou à des
« imputations qui pourraient avoir pour effet de res-
« treindre la libéralité que l'assuré a voulu faire. Dans
« cette hypothèse donc, il faut attribuer intégralement
« la valeur dont il s'agit à l'époux survivant, une
« moitié à titre de libéralité, et l'autre à titre de gain de
« communauté. Mais lorsque les biens, autres que le
« capital assuré et trouvés dans la communauté lors
« du décès du prémourant des époux, présentent une
« valeur inférieure à celle des reprises, on peut, ce
« semble, admettre que l'excédent des reprises se trouve
« représenté, jusqu'à due concurrence, par la somme
« que les époux ont acquise de la Compagnie d'assu-

« rances. Cette solution paraît se concilier avec l'inten-
« tion probable des époux et spécialement avec celle du
« mari, lequel, lorsqu'il stipule dans l'intérêt de sa
« femme, n'entend vraisemblablement pas rester, le
« cas échéant, débiteur des reprises de celle-ci sur ses
« biens propres, après lui avoir fait, au moyen de l'as-
« surance, un avantage qui peut être plus que suffisant
« pour la désintéresser. »

Ainsi donc il faudra imputer les reprises des deux époux, d'abord sur l'actif et subsidiairement sur le capital de l'assurance.

Supposons qu'en plus de notre assurance de 20.000 francs, il y ait un actif de communauté de 8.000 francs et que les reprises du mari se montent à 12.000 francs. On procédera ainsi :

Actif de communauté	8.000
Assurance	20.000
Total :	28.000
A déduire : reprises du mari	12.000
Reste	16.000
Dont moitié à chaque époux	8.000

La femme prendra dans ce cas 8.000 francs sur le capital assuré à titre de commune en biens et ne paiera aucun droit sur cette somme. Quant aux 12.000 francs de surplus, elle les touchera à titre de donataire de son mari et devra acquitter les droits sur ce chiffre.

En dehors du bénéfice de l'assurance, l'époux survivant est presque toujours donataire de l'usufruit d'une partie des biens de son conjoint et même en dehors de toute donation, la loi du 9 mars 1891 lui donne

droit à un usufruit qui varie suivant la qualité des héritiers que laisse le conjoint prédécédé.

Doit-on imputer sur cet usufruit le bénéfice de l'assurance ?

D'après une solution de l'enregistrement du 16 juillet 1900 (1), le droit de mutation par décès sur une assurance-vie recueillie par le conjoint survivant, doit être perçu sans imputation du droit exigible sur l'usufruit légal. Mais s'il est fait à la communauté récompense des primes par l'époux bénéficiaire, cette récompense doit être déduite du capital de l'assurance.

Cette dernière affirmation est évidente, en effet si l'assuré rapporte des primes, le capital qu'il touche est diminué d'autant et ce n'est que sur ce que le bénéficiaire reçoit qu'il doit acquitter les droits.

Dans l'hypothèse résolue par la solution du 16 juillet 1900, il s'agissait d'un M. P..., marié sous le régime de la communauté légale, qui avait contracté au profit de sa femme deux assurances sur la vie s'élevant ensemble à 85.510 francs. A son décès, il laissa comme héritier son fils et sa veuve usufruitière d'un quart d'après la loi du 9 mars 1891. Voici comment fut liquidée la succession, d'après la solution de l'Enregistrement :

Actif net de la communauté	288.218	82
Moitié à la succession	144.109	41
Un quart en usufruit	36.027	35
Montant de l'assurance	85.510	
A déduire : récompense des primes	35.016	10
Reste	50.493	90
Moitié à la succession	25.246	95

(1) Rep. Def., 1902, p. 32.

C'est sur cette somme de 25.246 95 attribuée à la succession et que Mme P... recevait de son mari à titre de donataire, qu'elle dut payer les droits de succession. De plus, elle dut acquitter les droits sur la valeur des 36.027 35, montant de son usufruit légal, soit d'après la loi de frimaire an VII alors applicable, sur la moitié, c'est-à-dire sur 18.013 68.

Nous avons vu que la femme peut être désignée comme bénéficiaire de l'usufruit seulement et que la nue-propriété peut être attribuée à d'autres personnes, aux enfants par exemple. Comment calculer les droits qu'elle devra verser dans ce cas ? Le capital assuré sera censé être tombé dans la communauté et suivre le sort des autres biens de cette communauté. La femme ne paiera donc aucun droit sur l'usufruit de la moitié qu'elle est censée acquérir à titre de commune et acquittera les droits sur la valeur de l'autre moitié.

Soit une veuve survivante de 51 ans (D'après la loi de 1901, son usufruit aura la valeur des $\frac{3}{10}$ ^{es} de la pleine propriété) et une assurance de 20.000 francs dont elle recueille l'usufruit :

Assurance	20.000
Moitié à succession	10.000

Elle recueillera l'usufruit de ces 10.000 francs attribués à la succession et paiera les droits sur leur valeur, soit sur $10.000 \times \frac{3}{10} = 3.000$.

La femme peut renoncer au bénéfice de l'assurance. Dans ce cas, le capital assuré tombe réellement dans l'actif de la communauté et aucun droit spécial ne sera dû sur son montant.

Si, au contraire, la femme renonce à la communauté, elle continuera à toucher tout le montant de

l'assurance, mais elle sera censée le tenir complètement à titre de donataire de son mari et devra donc acquitter les droits sur la totalité du capital souscrit.

Si l'époux bénéficiaire prédécède, il est certain que la liquidation de la communauté doit comprendre la valeur de la police d'assurance en cours. Mais comment l'estimer ?

M. Defrénois (1) distingue, suivant que les trois premières primes ont été payées ou non et déclare que dans la négative, il faudra que les parties estiment elles-mêmes, la police d'assurance, tandis que, dans le cas contraire, c'est la valeur de rachat qui devra être comprise dans la déclaration de succession ; parce que, dit-il, c'est cette valeur de rachat que l'on obtiendrait s'il fallait racheter la police le jour même du décès de l'époux bénéficiaire.

M. Garnier prétend que c'est toujours la valeur estimative de la police qui devra être comprise dans la déclaration de succession et il se base sur deux solutions d'enregistrement des 15 et 12 juillet 1889. Cette dernière solution dit en particulier (2) : « La valeur à apprécier, c'est la valeur commerciale de la police, c'est-à-dire le prix moyennant lequel le bénéfice en pourrait être cédé à un tiers. Or, il est de toute évidence que ce prix ne saurait être inférieur au montant des primes payées au jour de la cession. Les primes, en effet, ont été calculées de façon que leur capitalisation et celle des intérêts produisent avec un intérêt suffisant pour la compagnie, le capital assuré. Celles qui ont été payées constituent donc la valeur minima

(1) Rep. Defrénois, 1897, p. 347.

(2) Garnier, Rep. général, VI, p. 184.

« de l'assurance, puisque en négligeant les intérêts
« dont profite la Compagnie, elles ne représentent
« qu'une partie du capital, et qu'en outre, étant cal-
« culées, sur une durée probable de la vie de l'assuré,
« on ne tient pas compte ainsi du prédécès de ce der-
« nier. »

Il nous semble que cette solution est assez explicite, puisque la valeur pour laquelle doit être comprise dans la déclaration de succession, la police d'assurance ne peut descendre au-dessous du montant des primes versées, ce ne peut être la valeur de rachat. Comme nous l'avons dit, cette valeur de rachat comprend le montant des primes, déduction faite d'une certaine somme retenue par la Compagnie.

Conventions de mariage

Bien entendu, si dans le contrat de mariage, une convention vient modifier le sort du mobilier de la communauté, il faudra se conformer à cette convention.

C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal civil d'Arras du 3 février 1874 (1) a déclaré que la femme ne devait aucun droit de mutation sur le capital assuré parce qu'une convention de mariage attribuait tout l'actif mobilier de la communauté.

De même, nous croyons que devrait être appliquée une convention qui déciderait que dans la liquidation de la communauté, le bénéfice de toute assurance sur la vie en cas de décès serait attribuée par préciput à l'époux survivant.

Mais nous devons nous étendre un peu plus longuement sur une convention de mariage qui se rencontre

(1) J. N. et A., 4874, p. 595.

très souvent dans notre Région du Nord. Presque tous nos contrats de mariage stipulent qu'à titre de convention de mariage, le survivant des deux époux sera propriétaire de la moitié des biens de ladite communauté et usufruitier de l'autre moitié des mêmes biens sa vie durant ou jusqu'à convol, sans être tenu de donner caution ni de faire emploi du mobilier.

Quel sera l'effet de cette convention ? Si le mari souscrit une assurance au profit de sa femme, cette assurance tombera en communauté et la femme en prendra la moitié à cause de cette communauté, quant à l'autre moitié, elle en sera considérée comme donataire, déduction faite de la valeur de son usufruit.

Soit une femme de 51 ans et une assurance de vingt mille francs :

Assurance	20.000
	1/2
Moitié à succession	10.000
Valeur de l'usufruit (3/10) sur cette	
somme : $10.000 \times 3 : 10 =$	
3.000.	
A déduire cette valeur	3.000
Reste	7.000

La femme sera donc considérée comme donataire de ces 7.000 francs et ne paiera les droits que sur cette somme et ce, à cause de la convention de mariage sus-énoncée.

Si, au lieu d'avoir droit à la pleine propriété du capital, elle n'avait droit qu'à l'usufruit, grâce à cette convention, elle serait exempte de tout droit.

Assurance passée par la femme au profit de son mari.

Les solutions que nous venons d'indiquer trouveront toutes leur application ici. C'est ainsi qu'un jugement du Tribunal de Melun du 23 décembre 1887 (1) déclare que l'assurance contractée sous le régime de la communauté, par une femme au profit de son mari, donne lieu, lors du décès de la femme, au droit de succession sur la moitié du capital assuré : « Attendu, dit ce
« jugement, que l'assurance sur la vie contractée par
« la femme avec l'autorisation du mari est un moyen
« d'assurer à la communauté, moyennant le paiement
« de primes payées avec l'argent de ladite communauté
« et tant qu'elle dure, une créance certaine dans sa
« quotité et dont l'exigibilité est seule indéterminée ;

« Què, dès lors, cette créance à terme, constituée à
« l'aide de primes successives tirées de la communauté
« est légalement un actif dépendant de la communauté.

« Attendu, d'autre part, que la femme a le droit de
« stipuler au profit de son mari, dans le contrat d'assu-
« rance, non pas pour la totalité du bénéfice de l'assu-
« rance, mais pour la part lui revenant à elle ou à sa
« succession dans ce bénéfice, tout en respectant la
« quotité disponible.

« Attendu que la loi fiscale du 21 juin 1875 a con-
« firmé cette théorie dans son article 6...

« Attendu que la réserve des droits de communauté,
« exprimée dans cet article, doit s'expliquer en ce sens
« que, si l'assuré est marié sous le régime de la com-
« munauté, le survivant bénéficiaire des époux ne doit
« pas le droit de mutation par décès sur la moitié qui,

(1) R. P. Enregistrement, 1888, p. 250.

« à moins de stipulations contraires, lui appartient
« comme commun en biens, mais seulement sur l'au-
« tre moitié. »

Naturellement, nous avons supposé que ces assurances, soit par le mari, soit par la femme, étaient faites à titre gratuit, si elles avaient eu lieu à titre onéreux, dans l'un des cas prévus par l'art. 1595 du Code civil, il est clair qu'aucun droit de mutation ne serait dû.

*Assurance faite par un époux à son profit sur la tête
de son conjoint*

Dans ce cas, le souscripteur touche le bénéfice de son vivant de son propre chef et non du chef de l'assuré. On ne peut donc pas dire qu'il reçoit quelque chose de son conjoint et nous croyons que le capital touché ne sera soumis à aucun droit de mutation. Mais comme un époux ne peut pas se créer de propres à lui-même, avec les biens de la communauté, il faudra, à notre avis, pour la déclaration de succession, réunir à l'actif de cette communauté, le montant des primes versées.

Assurance par les époux au profit du survivant.

Nous savons que cette assurance est réalisée de deux manières ; par deux polices distinctes ou par une seule police.

Si les deux époux ont souscrit chacun leur police, il n'y a pas de difficultés spéciales. L'époux survivant sera considéré comme propriétaire de la moitié du capital souscrit par son conjoint à titre de commun en biens et de l'autre moitié comme donataire de celui-ci.

Quant à l'autre police, elle devra être comprise dans la déclaration de succession pour sa valeur estimative.

La solution change si l'assurance a été contractée conjointement par une seule police. En effet, l'on décide que ce contrat n'est pas une libéralité, mais un pacte aléatoire à titre onéreux.

« Cette convention, dit M. Garnier (1), rentre tout
« à fait dans la catégorie des aliénations de biens de
« communauté, moyennant une rente réversible sur
« la tête du survivant. Elle n'implique pas plus qu'elle
« l'existence d'une donation par le prédécédé à celui
« qui survit... Pendant le mariage la créance contre
« l'assureur est une valeur commune. Mais aussitôt
« que le décès de l'un des conjoints s'est produit, la
« condition à l'événement de laquelle était subordonné
« l'acquisition du survivant, a pour résultat, d'investir
« ce dernier de la propriété personnelle de l'assurance,
« comme s'il l'avait possédée depuis la souscription de
« la police. Le capital assuré cesse donc d'appartenir à
« la communauté. Le survivant se trouve par le décès
« de l'autre conjoint investi du droit personnel et ex-
« clusif de l'assurance »).

Et un arrêt de la Cour de Cassation du 28 mars 1877 (1) porte que « de l'alternative prévue par le contrat
« est résulté pour chacun des époux un droit éventuel
« à la somme assurée, soumis en même temps à la
« condition suspensive de sa propre survie et à la con-
« dition résolutoire du prédécès de son conjoint ».

De ce que cette assurance constitue un acte à titre onéreux on doit en tirer la conclusion que le capital de cette assurance ne sera pas soumis aux droits de mutation.

En sera-t-il de même des primes ? Nous ne le pensons pas car la communauté s'est appauvrie de leur

(1) R. G. Enregistrement, VI, p. 186.

montant et un jugement du Tribunal de Meaux du 8 mars 1877 (1) tirant argument de l'art. 1437 du Code civil, déclare que, dans la déclaration de succession l'on devra réunir à l'actif de la communauté le montant des primes versées par cette communauté.

Toutefois, et cela se conçoit facilement, une solution de l'enregistrement du 28 avril 1878 (1) déclare que le montant de la récompense ne devra jamais dépasser le capital souscrit.

Assurance en cas de vie, assurance mixte

Il nous reste maintenant à indiquer les quelques particularités qui résultent de ce que, au lieu d'être une assurance en cas de décès, l'assurance est en cas de vie ou mixte.

Dans l'assurance en cas de vie, aucune question ne se pose si l'assuré meurt avant le terme ou s'il survit à cette époque. La seule difficulté au point de vue fiscal, réside dans le décès avant le terme fixé, du conjoint de l'assuré.

Il est certain que la police d'assurance a, au moment de ce décès une valeur réelle, qui est sortie du patrimoine commun et que cette valeur doit être comprise dans la déclaration de succession. C'est la même question que celle que soulevait tout à l'heure le pré-décès de l'époux bénéficiaire dans l'assurance en cas de décès. Pour les raisons que nous avons alors indiquées nous croyons que les parties devront estimer cette police d'assurance et que cette valeur ne pourra pas être inférieure au montant des primes déjà versées.

L'assurance mixte ordinaire ne présente guère de difficultés spéciales. En effet elle se résoudra toujours en

(1) R. G. Enregistrement VI, page 486.

assurance en cas de vie ou en assurance en cas de décès et il faudra alors appliquer purement et simplement les règles indiquées précédemment.

Au contraire une particularité existe au cas d'assurance mixte à terme fixe. A la mort de l'assuré, l'époux bénéficiaire n'aura pas un droit immédiat au capital assuré. Devra-t-il payer tout de suite les droits de mutation ou attendre l'arrivée du terme fixé? L'Administration et la jurisprudence déclarent que le droit est exigible immédiatement. C'est ainsi qu'une solution du 15 avril 1889 (1) statuant à propos d'une assurance à terme fixe de 80.000 francs, décide : « Que M. L...
« doit payer les droits de mutation sur la moitié de
« 80.000 francs. Les primes ayant été acquittées par
« Mme L... jusqu'à son décès et cessant pour l'avenir,
« la succession possède contre la Compagnie une
« créance ferme de 80.000 francs qui n'est plus sou-
« mise à aucune éventualité et qui, dès lors doit être
« déclarée pour son capital nominal, bien qu'elle ne
« soit pas exigible et ne soit pas productive d'intérêts...
« Deux jugements des Tribunaux de Dijon et de Pra-
« des des 24 décembre 1883 et 28 juillet 1885, se sont
« prononcés expressément en ce sens, ils ont également
« décidé, à l'occasion de polices identiques, que l'époux
« qui survivait à son conjoint recueillait « sous condi-
« tion résolutoire » le bénéfice de l'assurance et était
« dès lors débiteur des droits de mutation. »

Cette solution doit être appliquée même s'il y a des bénéficiaires successifs. Et cependant le conjoint premier bénéficiaire n'est pas sûr de recueillir le capital scuscrit, son droit est, en effet, soumis à la condition de son existence au moment de l'arrivée du terme.

(1) R. P. E., 1889, p. 538.

S'il prédécède, le deuxième bénéficiaire verra son droit s'ouvrir et il paiera à son tour les droits de mutation mais il pourra imputer sur leur montant les droits déjà versés par le conjoint. En somme il paiera la différence qui existe entre les droits perçus et ceux qui l'auraient été s'il avait toujours été bénéficiaire.

Il se pourra que grâce à son lien de parenté, le taux des droits sera moins élevé que ceux payés par le conjoint. C'est ce qui arrivera quand un fils ou un petit-fils aura été désigné comme deuxième bénéficiaire du contrat. Dans ce cas aucun droit ne sera dû.

Timbre, Enregistrement

Pour être complet en matière fiscale disons que les polices d'assurance sont frappées d'un droit de timbre pour le paiement duquel les Compagnies doivent obligatoirement s'abonner et qui est de 2 o/oo, plus les décimes, calculé sur le total des versements faits chaque année par les assurés.

De plus, les polices d'assurance sont frappées d'un droit d'enregistrement de 1 fr. 25 pour % perçu sur l'évaluation de toutes les primes à payer pendant la durée du contrat. Mais l'enregistrement des polices n'est pas exigé dans un délai déterminé. Il n'est nécessaire que lorsque la police doit être énoncée dans un acte authentique, passé en conséquence (cession, nantissement, quittance et non contrat de mariage, inventaire, partage), ou lorsqu'elle doit être produite en justice.

CONCLUSION

Il est de règle qu'à la fin d'un travail sur l'assurance sur la vie, son auteur, en guise de conclusion, prenne parti pour ou contre la réglementation législative de ce contrat. Nous ne voulons pas manquer à la tradition.

Les partisans du *statu quo* déclarent que le législateur a la main bien lourde pour toucher à un contrat aussi délicat que le nôtre et prétendent que la jurisprudence étant une institution plus souple, il est préférable de lui laisser encore le soin de présider à l'élaboration des règles de l'assurance sur la vie.

Nous ne sommes pas de cet avis. Depuis vingt ou trente ans, nous avons assisté en France à une évolution lente sur la manière d'envisager cette assurance. Grâce à des analyses approfondies et aux nécessités pratiques, doctrine et jurisprudence ont fini par se mettre d'accord sur la plupart des difficultés soulevées par l'assurance sur la vie. Il nous semble donc que le moment est propice pour une intervention du législateur, qui n'aura qu'à sanctionner les solutions données et à résoudre les quelques petites difficultés qui subsistent encore.

Comme nous l'avons déjà dit, un projet de loi élaboré par une commission spéciale composée de jurisconsultes éminents et de praticiens experts est actuellement sur les bureaux de la Chambre des Députés. Ce projet sanctionne à peu près toutes les solutions données par la jurisprudence, solutions que nous avons adoptées pour notre part, sauf pour la question des récompenses à la

communauté où, avec M. Wahl, nous voudrions voir déclarer qu'à cause de l'art. 1422, il n'y aura jamais lieu à récompense.

Espérons que lors du vote du projet de loi, que nous souhaitons prochaine, un amendement viendra faire triompher cette opinion.

D'ailleurs, notre législation est la seule où une place n'est pas réservée à la réglementation de l'assurance (nous ne pouvons en effet considérer comme telle la loi du 17 mars 1905 destinée à établir un contrôle et une surveillance des sociétés d'assurance), et peut-être doit-on voir dans cette abstention du législateur le développement moins rapide qu'en certains autres pays de cette institution qui pourrait être si morale et si bienfaisante.

Oserions-nous espérer qu'en réglementant notre contrat, l'on mettra en conformité le droit fiscal et le droit civil? Nous savons bien que l'abrogation de l'art. 6 de la loi du 21 juin 1875 créerait une diminution de recettes dans la perception des droits de mutation, et que l'état de nos finances ne permet pas à nos législateurs de supprimer une source d'imposition. Mais n'y a-t-il pas un illogisme rare à déclarer qu'au point de vue civil, un capital n'est jamais entré dans la communauté et a toujours appartenu au conjoint bénéficiaire, tandis qu'au point de vue fiscal, l'on déclare, au contraire, que ce même capital est bien entré dans la communauté et qu'il vient aux mains de l'époux bénéficiaire, moitié à titre de commun en biens, moitié à titre de donataire de son conjoint ?

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY ET RAU. — Cours de droit civil français.
- BAUDRY-LACANTINIERE, LE COURTOIS et SURVILLE. —
Du contrat de mariage.
- BAZENET. — De l'assurance sur la vie contractée par
l'un des époux au profit de l'autre. Paris, 1888.
- CHAISEMARTIN (G.). — L'assurance sur la vie contrac-
tée par l'un des époux en faveur de son conjoint.
Paris, 1902.
- DALLOZ. — Recueil périodique et critique de jurispru-
dence, de législation et de doctrine.
- DEFRÉNOIS. — Répertoire général pratique du nota-
riat (Recueil périodique).
- DEMOLOMBE. — Traité des obligations.
- DUNAIME. — Du contrat d'assurance sur la vie.
- GARNIER. — Répertoire général et raisonné de l'enre-
gistrement, des domaines et des hypothèques.
— Répertoire périodique de l'enregistrement
- GUILLOUARD. — Du contrat de mariage.
- GUY DE LA MARNIERRE. — L'assurance sur la vie en-
tre époux d'après la jurisprudence. Paris, 1905.
- Journal des Assurances.*
- Journal des Notaires et des Avocats.*
- LEFORT (J.). — Traité théorique et pratique du con-
trat d'assurance sur la vie.
— L'assurance-vie et la Cour de cassation en 1907.

LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial.

MORNARD. — De la nature de l'assurance sur la vie, et spécialement de ses effets au décès de l'assuré en droit français. Paris, 1883.

PICANIOL. — Traité élémentaire de droit civil.

POYHIER. — Traité du contrat d'assurance (tome 26).

La Réforme Sociale, revue.

Revue Critique du Droit Français.

Revue du notariat et de l'enregistrement.

Revue Pratique.

Revue trimestrielle.

SIREY. — Recueil général des lois et des arrêts.

TUALLER. — Traité de droit commercial.

VU :

et permis d'imprimer :

LE VICE RECTEUR

de l'Académie de Paris :

GRÉARD.

VU :

LE DOYEN,

LYON-CAEN.

Vu par le Président de la Thèse :

R. PIEDELIEVRE.

TABLE DES MATIERES

Première partie

	Pages
Historique du contrat d'assurances sur la vie	1
Diverses sortes d'assurance sur la vie	10
Formation du contrat	16
Capacité du souscripteur de l'assurance	18
Prime	21
Paiement des Primes	23
Nature juridique du contrat d'assurance	24

Deuxième partie

Chapitre premier. — De la désignation de l'époux bénéficiaire	48
Section I. — Désignation dans la police même	48
Section II. — Désignation dans un acte postérieur à la police	53
Chapitre II. — Du caractère juridique du contrat d'assurance entre époux	63
Chapitre III. — De l'acceptation de l'époux bénéficiaire	78
Chapitre IV. — De l'assurance contractée par le mari au profit de sa femme sous le régime de la communauté légale	81
Section I. — Droit propre et personnel de la femme	81
Section II. — Récompense	98
Section III. — Du rapport et de la réduction	112
Section IV. — Autres questions :	
I. Participation aux bénéfices	129
II. Renonciation au bénéfice de l'assurance	130
III. Renonciation à la communauté.	131
IV. Prédéces de la femme.	132
Chapitre V. — Assurance par la femme au profit de son mari sous le régime de la communauté légale	135
Section I. — Femme autorisée.	135

Section II. — Femme non autorisée	139
Section III. — Femme de la loi du 13 Juillet 1907	141
Chapitre VI. — Assurance par les deux époux au profit du survivant dans le régime de la communauté légale	144
Section I. — Forme	144
Section II. — Attribution du bénéfice	150
Chapitre VII. — Assurance d'un époux à son profit per- sonnel sur la tête de son conjoint dans le régime de la communauté légale	155
Section I. — Assurance souscrite par la femme	156
Section II. — Assurance souscrite par le mari	159
Chapitre VIII. — Quelques particularités dans l'hypothè- se d'assurance en cas de vie ou d'assurance mixte dans le régime de la communauté légale	162
Assurance en cas de vie	162
Assurance mixte	163
Assurance mixte à terme fixe	165
Chapitre IX. — Autres régimes de communauté	167
Communauté réduite aux acquêts	168
Clause de réalisation	169
Clause de préciput	170
Communauté universelle	171
Chapitre X. — Droits des créanciers en cas d'assurance sur la vie souscrite entre conjoints	172
Section I. — Le mari n'est pas commerçant	173
Section II. — Le mari est commerçant	180
Chapitre XI. — Le contrat d'assurance sur la vie entre époux et le droit fiscal	194
Conclusion	214

